

SANS MÉMOIRE PAS DE FUTUR

BÄRBEL FÖRSTER (ÉD.)

ou : Les archives ont besoin de présent

TABLE

INTRODUCTION

Dagmar Enkelmann	4	Éditorial
Florian Weis	6	Des vertus du temps long
Evelin Wittich	10	Moments fondateurs

CRÉATEURS DE LA MÉMOIRE

PARTI

PARLEMENT

FONDATION

MOUVEMENT

PERSONNE

Bernd Riexinger	16	Mémoire
Thomas Händel	20	Tirer les leçons de l'histoire
Jochen Weichold	24	Sur les traces du Conseil des anciens du parti DIE LINKE
Claudia Gohde	27	L'archivage au bureau fédéral de DIE LINKE
Petra Pau	30	Mon cahier bleu
Sahra Wagenknecht	32	La nostalgie de l'avenir
Dietmar Bartsch	36	La tête dans les étoiles et les pieds sur terre
Margret Geitner	40	Qui écrit l'histoire ?
Jan Korte	43	La mémoire du travail parlementaire de DIE LINKE : des « producteur-riche-s d'archives parlementaires ? »
Bernd Hüttner	47	Conserver le mouvement
Peter Delis	51	Les particularités de la tradition de l'Union allemande pour la paix
Gregor Gysi	54	Le témoin et les archives
Friedrich Burschel	56	Une histoire singulière
Wolfgang Gehrcke	63	Sans amertume

EXPLORATEURS DE LA MÉMOIRE

POLITIQUES

SCIENCE

JOURNALISME

Tom Strohschneider	70	Une question de tradition
Alex Demirović	74	Les archives et la politique
Albert Scharenberg	77	Arracher au conformisme
Jörn Schütrumpf	81	Des archives pour ne pas oublier
Marga Voigt	84	En toutes lettres

GARDIENS DE LA MÉMOIRE

MISSIONS

DÉFIS

AMBITIONS

Andréi K. Sorokine	90	Le XX ^e siècle
Anja Kruke et Andreas Marquet	93	Les archives, une mémoire collective
Uwe Michel	97	Le savoir du futur
Andreas Steigmeier et Tobias Wildi	99	Une mémoire numérique ?
Christian Koller et Urs Kälin	103	Des vertus de la confiance
Bärbel Förster	107	Éthique, responsable, professionnel, global

PARTIES DE LA MÉMOIRE

20 ANS D'HISTOIRE(S)

Jochen Weichold et Christine Gohsmann	114	Étagères étrangères et affaires intérieures... Monter des archives en Afrique du Sud Rien qu'une « maigre brochure » « Tout est en ligne ! » Les Rencontres d'automne Un parti bien organisé Enquêtes criminologiques « Les archives ne rapportent (peut-être) pas ; mais elles apportent beaucoup ! » Une visite surprise
---------------------------------------	------------	--

ÉDITORIAL DAGMAR ENKELMANN

Chère lectrice, cher lecteur !

« Parler, écrire et lire, cela se fait dans le temps. Ce qui est dit rencontre la contradiction, la question rencontre la réponse, la réponse une nouvelle question. Ce qui a été affirmé est révoqué, la révocation est soumise à de nouvelles évaluations. Celui qui écrit et celui qui lit sont en mouvement, sont continuellement ouverts aux changements. »¹ Cette citation de Peter Weiss me vient à l'esprit lorsque je pense à nos Archives du socialisme démocratique (*Archiv Demokratischer Sozialismus*, ADS).

Pendant de nombreuses années encore, les archives fourniront des informations sur des moments précis, sur des points de vue et des idées, sur des événements et des processus, sur les acteurs politiques, leurs pensées et leurs décisions. Les documents contenus dans les dossiers, les images, les enregistrements audio et vidéo, conservent ce qui fut dit et écrit, et valent comme témoignages d'époques historiques spécifiques. C'est sur eux que s'appuieront les générations futures à l'heure d'engager un dialogue authentique avec ces époques, leur posant de nouvelles questions, se laissant surprendre par leurs réponses, ou s'en inspirant pour formuler des analyses singulières. Les archives de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* existent depuis 20 ans. Et – ce n'est pas un scoop – nos Archives du socialisme démocratique ont une valeur très particulière. C'est une, peut-être même *la* mémoire des mouvements de gauche, des idées socialistes, du parcours des partis de gauche et du processus démocratique depuis 1989. Or de telles archives ne valent que si nous nous occupons nous-mêmes de les constituer. Il peut sembler rébarbatif, et probablement douloureux, de passer au crible les documents personnels d'une vie politique active et de les confier aux archives. C'est une décision souvent difficile à prendre. Mais

ne nous faisons pas d'illusions : confinés dans le cercle privé, ces documents dormiront dans des boîtes, à la cave ou dans un cagibi – bercés, bien entendu, de la promesse qu'on les examinera un jour, qu'on les parcourra tous, qu'on en fera même un livre, qui sait ! À moins qu'on ne se résolve à entamer des démarches en vue d'un archivage professionnel.

Qu'il s'agisse de DIE LINKE ou de ses pré-décesseurs (le SED/PDS, le PDS, la WASG), c'est à nous qu'il revient de garder notre histoire vivante et authentique dans la mémoire collective. Nous ne partons pas de zéro. Vingt ans de travail ont permis de documenter l'origine et le développement de notre parti et des mouvements de gauche, et la contribution des forces de gauche à la délibération démocratique dans notre pays. Nous avons également rassemblé des documents relatifs aux protagonistes de ces mouvements et partis. Et nos archives sont d'ores et déjà activement exploitées par des chercheur·e·s, des étudiant·e·s, des journalistes.

Chaque archive renferme une part de la mémoire de la société dans son ensemble ; c'est le cas de nos Archives du socialisme démocratique. Profitons de leur 20^e anniversaire pour faire le point et dessiner des perspectives. Il s'agira notamment, dans

les pages qui suivent, de présenter les différentes fonctions des Archives (mémoire du parti, mémoire de notre fondation, mémoire du travail parlementaire, mémoire des mouvements sociaux et mémoire des protagonistes de la vie politique), et d'encourager la réflexion et l'implication.

Cette publication voudrait susciter une prise conscience de la valeur de vos documents, et vous inciter à les faire entrer dans la mémoire de la gauche. Les auteur·rice·s comptent parmi celles et ceux qui écrivent et lisent ces archives ; il·elle·s présentent leur conception de ce que doit être une mémoire de la gauche et une histoire de gauche, les raisons pour lesquelles elles sont à leurs yeux nécessaires, le contenu qu'il·elle·s leur donnent, les services qu'elles peuvent rendre, les publics auxquels elles s'adressent, et les exigences qu'un tel travail de mémoire doit satisfaire. Pour la plupart, il s'agit d'opinions et d'analyses personnelles. J'en remercie vivement les auteur·rice·s et vous souhaite une lecture inspirante !

Bien à vous,

Dagmar Enkelmann

¹ Weiss, Peter : « Laokoon oder Über die Grenzen der Sprache », in : *idem : In Gegensätzen denken. Ein Lesebuch*, Francfort-sur-le-Main, 1986, p. 217. Traduction : Françoise Delignon et Hédi Kaddour.

Des vertus du temps long

Les 20 ans des Archives du socialisme démocratique

À l'heure où j'écris ces mots, à l'automne 2019, la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* existe depuis 29 ans. Elle s'est d'abord appelée *Gesellschaftsanalyse und politische Bildung e.V.*, et a pris son nom actuel en 1999.¹ La même année, la Fondation a reçu ses premières subventions publiques, et les Archives du socialisme démocratique (*Archiv Demokratischer Sozialismus*, ADS) ont commencé leur travail. Le nom lui-même est remarquable et programmatique à deux égards : d'une part il fut, pendant de nom-

breuses années, la seule référence explicite, au sein de la Fondation, au courant politique du socialisme démocratique, auquel la Fondation est intimement liée ; or de tels courants constituent, selon l'arrêt historique de la Cour constitutionnelle de 1986, l'essence même des fondations politiques. Que le parti le plus proche de la Fondation se soit appelé *Partei des Demokratischen Sozialismus* (Parti du socialisme démocratique, PDS) ne tient pas du hasard. Mais ce n'est qu'avec la création du Centre historique du socialisme démocratique (*Historisches Zentrum Demokratischer Sozialismus*, HZDS), en janvier 2017, que la référence directe au socialisme démocratique a été de nouveau si clairement exprimée au niveau de l'organisation. Ce nouveau département réunissait l'ancien département Archives/Bibliothèque et un certain nombre de collègues qui avaient travaillé à différents postes au sein de la Fondation, autour de la figure de Rosa Luxemburg du socialisme de son temps, ou de problématiques historiques diverses. Le nom du Centre résultait d'une concertation au sein du personnel de la Fondation, et fut approuvé par le conseil d'administration. Il reflète à la fois l'engagement archiviste de la Fondation et son orientation politique.

D'autre part, en 1999, la Fondation a voulu signifier, en choisissant le nom d'*Archiv Demokratischer Sozialismus* (littéralement : Archives Socialisme Démocratique), que le temps était révolu des prétentions d'un parti spécifique à incarner la gauche à lui seul. Son nom en allemand n'est pas en effet, comme beaucoup l'ont écorché : *Archiv des Demokratischen Sozialismus* (littéralement : Archives du socialisme démocratique). Les mouvements, organisations et individus apparentés au socialisme

démocratique sont multiples, et il serait présomptueux de les assigner, tant au plan politique qu'au plan archivistique. Cet acte de naissance des Archives a une signification qui les dépasse, puisque il donne à la Fondation dans son ensemble une assise plurielle, dont le pilier le plus important est certes le parti DIE LINKE, mais qui repose aussi sur de nombreux autres protagonistes. Cette pluralité se constate également, et de plus en plus, dans l'extension du champ de collecte des archives, qui comprend désormais des fonds d'organisations, de groupes et d'individus issus de la société civile de gauche, que ce soit en Allemagne de l'Ouest ou, depuis 1990, dans l'Allemagne réunifiée. À cet égard, la période couverte par notre travail d'archivage a évolué au fil du temps : pour les fonds relatifs au parti frère (DIE LINKE, et précédemment le PDS puis la WASG), la transition du SED vers le SED-PDS puis, à partir de décembre 1989, vers le PDS, est toujours considéré comme le moment initial. Les fonds du SED n'ont à aucun moment fait partie des missions de conservation de notre Fondation, mais ils sont conservés et rendus accessibles par les Archives Fédérales, dans le fonds de la Fondation des archives des partis et organisations de masse de la RDA (*Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR*, SAPMO).²

Au plan politique, l'émergence du PDS, issu du SED, est le point de départ de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* et de ses archives. Les racines du PDS dans le SED ne peuvent et ne doivent pas être occultées, mais on ne peut non plus nier que le PDS, et plus tard DIE LINKE, représentent une rupture avec le stalinisme et la conception autoritaire de l'État socialiste. Nos archives sont éloquentes sur ce point (voir, par exemple,

les compte-rendus et autres documents issus des travaux du Comité exécutif fédéral du PDS, pendant la période où Gregor Gysi était président, de décembre 1989 à janvier 1993).³ Depuis la fondation du parti, la question du socialisme d'État a occupé une place particulièrement importante dans de nombreuses publications et manifestations de la Fondation.⁴ Les échanges, vifs, au sujet du stalinisme reflètent parfaitement, et parfois de façon problématique, l'importance centrale de ce débat pour la Fondation et le PDS. D'une part, il s'agissait d'un examen nécessaire, autocritique, douloureux de la question de savoir pourquoi le mouvement socialiste s'était développé, dans tant de cas, de manière non démocratique, voire profondément antidémocratique – ce qui pose nécessairement la question de la mémoire des victimes du régime stalinien. D'autre part et dans le même temps, il apparaissait nécessaire de refonder le socialisme, même après l'échec du socialisme soviétique et l'avènement supposément durable d'un ordre libéral et capitaliste dans les années 1990. La *Rosa-Luxemburg-Stiftung* d'aujourd'hui doit beaucoup à cette clairvoyance d'alors. En effet, il n'allait pas de soi, en 1990, lorsque la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* a vu le jour, qu'une perspective socialiste-démocratique enthousiasmante, éloignée des modèles poussiéreux du passé, serait d'actualité à court terme. En 1999, lorsque les archives de la Fondation furent créées, l'anticommunisme militant et l'euphorie bourgeoise devant le capitalisme triomphant avaient déjà perdu une partie de leur ferveur, mais on ne pouvait en aucun cas parler d'une renaissance de la pensée démocrate-socialiste. La défaite du PDS aux élections fédérales de 2002 eut également un impact direct sur le financement des

archives qui, comme toutes les archives d'instituts politiques, étaient financées par l'intermédiaire de l'administration du *Bundestag* jusqu'en 2008, avant que l'enveloppe globale du Ministère de l'Intérieur pour les fondations et instituts politiques ne prenne le relais. La question principale était alors de savoir s'il serait possible d'établir de façon durable un parti démocrate-socialiste en République fédérale d'Allemagne. Dans ce contexte, et bien que les conditions personnelles et financières fussent nettement plus difficiles, la Fondation a poursuivi son effort d'archivage, de sorte qu'à partir de 2005, avec le retour au parlement des membres de ce qui allait devenir, en 2007, DIE LINKE, l'avenir de la Fondation et de ses archives, désormais également consacrées à la mémoire de la WASG, put être assuré pour longtemps.

L'archivage est un travail de longue haleine, qui a été demeure une tâche essentielle de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*. Elles aident notamment à ne pas se perdre dans les conjonctures, à ne pas céder aux modes, à endurer (au sens propre) le reproche d'être poussiéreux et ennuyeux. Cette persistance, notamment dans la constitution des archives, est la condition d'un travail opiniâtre sur des thèmes pour lesquels, à un moment donné, l'intérêt pourrait renaître ; et cela n'est pas rare. Bien sûr, cette persévérance n'exclut pas une modernisation nécessaire, ce à quoi s'efforcent nos archives et la Fondation dans son ensemble, que ce soit dans le domaine des technologies et outils de travail (un mot-clé, parmi d'autres : l'archivage numérique à long terme), ou pour s'adapter aux demandes des utilisateur·rice·s. En somme, les archives de la Fondation ne cessent de se renouveler, sans abandonner ses exigences de pérennité, de rigueur et de cohérence.

Le travail des archives exige un ralentissement obstiné dans les phases de surchauffe et d'accélération constantes, mais aussi le renoncement à des ajustements frénétiques aux tendances du moment ; elles exigent surtout le respect scrupuleux de normes scientifiques et, en tant qu'historien, c'est une chose à laquelle je suis particulièrement attentif. Une source unique ne suffit pas à modifier une perspective, et il ne s'agit pas, lorsqu'un nouveau document fait surface, de céder à la tentation de « réécrire l'histoire », comme les journalistes aiment à le dire de manière ronflante ; chaque document n'est qu'un élément dans un vaste panorama. Mais sans le secours de ces documents, notre travail historique comme notre analyse du présent pâtissent d'un certain subjectivisme. En ce sens, les archives constituent un rempart, peu spectaculaire mais extrêmement solide, contre les « fake news » et autres « faits alternatifs ».

Les archives de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* sont une institution publique, mais non gouvernementale ; ses principes sont ceux de l'État de droit et de la transparence, mais nous sommes également attentif·ve·s aux préoccupations de celles et ceux qui nous confient leurs documents, nous témoignant ainsi une grande confiance. Nous considérons enfin la mission d'archivage au sein de la Fondation comme un travail indépendant, et ce, en deux sens : indépendant, d'abord, de l'action de l'État ou du gouvernement, car nous sommes une fondation résolument démocrate-socialiste. Une grande force de la Loi fondamentale et de la tradition politique en République fédérale d'Allemagne est de rendre possible un archivage public à plusieurs niveaux, et pas seulement à l'échelon étatique. Les archives de la Fondation sont également indépendantes en

ce qu'elles rendent leurs documents directement accessibles au public et visent à constituer une ressource pour des travaux de recherche rigoureux. De nombreux archivistes engagé·e·s ont rassemblé et façonné nos archives au cours des 20 dernières années. Nous remercions tout particulièrement Jochen Weichold, membre fondateur de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*, membre temporaire du conseil d'administration et, jusqu'en 2013, chef du département Archives et Bibliothèque ; nous remercions également Christine Gohsmann, qui a contribué à la constitution des Archives du socialisme démocratique depuis 1999, puis les a dirigées de 2013 à 2016. Mais il faut aussi mentionner les membres du conseil d'administration, et surtout du comité exécutif au moment de la naissance de la Fondation, composé d'Evelin Wittich, Lutz Brangsch et Michael Brie, qui ont donné à ces archives leur structure.

L'archivage compte parmi les sept fonctions principales de la Fondation.⁵ Peu enthousiasmante aux yeux de certain·e·s, cette fonction donne leur sens aux fondations politiques qui prétendent durer, et dont le travail peut et doit s'inscrire au-delà de la politique et l'agitation quotidiennes. En ce sens, 20 ans, ça n'est pas vieux pour une archive. Mais les bases ont été jetées, et le travail ne manque pas pour les années à

venir. Avec le déménagement, en 2020, de la plupart des unités structurelles et du personnel de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* vers son nouveau domicile de la Straße der Pariser Kommune, dans le quartier berlinois de Friedrichshain-Kreuzberg, les archives devraient encore gagner en visibilité, et offrir une ressource précieuse à qui s'intéresse à la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* ou – et il·elle·s sont de plus en plus nombreux·ses – à une perspective démocrate-socialiste.

1 À ce sujet, cf. Enkelmann, Dagmar/Weis, Florian (éd.) : « Ich lebe am fröhlichsten im Sturm ». *25 Jahre Rosa-Luxemburg-Stiftung. Gesellschaftsanalyse und politische Bildung*, Hambourg, 2015. **2** Un aperçu des fonds des Archives fédérales et des Archives de la BStU au 29.10.2019 : www.argus.bstu.bundesarchiv.de/Bestaendeuebersicht/index.htm?kid=2A13FC86229C4892A97DC68C846C5A13. **3** Voir *Archiv Demokratischer Sozialismus* (Archives du socialisme démocratique), fonds « Parteivorstand der PDS – Die Ära Gysi (1989 bis 1993) [Direction du PDS – L'époque Gysi (1989-1993)] ». **4** À ce sujet, voir Nakath, Detlef : « Antistalinismus, Zeitgeschichte und Pluralität », in : Enkelmann/Weis (éd.) : « Ich lebe am fröhlichsten im Sturm », p. 42 sv. ; Schütrumpf, Jörn : « Den Augiasstall ausmisten – Wilfriede Otto », in : *ibid.*, p. 178 ; Vietze, Heinz : « Bruch mit der Schönfärberei – Michael Schumann », in : *ibid.*, p. 179. **5** « L'image politique de la Fondation et de ses fonctions » (« *Das politische Selbstverständnis der Stiftung und ihre Funktionen* »), 2018, p. 6 : « Nos missions peuvent être résumées en sept points (qui sont aussi généralement au moins mentionnés dans les dossiers de demande de subventions) : analyse sociale, éducation politique, conseil/accompagnement politique, dialogue international, travail en réseau et en partenariat, soutien aux talents, travail d'archivage. En général, une entreprise, une organisation ont une ou deux missions. La particularité des fondations politiques tient à la conjugaison des exigences. Aucune autre forme d'organisation, ni dans le domaine de l'éducation politique, ni dans la coopération au développement, ni dans le soutien aux jeunes chercheur·e·s, ne font preuve de cette variété qui caractérise en propre les fondations politiques » (Manuel d'organisation de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*). »

Moments fondateurs

La fondation des *Archives du socialisme démocratique* – Souvenirs

L'année de naissance des archives, en 1999, fut mouvementée pour l'ensemble de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*. Il fallut mener de front la définition d'une orientation conceptuelle, la mise en place des structures de la Fondation en tant que telles et organiser le recrutement du personnel, tandis que les archives commençaient déjà à croître rapidement. Le conseil d'administration était presque en permanence réuni ; au cours du premier semestre 1999, deux assemblées générales, le 26 février et le 25 juin,

débatirent et décidèrent des grandes orientations. Ces deux assemblées générales furent l'occasion de discussions inspirantes, notamment sur le nom à donner à la Fondation. C'est celui de Rosa Luxemburg qui emporta l'adhésion le 25 juin.

À côté du groupe intitulé « Bâtir la Fondation », divers groupes de travail s'étaient formés, par exemple sur les questions d'éducation politique, d'analyse sociale (au sein de la « Commission pour un avenir différent »), sur le travail à mener à l'étranger ou à l'Ouest, mais aussi sur les bourses d'études, l'intégration du magazine *Utopie kreativ* à la Fondation, ou la création d'une archive et d'une bibliothèque. Les résultats des travaux de ces groupes devaient être présentés et discutés en plénière, et mis en œuvre de manière transparente.

Jochen Weichold, membre fondateur de la Fondation, membre de longue date du conseil d'administration et membre du comité exécutif, prit la tête du développement des archives et de la bibliothèque. Les premiers éléments de ce qui devait constituer une « mémoire de la gauche » furent assez rapidement identifiés : les archives des députés du PDS au *Bundestag*, celles de la dernière *Volkskammer* (« Chambre du Peuple », parlement de la RDA), des legs de personnalités de la gauche politique dans toute sa diversité, des archives de la Fondation elle-même (sous le nom de *Gesellschaftsanalyse und politische Bildung e.V.* d'abord, puis, à partir de 1999, sous celui de *Rosa-Luxemburg-Stiftung Gesellschaftsanalyse und politische Bildung e.V.*). Les domaines de collecte de la bibliothèque devaient refléter les domaines d'action de la Fondation et de ses antennes régionales, sans oublier la littérature sur celle qui donnait son nom à la Fondation. À cela se sont ajoutés les nom-

breux dons de livres (de la littérature de RDA notamment), quand ce n'était pas des bibliothèques entières de particuliers (un défi que les collègues ont relevé avec beaucoup de sang-froid). Ce fut une période passionnante, dominée par la joie de participer à la création de cette Fondation, d'apporter notre pierre à l'édifice, et d'innover, avec des gens dont on partageait pour l'essentiel les idées. La vivacité des débats et les divergences d'opinion participaient de cette atmosphère stimulante.

Pour les archives, il s'agissait d'abord de se procurer les documents concernés par la mission que nous nous étions donnée. Cela ne s'est pas fait tout seul ; il fallut convaincre les député-e-s que leurs dossiers parlementaires étaient importants pour la mémoire de la gauche, et que nos archives étaient leur lieu naturel. Le volume en mètres linéaires des archives entrantes a été systématiquement contrôlé, afin de s'assurer du respect des conditions requises pour bénéficier d'un financement public. Le dialogue avec Jochen Weichold était permanent. Parmi les questions importantes ayant des incidences à long terme, se posa celle du choix d'un logiciel d'archivage. C'est AUGIAS-Archiv qui emporta notre adhésion, et il para fidèlement aux besoins de nos archives. Parallèlement, la bibliothèque acquit le logiciel de la même famille AUGIAS-Biblio. Dès lors pouvait débiter l'archivage à proprement parler, c'est-à-dire le travail sur les premiers inventaires. Je crois me souvenir qu'il n'y eut pas, au sein de la Fondation, une seule assemblée lors de laquelle Jochen Weichold n'eût à expliquer ce qu'était un inventaire : au conseil d'administration, devant la direction et le curatorium, lors du conseil des antennes régionales, auprès des divers départements de la Fondation, dans les premiers

groupes de discussion et dans les groupes de travail inter-antennes. Et c'est avec fierté que fut présenté le premier inventaire, qui regroupait les documents du groupe PDS à la dernière *Volkskammer*.

À sa création, la Fondation suscita un intérêt public considérable. Elle répondait à un grand besoin d'information et à un désir d'échanges, notamment entre le parti frère et ses différentes structures. C'est le même enthousiasme qui accueillit l'émergence des archives. Le 19 novembre 1998, une réunion eut lieu avec la commission « histoire » et le centre de communication et d'information du PDS. Il y fut question de la relation entre les archives historiques du PDS et les Archives du socialisme démocratique de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*. Comment traiter les archives des groupes parlementaires régionaux, ou les legs importants des antennes locales ? Quelles formes devaient prendre les publications des archives de la Fondation ? Comment assurer la formation professionnelle des archivistes ? Que devaient être les prochaines acquisitions ?

Le 26 août 1998 eut lieu la consultation des antennes régionales, appelée « consensus de Potsdam », à laquelle il sera souvent fait référence par la suite, et au cours de laquelle un accord fut trouvé sur des questions fondamentales de coopération (chantiers prioritaires, division du travail, échanges d'informations et, bien sûr, financements). Les archives et la bibliothèque furent également à l'ordre du jour. Cette consultation, qui ne fut pas exempte de conflits, constitua la pierre de touche d'une solidarité qui s'avérerait nécessaire pour traverser les difficultés qui suivraient, comme celles qui découlèrent de la contre-performance du parti frère aux élections législatives de 2002 (deux élus au *Bundestag* seulement), et qui signifiait,

pour la Fondation, une réduction des financements. Le « consensus de Potsdam » fut une véritable boussole pour le futur de la Fondation.

Il nous restait à convaincre les instances subventionnaires que nous étions en mesure de constituer des archives, donc éligibles à un financement. Les discussions à ce sujet eurent lieu le 6 mai 1999, à Bonn. La demande de financement pour le traitement et la conservation de documents d'archives contemporains fut soumise en mai 1999, afin que les subventions puissent nous parvenir en août, en même temps que les premiers fonds globaux. Une demande de déblocage de fonds devait être soumise à la commission « budget » en même temps que celle adressée au Ministère de l'Intérieur.

Il nous fallut aussi prendre la mesure des moyens nécessaires à la conservation des archives. En août 1999, les premier·e·s employé·e·s durent travailler sur des tables à tréteaux qui leur appartenait, en attendant que du mobilier de bureau soit livré. L'un des grands moments de l'aménagement de la Fondation fut la livraison et l'installation d'étagères d'archives. Les rayonnages mobiles furent un émerveillement. On nous expliqua les principes de stockage des archives. Les groupes de visiteur·se·s de la Fondation purent enfin se faire une idée des dimensions de cette « mémoire de la gauche ».

Les Archives du socialisme démocratique sont aussi un véritable centre de ressources pour une culture historique de gauche, mais aussi pour l'histoire de la Fondation elle-même, du groupe de projet (plus tard : Institut) d'analyse sociale, des œuvres universitaires, des bureaux internationaux et des collaborations avec diverses composantes du tissu social. Aussi fallut-il sensi-

biliser le personnel de la Fondation, comme nous l'avions fait pour les député·e·s, à l'importance de leurs documents pour nos archives. Des plans de classement furent établis, et progressivement les documents de travail émanant des différents services de la Fondation trouvèrent également leur place au sein des archives. On pourrait écrire une histoire de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* à partir de tout cela.

En 1999, dix ans s'étaient écoulés depuis les bouleversements sociaux de 1989, qui eurent naturellement des incidences sur le travail de la Fondation (citons, par exemple, l'événement « *Herbststürme* », « Tempêtes d'automne »). Parmi les objets d'étude de la Fondation à cette époque : les bouleversements en Europe de l'Est, mais aussi le féminisme et l'égalité des sexes, les défis technologiques et les questions de société, ou encore le marxisme et les sciences sociales à l'Ouest. S'attaquer aux causes de l'échec du socialisme réel est également l'une des tâches les plus importantes de la Fondation depuis sa création. L'accent fut mis systématiquement sur le rôle de la culture, composante indispensable de l'éducation politique. Plusieurs rencontres furent organisées avec des acteur·rice·s culturel·le·s et des artistes, qui s'impliquèrent avec passion dans la création de la Fondation. Avec elles·eux fut abordée la question de l'archivage des biens culturels et des œuvres artistiques, et la façon dont la Fondation pouvait y contribuer. Bien que cela n'ait pas été possible comme nous l'aurions souhaité, on trouve tout de même quelques œuvres d'art dans les archives.

Chaque génération a à cœur, quel que soit le domaine (science, technologie, éducation, politique...), d'apporter à la société. Cependant, aucune contribution nouvelle

ne peut s'épargner l'examen consciencieux des expériences, des erreurs, des succès et des conflits rencontrés par les générations précédentes.

Les archives, en tant que « mémoire », et les bibliothèques, en tant que « réserves de savoir », sont indispensables à l'émergence de nouvelles connaissances. Une grande partie de ce qui vaut la peine d'être connu est aujourd'hui conservé dans des archives qui attendent d'être explorées. Et, soit dit en passant, cela n'est possible qu'en temps de paix.

Avec les Archives du socialisme démocratique, la gauche allemande et la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* disposent d'un outil de mise en relation entre leur propre réalité, leurs propres perspectives, et les expériences historiques antérieures



20^E ANNIVERSAIRE DES ARCHIVES DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

CRÉATEURS DE LA MÉMOIRE

PARTI

PARLEMENT

FONDATION

MOUVEMENT

PERSONNE

BERND RIEXINGER

Mémoire

Un enfant de la classe ouvrière ne reçoit pas de livres dans son berceau. Il n'y avait pas de livres dans notre maison. Mais je suis rapidement devenu un grand lecteur. Quand on grandit dans un petit village souabe, on n'a guère accès à une historiographie de gauche. À défaut de pouvoir lire les expériences des autres, nous avons dû nous organiser nous-mêmes. D'abord dans le village, puis à Weil der Stadt, où nous avons créé une maison des jeunes autogérée.

Aujourd'hui, les souvenirs de jeunesse échappent largement aux actif·ve·s que nous sommes devenu·e·s. Le centre de jeunesse – et c'est peut-être plus important – existe encore aujourd'hui. Une mémoire de la gauche, ça commence petit. Mais les petites luttes de gauche portent leurs fruits. Une fois un succès obtenu, il est facile d'oublier qu'il a été arraché de haute lutte. La mémoire politico-historique est toujours une source d'inspiration pour celles et ceux qui veulent se débrouiller par eux-mêmes.

RETROUVER LES FILS

Ce sont les scouts, entre autres, qui m'ont mis en contact avec la grande histoire de la gauche. À cette époque, le *Bund Deutscher Pfadfinder* (BDP) était fortement influencé par les étudiant·e·s du mouvement de 68. Ensemble, nous avons lu Marx et beaucoup d'autres classiques. Sans ces éclair·e·s de gauche, les idées de Marx ne m'auraient jamais atteint dans ma province de Souabe. Chaque génération réexamine ce qui vaut la peine d'être rappelé et transmis, et c'est spécialement le cas pour les mouvements sociaux et leurs conjonctures.

Je suis entré en relation avec le mouvement ouvrier organisé, d'une part par le biais du syndicat, et d'autre part par l'intermédiaire des ancien·ne·s camarades du Parti communiste d'Allemagne – opposition (*Kommunistische Partei Opposition, KPO*). Les grandes organisations de gauche comme le SPD, le KPD et les syndicats ont, pour la plupart, leur propre histoire, et souvent la lutte y fait rage pour le triomphe, au sein des archives, de l'un ou l'autre courant, des écrits des un·e·s ou des écrits des autres. C'est patent dans le cas du KPO qui, dans les années 1920, était le courant le plus puissant au sein du Parti communiste allemand (KPD). Parmi

ses membres figuraient l'ancien président du KPD, Heinrich Brandler, et August Thalheimer, l'un des plus grands théoriciens communistes. Thalheimer avait déjà averti en 1928 de la prise de pouvoir imminente des fascistes, et avait élaboré une théorie du fascisme qui vaut encore la peine d'être lue aujourd'hui. Le KPO a exigé très tôt que le KPD constitue un front uni contre le fascisme. Par conséquent, il a critiqué la thèse funeste du « social-fascisme », ainsi que la construction (infructueuse) de syndicats aux ordres (RGO), et a lutté contre la stalinisation du KPD. Comme l'histoire eût été différente si la ligne du KPO avait prévalu ! On ne change pas l'histoire, mais il est possible d'apprendre des erreurs et des fautes de nos prédécesseurs. Des personnalités importantes de l'après-guerre, comme Wolfgang Abendroth, Willi Bleicher ou encore Theodor Bergmann, furent membres du KPO.

Cela peut ressembler à un morne tableau peuplé d'austères théoriciens ; il faut pourtant imaginer l'impression physique que les combattant·e·s de la résistance antifasciste ont produite sur les jeunes gauchistes des années 1960-1970. Mon ami Theodor Bergmann, mort il y a deux ans à l'âge de 101 ans, était l'un de ces héros. Le national-socialisme a détruit une bonne partie de la mémoire active de la gauche allemande, avec ses membres et ses organisations. Il était d'autant plus important de transmettre cette longue tradition par le biais des récits de Theodor Bergmann ou Willi Bleicher, afin de ne pas repartir de zéro. C'est ainsi que certains des débats des années 1920 me sont devenus parlants, et que nos discussions ont pu (à nouveau) s'inscrire dans une plus large histoire de la gauche. C'est surtout dans la confrontation des systèmes que ces positions intermédiaires – jusqu'alors

peu remarquées – entre la social-démocratie et la tradition marxiste-léniniste ont compté : pour moi, démocratie et socialisme vont de pair. Il n'est pas toujours évident de savoir quelles traditions reviendront sur le devant de la scène. C'est pourquoi il faut cultiver une mémoire collective de l'ensemble de la gauche. Quand les témoins sont morts, les archives sont souvent les seules à pouvoir faire revivre leur pensée.

LE DEUXIÈME POINT DE RUPTURE : 1990

L'ère néolibérale a commencé dès les années 1980. Toute la gauche fut plongée dans une crise presque mondiale. Les syndicats adoptèrent alors une posture défensive. L'histoire des défaites doit être racontée, précisément parce que l'histoire est généralement écrite par les vainqueurs. Ceux qui ne tirent pas les leçons des erreurs du passé n'avanceront pas. Et même dans les pires moments survivent l'espoir et l'esprit de résistance.

Ces si difficiles années 90 virent naître le PDS, et les syndicats remporter des succès sporadiques malgré une régression globale. Le néolibéralisme n'a jamais régné sans contredit, même à son apogée. Le PDS fut la voix des victimes de l'expérience néolibérale menée en Allemagne de l'Est. Au début des années 1980, et de nouveau au début des années 1990, le mouvement pour la paix se mobilisa puissamment contre le réarmement et la guerre. En 1997, les syndicats purent empêcher, par une lutte acharnée, une baisse des salaires en cas de maladie. Néanmoins, la désindustrialisation de régions entières (qui est principalement le fait, à l'Est, d'une volonté politique), ainsi que la rationalisation, la mondialisation et la restructuration de l'économie provoquèrent

une catastrophe sociale à l'Ouest comme à l'Est. Aujourd'hui encore, les syndicats se battent contre la restructuration du monde du travail. Mais tout ne va pas en empirant. Et tout ne concourt pas au déclin. Dans le secteur des services, on a vu fleurir de nouvelles branches. Avec les grèves dans le commerce de détail, dans le secteur public, dans les écoles maternelles, dans le système de santé ou encore chez Amazon et dans bien d'autres secteurs, de nouveaux acteurs du mouvement syndical sont entrés en scène, ont imaginé de nouvelles formes de grève et ont enregistré des succès dans les conventions collectives. Des formes innovantes de mobilisation, comme celle du mouvement alter-mondialiste au début des années 2000, ont apporté quelques lueurs d'espoir.

VALORISER LA MÉMOIRE COLLECTIVE

On peut affirmer avec Rosa Luxemburg que c'est d'abord des grands mouvements que les masses apprennent. Ce qui semblait désuet est revenu au premier plan à l'occasion des protestations contre Hartz IV et l'Agenda 2010. En tant que syndicaliste, et plus tard en tant que co-fondateur de la WASG, j'ai accompagné ces énormes manifestations depuis le début. Grâce à cette immense résistance contre la dévastation provoquée par la coalition SPD/Verts sous le gouvernement Schröder, le PDS et la WASG ont pu s'unir pour former le Linkspartei. Depuis 2005, et pour la première fois depuis 1933, il existe à nouveau un parti à la gauche du SPD, représenté au *Bundestag*. Il s'agit d'un événement historique. Grâce à cette union, les différentes traditions de ce parti et de ses membres continuent de vivre. Notre mémoire est aussi diverse que nos traditions.

Les partis et les diverses organisations qui ont précédé ces partis sont les vecteurs et la mémoire des mouvements sociaux passés et présents. Ils font partie de la mémoire collective de toute la gauche. Leurs débats, leurs actions et leurs expériences sont un trésor que nous sous-estimons parfois. L'existence même d'un parti de gauche conditionne le discours social, comme le montrent douloureusement les cas de l'Autriche et de la Hongrie aujourd'hui. Mais il faut aussi faire vivre le passé de nos luttes. Des réalisations telles que l'État-providence, la paix ou la démocratie sont trop facilement tenues pour acquises. Il ne faut pas oublier que presque toutes les conquêtes sociales et démocratiques sont le résultat d'une mobilisation de la base. C'est ce qu'on – les conservateurs en particulier – voudrait nous faire oublier trop souvent.

UN PARTI QUI APPREND, UN PARTI QUI SE BAT

Ces dernières années, DIE LINKE a connu un rajeunissement massif. Les bouleversements dans le monde du travail représentent, pour nous comme pour les syndicats, des défis considérables. Tandis qu'une partie de la société est toujours plus qualifiée, le travail est toujours plus précaire. Pour moi, dirigeant de DIE LINKE, mener une politique de classe solidaire et unificatrice est une question vitale. Une des tâches centrales de la politique à gauche est d'opposer à la précarisation, à l'exclusion et à la division des salarié-e-s une pratique qui fasse converger les intérêts et favorise la conscience d'appartenir à une même classe. La solidarité du plus grand nombre contre la domination du petit nombre. Il faut garder à l'esprit que la classe des travailleur-se-s est aujourd'hui plus féminine,

davantage issue de l'immigration et plus précaire que par le passé. Il ne faut pas se limiter au prolétariat industriel classique, mais s'adresser aux nouvelles catégories professionnelles, comme les professions sociales et éducatives, les métiers de la santé et du soin, du commerce et de la logistique. Le changement climatique doit aussi être considéré sous l'angle de la classe. Justice sociale et protection du climat sont étroitement liées.

Être un parti actif et mobilisateur était et reste une préoccupation importante pour moi. Je suis fier que DIE LINKE ait été un allié solide dans presque tous les mouvements de contestation significatifs. Cela a

mis le parti en mouvement et a conduit certaines franges des mouvements sociaux, avec leurs militants, à adhérer au parti. Des campagnes thématiques, ainsi que des projets pilotes d'organisation et de porte-à-porte dans les quartiers défavorisés commencent également à porter leurs fruits. L'objectif reste d'ancrer le parti dans la société : c'est une condition essentielle pour la transformer.

Sur de nombreuses questions, nous pouvons tirer des enseignements de l'histoire. Les mouvements pour la protection du climat et contre la montée de la droite peuvent également s'inspirer d'une longue et riche tradition écosocialiste et antifasciste.

THOMAS HÄNDEL

Tirer les leçons de l'histoire

Une politique de gauche a pour tâche essentielle de mettre le doigt sur la plaie des injustices sociales. Et pour cela, mieux vaut avoir une bonne mémoire – des succès, comme des erreurs et des défaites. C'est pourquoi les archives sont indispensables et, pour la gauche, les Archives du socialisme démocratique (*Archiv Demokratischer Sozialismus*, ADS) en particulier. Dans leurs fonds vous trouverez, en plus de nombreux documents importants, les traces du renouveau d'une gauche ouest-allemande auparavant fragmentée.

En mars 2004, nous écrivions dans l'appel de l'« Initiative pour le travail et la justice sociale » : « Ces dernières années, et davantage encore ces derniers mois du fait des politiques du gouvernement social-démocrate, ont apporté la preuve que le SPD a abandonné ses principes. Contrairement à ses promesses électorales de 1998 et 2002, qui l'avaient fait apparaître comme une alternative aux politiques néo-libérales des gouvernements précédents, il est devenu le principal acteur du processus de démantèlement social et de redistribution de la base vers le sommet. Aucun d'entre nous ne s'attendait à ce qu'un parti ayant une si grande tradition sociale se transforme en si peu de temps en club électoral au service de la chancellerie, dont les objectifs politiques actuels nient presque tout ce que ce parti a défendu depuis plus de cent ans ».

Ce constat était la raison d'être de notre initiative, celle d'une alliance ouverte pour la défense de l'État social et d'un système social équitable. Cet appel a reçu dix mille signatures, tant au niveau national qu'international. C'est comme s'il avait été espéré depuis longtemps.

Par la suite, cet appel a contribué de manière significative aux succès de la gauche dans toute l'Allemagne. Il était et est encore, en quelque sorte, un « pense-bête » pour DIE LINKE, mais aussi pour le SPD, et à l'avenir probablement pour les Verts. Notre initiative a abouti à la création, en 2004, de l'Alternative électorale travail et justice sociale (*Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit*, WASG), puis, en 2007, à la fusion avec le PDS dans le nouveau parti DIE LINKE.

Ce fut et c'est encore une réussite. Pour la première fois dans l'histoire récente de l'Allemagne, un parti à la gauche du SPD

pouvait se former et s'établir à l'échelle du pays tout entier. Une expansion du PDS vers l'Ouest avait déjà été tentée à maintes reprises, mais en raison d'un l'anticommunisme profondément enraciné en RFA, il n'avait pas percé. Lorsque celui-ci a pris ses distances avec son passé et s'est orienté vers la défense d'un État social, s'est présentée la possibilité de former avec lui une véritable formation de gauche.

DIE LINKE a transformé la vie politique. La percée menaçante du néolibéralisme a été stoppée. La privatisation des biens publics, des systèmes de santé et des retraites n'est aujourd'hui plus considérée comme la panacée. La déréglementation du marché du travail a été largement ralentie et partiellement révisée, et, sans DIE LINKE, il n'y aurait tout simplement pas de salaire minimum légal (même si son montant est encore insuffisant).

La gauche s'est aussi remise en marche au niveau européen. Rarement, au cours des dix dernières années, le Parlement européen aura obtenu autant de succès en matière d'emploi, de politique sociale et de protection des consommateurs ; et ces succès sont à mettre largement au crédit d'initiatives de la gauche.

Mais nous sommes loin d'avoir achevé le travail. Les réformes passées continuent de grever le présent. La précarité, la pauvreté s'étendent. Des résistances énormes s'exercent, au niveau national et européen, contre une harmonisation sociale par le haut, contre l'avènement d'une Europe sociale. La spéculation et la hausse des loyers s'accroissent, la militarisation et la course aux armements augmentent toujours plus le risque de guerre. Avec la numérisation et le changement climatique, de nouvelles menaces apparaissent, que les gens per-

çoivent jusque dans leur existence quotidienne. La nécessité d'une alternative de gauche forte et capable de convaincre est évidente.

Aujourd'hui, DIE LINKE est un élément important du paysage électoral allemand, où il s'est surtout imposé comme régulateur sociopolitique. La formation a remporté un certain nombre de succès sans précédent dans l'histoire des partis allemands. Mais pour qu'elle puisse continuer à le faire, sa ligne doit être plus offensive. L'avenir de DIE LINKE sera moins déterminé par le choix de ses têtes d'affiche que par le fait qu'elle pourra ou non devenir leader d'opinion au cœur des conflits sociaux.

Or depuis 2010, ce jeune parti connaît une phase de stagnation, doublée d'amères défaites électorales, d'une baisse constante des taux d'approbation dans les sondages, et d'une érosion de son noyau électoral. On devine les conséquences de cette situation sur l'image du parti et son ancrage social.

Les marqueurs principaux de la WASG n'ont jamais différé de ce qui fait le cœur de DIE LINKE : le travail et la justice sociale. Négliger ces domaines aurait des conséquences négatives pour le développement programmatique et stratégique de DIE LINKE. La WASG était résolument tournée vers l'amélioration des conditions de travail et de vie des salarié·e·s, des retraité·e·s et des chômeur·se·s, et œuvrait à rendre crédibles et populaires les alternatives au libéralisme. C'était une réponse stratégique aux dispositions de l'Agenda 2010, qui étaient elles-mêmes la réaction rose-verte à la crise du capitalisme financier. Cette détermination à privilégier le combat social est au centre du débat qu'il faut avoir sur le cap à donner à DIE LINKE. À l'Ouest, les luttes des salarié·e·s avaient identifié leur

ennemi sous le nom de « Capital », et c'est une dénomination que la WASG a assumée lors de la fondation de DIE LINKE. Si cette référence historique et politique disparaît, l'acceptation et l'approbation de DIE LINKE diminueront et affecteront négativement le nombre de ses adhérent·e·s et sa capacité de mobilisation. L'exode des syndicalistes actifs qu'a connu DIE LINKE, et que nous sommes nombreux·ses à déplorer, a pris des proportions préoccupantes, et les scores aux élections syndicales encore davantage.

Personne ne prétendra que la disparition de la WASG est la cause des problèmes actuels. Cependant, la perte d'attractivité de DIE LINKE peut être attribuée à l'effacement de la ligne « travail & justice sociale ». Ainsi, comme l'avait déjà souligné l'ancien président de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*, Heinz Vietze, la constitution d'une archive compilant l'héritage historique et politique de la WASG est un projet digne d'investissement pour la tradition politique qu'incarne DIE LINKE. Ce projet n'est pas une fin en soi ; il ne suffit pas de placer côte à côte l'histoire de la WASG et celle du PDS en formulant le vœu pieu que les deux traditions dialoguent. Si le parti DIE LINKE peut retrouver la voie du succès, c'est en réinterprétant l'histoire des deux partis-sources pour donner naissance à une histoire commune. Les différentes branches de la gauche peuvent nous permettre d'identifier le tronc commun de notre tradition politique.

Les entretiens avec la génération fondatrice de la WASG, qui ont déjà intégré les archives, participent de la transmission de son héritage. Il ne s'agit ni du fin mot de l'histoire de la WASG ni d'un travail d'analyse. Ces entretiens reflètent simplement le point de vue subjectif de celles et ceux qui ont fondé

le nouveau parti et suivi le chemin de DIE LINKE ; mais ils peuvent donner d'importantes impulsions vers un examen plus approfondi de l'histoire de DIE LINKE.

Les Archives du socialisme démocratique de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*, qui ont la responsabilité de la gestion des archives de DIE LINKE, ont également assumé la difficile tâche de traiter de manière systématique la masse documentaire produite par la WASG. Les archives léguées par celle-ci ont été collectées, mais des lacunes restent à combler – peut-être par le versement de documents privés ou issus des archives régionales. Compiler et rendre accessible un fonds d'archives relativement complet sur l'histoire de la WASG serait une tâche utile, bien que difficile et gourmande en ressources ; elle est encore devant nous. Présentement, l'accès analytique et systématique à l'histoire de la WASG est insuffisant pour pouvoir apprécier et étudier la contribution singulière de cette formation à la vie politique allemande.

Enfin, le caractère évolutif de la courte histoire de la WASG n'a guère été mis en valeur : à sa naissance, cette formation était un mouvement de ralliement pour la défense de l'État social ; elle est ensuite devenue un parti électoral ; puis elle a, juste après ce changement de statut, plongé dans une période de troubles qui allait conduire à sa dissolution. On n'a pas encore examiné la façon dont cette extraordinaire séquence d'événements a pu se conjuguer avec les exigences relatives à la création d'un parti, à la vie démocratique interne, aux échanges qui eurent lieu dans ce cadre, à la recherche d'une stabilité organisationnelle. C'est précisément cette imbrication – fondation d'un parti et frénésie militante – qui apparaît dans les interviews archivées.

Les archives atteindraient un objectif majeur si, en se penchant sur ce chapitre de l'histoire du parti, elles parvenaient à susciter un intérêt nouveau pour celle de DIE LINKE. C'est un travail essentiel.

Notre présent exige que l'on se souvienne, parce qu'existe toujours aujourd'hui ce qui faisait le cœur de mobilisation de la WASG : la défense des intérêts sociaux du plus

grand nombre ; le combat de « ceux d'en bas » contre « ceux d'en haut » – autrement dit un combat de classe.

Les concepts de travail décent et de justice sociale sont les piliers de notre programme. Les négliger équivaldrait non seulement abandonner une partie essentielle de l'héritage du mouvement ouvrier, mais nous révélerait notre incapacité à « tirer les leçons de l'histoire ».

JOCHEN WEICHHOLD

Sur les traces du Conseil des anciens du parti DIE LINKE

Lorsqu'on m'a demandé, début 2018, d'écrire ou de compiler une histoire du Conseil des anciens du parti DIE LINKE, ou au moins des fragments de cette histoire, je n'ai pas immédiatement accepté. J'ai d'abord effectué une série de recherches préliminaires : Que trouve-t-on au sujet du Conseil des anciens et de son prédécesseur, le Conseil des sages du PDS, sur le site Internet de DIE LINKE et dans le fonds « Direction du PDS – période Gysi (1989 à 1993) » des Archives du socialisme démocratique ?

Sur le site de DIE LINKE, sur une page qui recense notamment toutes les déclarations et opinions émises par le Conseil des anciens depuis 2002, il est rapidement fait référence à l'inauguration du Conseil lors du Congrès extraordinaire du SED/PDS de décembre 1989. Dans le fonds « Direction du PDS – période Gysi (1989 à 1993) », six références documentaires. Parmi les documents de ce fonds qui n'avaient pas encore été inventoriés, l'archiviste Jan Runkwitz a exhumé, en examinant les bordereaux de versement, un dossier du Conseil des anciens si bien « nettoyé » que, censé couvrir la période 1993-1997, il ne contient que des documents de 1997. Le dossier avait été transmis par Horst Siebeck, le secrétaire de longue date du Conseil des anciens, décédé en juin 2006. À partir de là, j'ai accepté de me pencher sur cette histoire, espérant trouver des documents plus significatifs au secrétariat du Conseil des anciens.

Bien que cet espoir ait été déçu, la pochette plastique contenant la liste des membres du Conseil des anciens et leurs coordonnées recelait aussi la copie d'un article d'Edwin Schwertner, paru en 2003 dans le journal des adhérents (*Disput*). Intitulé « Le consensus fondamental au sein du PDS. Une histoire du "Conseil des anciens" de la direction du parti », il donne non seulement un bref aperçu de l'histoire du Conseil, mais contient une information précieuse : la plupart des déclarations et avis du Conseil des anciens étaient publiés par le service de presse du PDS. La consultation des archives du service de presse du PDS, qui sont conservées à la bibliothèque de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* (associée aux Archives du socialisme démocratique), a permis de combler d'importantes lacunes pour les années 1990. Elles contenaient non

seulement des déclarations et des prises de position du Conseil, mais aussi de brefs compte-rendus des discussions en son sein, transcrits de façon vivante par Georg Fehst (le rédacteur en chef du service de presse et observateur des débats), et parfois par les membres du Conseil eux-mêmes.

Edwin Schwertner n'était pas seulement l'auteur de l'article mentionné ci-dessus ; il était lui-même membre du Conseil des anciens depuis au moins le début de l'année 1991, et, du milieu des années 1990 au début des années 2000, il en était même l'un des porte-parole. En outre, avec Otfried Arnold, Helmut Zessin et d'autres, il avait écrit une chronique illustrée du PDS, qui relate des faits intéressants pour l'histoire du Conseil des anciens. En tant que témoin de cette époque, il aurait certainement été une source précieuse, mais malheureusement, il était déjà mort au moment où je commençais à m'intéresser à cette histoire. Je n'ai eu guère plus de chance avec Moritz Mebel, membre du Conseil des anciens à partir de 1990, et pendant de nombreuses années l'un de ses porte-parole – jusqu'à ce que, déçu que les contacts avec la direction et le président du parti ne soient que sporadiques, et considérant dès lors que la fonction consultative de cet organe était obsolète, il ne se retire du Conseil à la fin des années 1990. Lorsque j'ai appelé Moritz Mebel dans la seconde moitié du mois de mars 2018, il s'est excusé de ne pouvoir m'aider. Il y avait eu beaucoup de discussions au Conseil à ce moment-là, mais il ne se souvenait pas des détails et avait jeté depuis bien longtemps les documents relatifs aux travaux d'alors.

D'autres témoins de cette époque ont été d'un plus grand secours : Hermann Klenner, Thomas Falkner et Heinz Vietze. Hermann

Klenner, actif au sein du Conseil des anciens depuis 2008, m'a communiqué des détails intéressants sur la culture du débat et le processus d'élaboration des déclarations et avis de cet organe. Thomas Falkner, qui s'est longtemps intéressé aux questions de stratégie et à d'autres questions fondamentales que se posait la direction du parti, a rapporté que le Conseil, et Hans Modrow en personne, avaient suivi de très près l'évolution du parti dans le Land de Brandebourg. L'éventail des sujets traités par le Conseil et Hans Modrow était large : accompagnement, à la fois critique et constructif, de la participation de DIE LINKE aux travaux de la Commission d'enquête « Sur l'analyse de l'histoire récente et le dépassement des conséquences de la dictature du SED et de la transition vers un État de droit démocratique dans le Land de Brandebourg », débats autour de questions constitutionnelles, combat pour la reconnaissance des parcours de vie des Allemands de l'Est, ou encore analyse des causes de la grande défaite de DIE LINKE aux élections législatives de septembre 2014 dans le Land. Heinz Vietze, le chef de longue date du groupe PDS au Parlement du Brandebourg, m'a parlé, lors de longues conversations téléphoniques en avril 2018, des débuts du Conseil des sages du PDS, auxquels il avait participé. Afin de conférer au nouvel organe la représentativité nécessaire, il avait fallu respecter une certaine diversité politique et sociale – une tâche à laquelle Vietze, en collaboration avec Michael Schumann (membre de la direction fédérale du PDS), s'est attelé, en sélectionnant les membres du Conseil des sages. Heinz Vietze a également agi dans cet esprit en 2007 en formant le Conseil des anciens du parti DIE LINKE, cette fois-ci avec Thomas Händel, le trésorier de la WASG.

Je mentionnais plus haut la chronique illustrée du PDS publiée par Edwin Schwertner, Otfried Arnold et Helmut Zessin. Elle a permis de mieux connaître le Conseil des anciens, en brossant un tableau vivant de faits et événements que seuls racontaient quelques dossiers encore inexplorés du fonds « Direction du PDS (1993-2007) » des Archives du socialisme démocratique. Mentionnons par exemple la réunion du 31 janvier 1994, au cours de laquelle la direction du PDS discuta des activités futures du Conseil des sages. Les archives nous informent que la direction avait décidé de poursuivre les activités du Conseil afin d'utiliser l'expérience de ses membres, mais aussi d'en élargir le socle en y recrutant des personnalités éminentes, de le consulter sur les programmes électoraux du parti, sur des questions historiographiques notamment, ou encore sur la signification des résultats aux élections régionales, européennes et fédérales.

J'ai également suivi piste mentionnée au début de cet article, en me penchant sur le compte-rendu des délibérations du Congrès extraordinaire du SED/PDS de décembre 1989 (publié par Dietz-Verlag à Berlin, et dont l'original, avec les notes sténographiques, est conservé par le SED). Le 16 décembre 1989, Wolfgang Berghofer, alors vice-président du parti, déclara au nom de la présidence du Congrès que la direction du parti recommandait la nomination, par le président du parti Gregor Gysi, de « cama-

rades plus âgés et rompus à la lutte » à un Conseil qui serait « consulté sur des questions fondamentales relatives à la théorie et à la pratique, et à la ligne politique du parti ». Le chef du parti, plus jeune, allait donc être assisté par des camarades expérimenté-e-s, dans un rôle consultatif. Berghofer communiqua ensuite le nom des camarades invités à participer à ce Conseil. Le Conseil des sages fut officiellement créé par la direction du SED/PDS le 12 janvier 1990.

Une chose est de consulter les documents d'archives et les témoins de l'époque. Une autre, non moins importante, est de se forger sa propre opinion. J'ai donc profité de l'occasion que m'offrait ce travail pour assister à une réunion du Conseil des anciens du parti DIE LINKE, le 26 avril 2018, au cours de laquelle les membres s'entretenaient avec les secrétaires du parti, Katja Kipping et Bernd Riexinger, des préparatifs du Congrès de Leipzig (juin 2018), examinant de manière critique le travail de la direction. La discussion, dont j'ai extrait quelques « pépites » pour la version finale de mon histoire du Conseil des anciens, a confirmé le témoignage de Hermann Klenner, selon lequel le Conseil avait toujours été plus à gauche que la ligne officielle du parti. Conçu à l'origine comme un organe consultatif au service de l'exécutif du PDS, le Conseil des sages s'était progressivement transformé en une sorte de vigie – une fonction que le Conseil des anciens de DIE LINKE assumera à son tour.

CLAUDIA GOHDE

L'archivage au bureau fédéral de DIE LINKE

Autrefois, on vidait les vieux dossiers, on résumait leur contenu sur une page de garde, puis on reliait la liasse et l'on faisait autour de la pile de documents un nœud d'archive avec un ruban blanc. Le camarade archiviste était prévenu et déboulait – tout en joie, à ma grande surprise – pour récupérer les dossiers et les entreposer à la cave en attendant que, plus irrégulièrement, les dossiers ne soient transférés à la Fondation. Peu de choses ont changé à cet égard au fil des ans : le camarade archiviste a pris sa retraite,

les bureaux du secrétariat se chargent eux-mêmes du transfert à la Fondation de dossiers qu'il n'est plus nécessaire de vider, le nouage n'est plus nécessaire et la maîtrise du nœud d'archive est devenue aussi superflue que celle du changement de ruban de la machine à écrire.

Sous cet aspect, et vu des bureaux, l'archivage ressemble à une morne activité bureaucratique. Comme j'ai été heureuse de me trouver, d'un coup, devant 80 mètres carrés de sous-sol et deux pièces vides lorsque les Archives du socialisme démocratique sont venues chercher des mètres de dossiers d'archive des années 1990. Enfin de la place, adieu les vieilleries !

Mais le travail ne se limite pas à son aspect technique. C'est même ailleurs que réside la difficulté et l'intérêt de l'archivage : comment déterminer ce qui, devenu superflu pour le travail quotidien, est mûr pour l'archive ? On sait que seul ce qui n'est vraiment plus utile est déposé aux archives, mais encore faut-il que ces documents présentent un intérêt pour les archives.

De nombreux dossiers que j'ai versés aux archives au fil des ans font partie de ma vie politique : les dossiers de la direction du parti au début des années 1990, les documents de l'« AG West » (« communauté de travail » du PDS sur l'Allemagne de l'Ouest) dans les années 1990, les traces des premières tentatives de recrutement d'adhérent·e·s, les documents relatifs à la formation politique des membres, ceux liés à la réforme du parti au début des années 2000, mais aussi à la fusion dans DIE LINKE ou à la campagne pour le salaire minimum, sans mentionner les diverses lettres de simples citoyen·ne·s en des temps troublés – la plupart des dossiers que j'ai transmis aux archives portent les traces de l'usage que j'en ai fait ; ils sont le reflet de

ce que j'ai jugé important de documenter. J'ai toujours trouvé difficile de m'en séparer, mais j'ai toujours espéré qu'ils serviraient à d'autres. C'est un peu comme ces vieux vêtements qu'on a tant aimé porter mais qui ne nous vont plus. Ce serait dommage de les jeter, alors on les donne à celles et ceux qui les collectent et les redistribuent.

Quel usage auront les lecteur·rice·s futures des dossiers que mes collègues du bureau fédéral et moi remettons aux archives ? Les documents électoraux internes reflètent-ils vraiment ce qui fut inscrit sur les affiches de campagne ? Les différences stratégiques sont-elles perceptibles dans les documents de travail des commissions formées lors des congrès ? L'étude de plusieurs années de courrier de citoyen·ne·s ordinaires permet-elle de tirer des conclusions sur l'évolution de leurs attentes à l'égard du parti ? Ces questions témoignent à elles seules d'un certain scepticisme. Que disent nos archives à celles et ceux qui les consultent ? Vu de la gauche, deux ombres planent sur le traitement des dossiers : la protection des données et l'interprétation historique. Tandis que la protection des données est en grande partie réglementée (au-delà du fait qu'elle s'impose, pour des raisons politiques, à quiconque se dit de gauche), l'interprétation historique est plus problématique, car l'expérience montre que l'histoire peut s'écrire de manières très différentes à partir des mêmes sources.

J'ai eu l'occasion, dans les années 90, de me confronter directement à ce qu'est une histoire officielle : j'ai lu plusieurs dossiers de la Stasi dans lesquels le SED apparaissait. Plus tard, j'ai lu les dossiers du SED sur leurs organisations à l'Ouest. Et il y a quelques années, de façon tout à fait inattendue, des archives de l'administration culturelle relatives

au SED ont été retrouvés dans le sous-sol de la maison de Karl Liebkecht : des dossiers avaient été soigneusement entretenus sur tous les acteur·rice·s culturel·le·s de la RDA, contenant la correspondance plus ou moins douteuse (aux yeux des autorités) de Stephan Hermlin, Heiner Müller, Christa Wolf.

J'ai appris que certaines archives sont écrites pour légitimer un système ; d'autres simplement sous la dictée des intérêts du moment. Inversement, de nombreux événements, pour diverses raisons, ne laissent aucune trace. Aussi les dossiers ne disent-ils jamais qu'une partie de la vérité. Sachant cela, il est difficile de rendre publics des dossiers qui traitent d'événements auxquels je suis affectivement liée, ou qui donnent à lire des opinions que j'ai défendues et des décisions délicates que j'ai eu à prendre car, dans 30 ans, ces dossiers pourraient raconter une histoire complètement différente de celle que j'ai vécue.

On ne peut pas parler des archives sans dire un mot de la numérisation. Non seulement les fichiers numériques doivent être remis aux archives, mais, de nos jours, un nombre incroyable de faits sont disponibles en ligne, dont un grand nombre se retrouve sur des sites et des blogs sans que nous les ayons activement archivés. Google, les réseaux sociaux, l'Internet en général contient tout, sait tout, trouve tout. Ma recherche sur Google vient de donner : 84 800 000 résultats en 0,36 secondes pour « pds », 54 900 000 résultats en 0,56 secondes pour « DIE LINKE », et quand même 3 750 000 résultats en 0,34 secondes pour « archiv demokratischer sozialismus ». (« Archives du socialisme démocratique »).

Qui de Bisky, Gysi, Schumann ou Brie a présenté des excuses lors du congrès extraordinaire du SED ? Quel fut le vote des membres

du bureau du PDS de Mecklembourg-Poméranie occidentale lors de la consultation au sujet de la fusion avec la WASG et de la création de DIE LINKE ? Tout cela, on le trouvera sûrement sur Internet. Alors à quoi bon encore des archives ?

L'accumulation presque infinie de faits sur Internet est en même temps une quantité presque infinie de « faits alternatifs ». Ne serait-ce que pour cette raison, il est important que les faits et les documents fassent l'objet d'un travail sérieux, tel que seul un archivage professionnel peut le garantir. Ainsi, si nous abordons l'histoire du SED avec les yeux du jeune PDS, les documents raconteront une histoire complètement différente de celle, par exemple, des articles du journal Die Welt sur le même sujet. Cependant, en raison des biais algorithmiques d'Internet, les articles de presse seront proposés aux chercheurs beaucoup plus souvent que les documents internes du parti.

Il est donc également crucial que les dossiers soient remis à un organisme de confiance. Et c'est pourquoi je suis heureuse que les Archives du socialisme démocratique de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* offrent un service d'archivage professionnel, qui garantit un stockage et un traitement soigneux, et qui s'inscrit dans la tradition d'un examen critique de l'histoire. L'histoire politique est le fait d'actions humaines, dont portent témoignages des paroles, des écrits, des messages visuels. Ces trois formes sont et restent les formes d'expression les plus importantes de la vie politique (à gauche). Même si de nombreux·ses politicien·ne·s limitent désormais leurs messages à 280 caractères sur Twitter ou à 140 caractères sur WhatsApp, les textes, photos, empreintes sonores et visuelles restent les témoignages les plus importants. Il est indispensable de les préserver, de les valoriser et de les rendre accessibles aux générations futures.

Mon cahier bleu

Lorsque j'ai été élue pour la première fois au Bundestag, on m'a remis un épais cahier de couleur bleue en guise de cadeau de bienvenue. Je pouvais y consigner n'importe quel événement pour autant que je le juge remarquable. Une sorte de petit mémorial. Plusieurs années après, j'ai été élue par le Bundestag au conseil d'administration de la « Stiftung Aufarbeitung der SED-Diktatur » (une fondation fédérale chargée de mener un examen critique de la dictature du SED en Allemagne de l'Est). Cette fondation devait

se pencher sur l'histoire de la RDA, mais aussi sur une série d'événements survenus en RFA avant et après la Réunification. Lors d'un rendez-vous avec la directrice de la fondation, une jeune collègue m'accompagnait, qui demeura silencieuse. Elle semblait vouloir demander : « Mais de quoi parlent donc ces vieilles femmes ? ». Née en 1993, elle n'avait jamais entendu parler des événements que nous évoquions ; je ne lui avais raconté que quelques anecdotes. De retour dans mon bureau, nous en avons parlé. Un collaborateur de longue date a fait référence au fameux cahier bleu. Il était vide. C'est ainsi que nous avons commencé à nous souvenir ensemble de quelques histoires. Et c'est ainsi que j'ai commencé à écrire mon livre *Impiétés – souvenirs échevelés (Gottlose Type – meine unfrisierten Erinnerungen)*. Publié en 2015, il raconte en 53 épisodes mes 25 ans de vie politique, sur un ton tantôt léger, tantôt grave. On peut également y lire, sous le titre « *Rotes Ampelmännchen* » (« Le petit bonhomme du feu tricolore »), comment s'est déroulée mon entrée au Bundestag en 1998 :

« Si quelqu'un m'avait dit en 1990 que je deviendrais un jour députée, et même vice-présidente du Bundestag, je l'aurais envoyé consulter. L'année même de mon élection, je n'avais aucune intention de me présenter aux législatives, et les dirigeants du parti n'avaient pas non plus ce projet pour moi. Ils cherchaient plutôt une personnalité de premier plan capable de défendre la circonscription de Berlin-Mitte-Prenzlauer Berg, que l'écrivain Stefan Heym, qui n'était pas membre du parti, avait accrochée au tableau de chasse du PDS en 1994. C'était désormais le tour d'Elmar Schmähling. L'ancien amiral était une personnalité du mouvement pacifiste ouest-allemand, et il semblait en mesure de

rallier un nombre conséquent de suffrages, notamment dans le quartier branché de Prenzlauer Berg.

Il y avait juste un petit problème... Elmar Schmähling avait été propriétaire de plusieurs petites entreprises qui, pour une raison quelconque, avaient fait faillite. Il fut accusé d'entrave au processus d'insolvabilité, un délit pénal particulièrement croustillant pour les médias, qui distillèrent en substance le message suivant : "Le PDS promeut des criminels en col blanc. Ne votez pas pour eux !" Ce matraquage des tabloïds rendait difficile toute défense.

Elmar Schmähling n'était plus en mesure de défendre la circonscription.

La circonscription était-elle même encore gagnable ? Et si oui, avec quel candidat ? C'est là que tout m'est tombé dessus. Pau à la place de Schmähling. Mais qu'en pensent les "quatre grands" du PDS ? Une conférence téléphonique et un vote sont organisés en ma présence. Je suis choisie de justesse : trois votes contre deux.

Puis la campagne commence. Il faut que je me dépêche : Wolfgang Thierse (SPD), Günter Nooke (CDU), Marianne Birthler (Bündnis 90/Die Grünen) et Martin Matz (FDP) ont des semaines d'avance. Je me mets donc en campagne du matin au soir. Politiquement, je ne pèse rien dans les médias : quoi que je raconte, on rapporte seulement les propos de mes concurrents. Pour faire parler de nous, pas le choix, il nous faut des symboles tapageurs : on choisit comme mascotte le petit bonhomme rouge des feux tricolores de l'époque de la RDA (« Rotes Ampelmännchen »). Mais ce bonhomme n'est pas à l'arrêt, non : il se dirige d'un pas

décidé vers la gauche. Je me souviens encore de certains courriers incendiaires nous demandant si avec ce bonhomme rouge en mouvement nous voulions inciter les personnes âgées à traverser au mauvais moment, au lieu de les protéger des chauffards. Quoi qu'il en soit, lors de la conférence de presse qui suit, presque tous les médias rappliquent, les caméras tournent, et des articles paraissent au sujet mon petit bonhomme rouge. À partir de ce moment, je ne me déplace jamais sans quelques dizaines de badges estampillés Ampelmännchen. Ils sont très bien accueillis et, au bout de deux ou trois semaines, il n'est pas rare de les voir arborés dans les rues. À leur vue, les gens se dérident et s'exclament : "C'est clair, on vote Petra Pau !"

Peu avant la dernière ligne droite, le directeur fédéral de campagne du parti s'exprime publiquement. Sans autre forme de procès, il déclare abandonner tout espoir pour le parti dans l'ancienne circonscription de Heym – c'est-à-dire la mienne. C'est l'année où la chanson qui représentait l'Allemagne à l'Eurovision, et qui faisait un tabac sur les ondes, s'appelait : "Guildo vous aime !" De façon surprenante compte tenu des circonstances, j'ai obtenu mon premier mandat direct le 27 septembre 1998, grâce aux Ämpelmännchen. Ne jamais sous-estimer les petits hommes rouges ! »

Depuis 2014, je consigne par écrit mes nouvelles expériences. Le carnet bleu est maintenant noir et s'appelle « laptop ». Il se nourrit des archives de la Rosa-Luxemburg-Stiftung, que j'espère nourrir en retour. Car cette mémoire de la gauche a besoin d'être alimentée.

SAHRA WAGENKNECHT

La nostalgie de l'avenir

« Les jeunes gens ont la nostalgie de l'avenir. » Cette phrase de Jean-Paul Sartre est encore à méditer aujourd'hui. Dans de nombreux pays, des jeunes (et pas seulement) descendent dans la rue parce qu'ils craignent pour leur avenir. Parce qu'ils ont la nostalgie d'un temps où les gens ne redoutaient pas que le changement climatique et la destruction de l'environnement fassent de la vie sur cette planète un enfer. Parce qu'ils ont la nostalgie d'une société à laquelle ils pourraient apporter leur contribution, sans

craindre de devenir chômeurs, de ne trouver que des emplois mal payés ou de perdre leur temps à effectuer des tâches sans intérêt. Parce qu'ils ont la nostalgie d'un État qui se préoccupe de satisfaire les besoins essentiels et de fournir des logements abordables, au lieu de servir les intérêts des grandes entreprises.

DEMANDER DES COMPTES AUX RESPONSABLES

Pourquoi notre société est-elle sur une si mauvaise pente depuis si longtemps ? Qui s'est trompé de chemin ? Où sont les responsables de la surexploitation des ressources naturelles, des faibles retraites, des loyers qui explosent, du blocage des investissements, de la pénurie de personnel dans les hôpitaux et les maisons de retraite, de la toujours plus profonde fracture sociale ? Quelqu'un peut-il être tenu pour responsable, ou sommes-nous tous les rouages d'un système absurde qui n'offre aucune alternative ? Une chose est claire : quiconque veut demander des comptes doit pouvoir répondre de ses propres actes. Peut-on y parvenir ? La réponse doit être oui, clairement, quelles que soient les erreurs et les fautes des uns et des autres. Lorsque, après le soi-disant « Tournant » (*die Wende*, période de transition politique, économique et sociale en Allemagne de l'Est, qui déboucha sur la Réunification), la vie des habitants de l'ancienne RDA fut bouleversée, nous avons dit non à la colonisation de l'Est par la *Treuhand* (organe chargé de la privatisation des entreprises de l'ex-RDA) et les entreprises occidentales, nous avons dit non à une réunification monétaire qui a conduit à la désindustrialisation et au chômage de masse à l'Est, nous avons dit non à une union monétaire européenne qui devait en-

traîner tant de pays dans des spirales d'endettement, nous avons dit non aux coupes franches dans les dépenses sociales, nous avons dit non au nationalisme.

Nous avons protesté contre les opérations extérieures des forces armées allemandes et avons prévenu que la soi-disant guerre contre le terrorisme ne ferait qu'engendrer une nouvelle terreur. Nous nous sommes élevés contre un Agenda 2010 qui a mutilé notre État-providence et ne nous a légué que bas salaires et petites retraites. Nous avons dénoncé les privatisations, les coupes sociales et la déréglementation des marchés, et nous nous sommes battus pour que les banques privées ne soient pas renflouées par de l'argent public. Nous avons toujours réagi quand des hommes politiques se laissaient corrompre par des entreprises privées. Et beaucoup d'entre nous se sont battus pour améliorer la situation des gens par un engagement constant, prêtant attention aux problèmes des salariés, des chômeurs ou des parents célibataires, quand beaucoup d'autres regardaient ailleurs.

REVENIR SUR NOS PAS POUR RENDRE JUSTICE AU PASSÉ

Le travail de mémoire, surtout si nous souhaitons un avenir différent de notre passé, vaut la peine d'être mené. Cet été, par exemple, le groupe de gauche a de nouveau demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les agissements de la Treuhand. À propos de l'Allemagne de l'Est, l'ancien Premier ministre du Brandebourg, Matthias Platzeck, a évoqué un « état d'esprit particulier » – comme si « les blessures accumulées au tournant des années 1990 remontaient seulement maintenant à la surface ». ¹ De telles atmosphères sont certes dangereuses, mais elles

constituent aussi une opportunité. L'année dernière, un état d'esprit similaire s'est ressenti en France, caractérisé par une rage de plus en plus forte contre « ceux d'en haut », donnant lieu au soulèvement populaire des Gilets Jaunes. Dans ces situations où les blessures passées remontent à la surface, nous avons une responsabilité particulière. Parfois, il est nécessaire de revenir sur nos pas pour rendre justice au passé. Les archives nous sont d'un secours inestimable à cet égard, car elles préservent nos traces pour le présent et pour l'avenir.

À CONTRE-COURANT

La mémoire d'un parti est façonnée par les expériences de tous ses membres. La mémoire parlementaire est constituée par les expériences des députés élus et de tous leurs collaborateurs, que ce soit à titre personnel ou au sein de groupes politiques. Ma propre « mémoire parlementaire » commence à Bruxelles et Strasbourg. De 2004 à 2009, j'ai siégé pour le PDS au sein de la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, mais je n'ai guère pu peser sur les décisions, car les conservateurs et les libéraux y disposaient d'une majorité écrasante. La plupart des membres de ce comité étaient convaincus que les marchés financiers fonctionnent mieux lorsqu'ils ne sont soumis à aucune règle ni loi. Une unanimité existait sur une politique de concurrence néo-libérale qui empêche toute intervention de l'État et rend toute stratégie industrielle publique pratiquement impossible. Quand les membres de cette commission n'étaient pas tout bonnement persuadés qu'une politique au service des grandes entreprises européennes profitait automatiquement à tout le monde, ils se laissaient influencer par les lobbies.

Je me souviens de débats avec le président de la BCE à l'époque, M. Trichet, sur les dangers que la politique monétaire et la politique de déréglementation représentaient pour les marchés financiers. Je me souviens des discussions infructueuses sur la création d'un système de garantie des dépôts bancaires à l'échelle de l'UE. Lors de la plupart des votes sur les projets de directives ou de rapports, il n'y avait qu'une seule voix dissonante – la mienne. C'est le grand krach bancaire de 2007 et des années suivantes qui en a réveillé plus d'un, le discours dominant devenant alors : « Personne ne pouvait prévoir une telle crise... »

Déçu de l'influence limitée que j'avais au sein de la commission des affaires économiques et monétaires, j'ai essayé de sensibiliser le public aux projets néolibéraux de l'UE, et de gagner des soutiens en dehors du Parlement. Dans des bulletins d'information réguliers, j'ai informé des dangers de certains projets, de certaines directives. À mon invitation, le chef du syndicat ver.di, Frank Bsirske, a pu expliquer au Parlement européen pourquoi la directive Bolkestein sur la déréglementation des services était inacceptable et ouvrait la porte au dumping social. Je ne sais pas combien il en a convaincu au sein du parlement – mais au moins, les manifestations transfrontalières ne sont pas restées sans effet, et cette mauvaise directive a pu être démantelée, au moins en partie.

UNIS POUR UNE FORCE NOUVELLE

« Sans mémoire, nous ne serions rien », a écrit Eric Kandl, un neuroscientifique, psychiatre, physiologiste, biologiste comportemental et biochimiste américain qui dut fuir les nazis en raison de ses origines juives. « La mémoire est le liant de notre vie intel-

lectuelle. »² En même temps, elle nous relie aux autres êtres vivants, car comme l'a découvert Kandl, certains mécanismes d'apprentissage basés sur la mémoire sont les mêmes chez tous les organismes vivants. Notre mémoire ne fonctionne pas comme une archive dans laquelle les événements seraient classés chronologiquement. Notre cerveau n'est pas un récipient qui se remplit petit à petit de contenu. Nous apprenons parce que des feux sont allumés en nous ou autour de nous. Ces feux peuvent être douloureux et destructeurs, peuvent nous remplir de peur et de terreur – comme en temps de guerre et de crise, ou face à des catastrophes environnementales. Ils peuvent aussi nous éclairer, nous réchauffer, nous donner de l'espoir. Quoiqu'il en soit, il y a des moments et des événements qui s'inscrivent profondément dans notre mémoire et qui donnent un sens à notre vie. Ma vie a été ainsi affectée pendant la grande crise économique mondiale de 2007 et les années qui ont suivi. C'est cette même période qui a vu des personnes d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest aux parcours très différents se réunir au sein d'un même parti.

Les meilleures traditions nous renforcent. Des organisations de 50 pays ont assisté à la conférence fondatrice du parti DIE LINKE le 16 juin 2007, dans l'espoir qu'une force populaire, à la gauche du SPD néo-libéral, émerge en Allemagne. C'était une conférence empreinte de charisme, marquée par des discours émouvants qui communiquaient un grand optimisme. À cette époque, nous nous engageons ensemble à atteindre de grands objectifs : reconstruire l'État social, lutter pour la démocratie et les intérêts du plus grand nombre et contre la mondialisation financière, prendre en compte la question écologique et la mettre

en rapport avec la question sociale et la question de la paix. Lors des élections fédérales de 2009, nous avons obtenu notre meilleur score à ce jour avec près de 12 % des voix. Deux ans plus tard, nous avons défini un programme tourné vers l'avenir, qui a été plébiscité par nos adhérents à 95,8 %. Moins se soucier de nous-mêmes, se soucier davantage des problèmes des gens – voilà ce que nous nous sommes promis à l'époque. Dans les années qui suivirent, nous n'avons pas toujours été à la hauteur de cette promesse. Bien sûr, les débats vifs et passionnés sont utiles, mais ce n'est qu'en échangeant des arguments que nous pourrions trouver la meilleure voie. Et une place plus grande devrait être faite à nos adhérents dans ces débats ; c'est seulement ainsi que les résultats électoraux nous souriront, que notre message portera, que notre action aura un poids.

FEUILLETER LE PASSÉ

« Celui qui veut lire l'avenir doit feuilleter le passé », a écrit André Malraux, qui, comme Sartre, était un écrivain et un homme politique français important. Aussi juste soit cette phrase, la question se pose aujourd'hui à nouveaux frais : qui « feuillette » encore les archives ? Qui s'occupe de numériser notre mémoire collective ? Toutes les expériences et pensées importantes, disponibles seulement sur papier imprimé, sont-elles vouées à disparaître aux yeux d'un public plus ou

moins large ? Et qu'est-ce que cela signifie pour les Archives du socialisme démocratique de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* ? Quel sens y a-t-il à faire commencer une « mémoire » de gauche avec l'année 1989 ?

Il n'y a pas si longtemps, un jeune camarade s'est présenté à moi. Il craignait que les contributions visionnaires des théoriciens et théoriciennes de gauche d'avant 1989 ne tombent dans l'oubli collectif, si aucun des éditeurs de gauche (qui souvent manquent de moyens) ne parvenaient à les faire entrer dans l'ère numérique. L'histoire de notre parti ne commence pas en 1989. Les plus anciens d'entre nous avaient déjà acquis une expérience précieuse avant cette date – dans le mouvement de 68, dans le mouvement pour la paix et la défense de l'environnement, ou lors de l'effondrement de la RDA. Il serait regrettable que ces expériences ne soient accessibles aux générations futures qu'à travers le miroir déformant de notes des services de renseignement ou des archives du Président Gauck.

¹ D'après : Gammelin, Cerstin : « Eigentümliche Stimmung », in : *Süddeutsche Zeitung*, 20.8.2019 ² D'après : Osterloh, Falk : « Ohne Gedächtnis wären wir nichts (Filmkritik) », in : *Deutsches Ärzteblatt* 106/2009, p. 28, URL : www.aerzteblatt.de/archiv/65395/Filmkritik-Ohne-Gedaechtniswaeren-wir-nichts.

DIETMAR BARTSCH

La tête dans les étoiles et les pieds sur terre

« Les gens heureux ont une mauvaise mémoire et des souvenirs intenses. »

(Thomas Brussig)

Depuis 1991, j'ai assumé de manière discontinue des fonctions au sein du Parti du socialisme démocratique (PDS) puis de DIE LINKE. J'ai d'abord été trésorier fédéral, de 1997 à 2002, et de 2005 à 2010 secrétaire fédéral. J'ai été député de 1998 à 2002, puis de nouveau depuis 2005. En 2015, Sahra Wagenknecht et moi-même avons été élus à la tête d'un groupe parlementaire. Je me suis toujours senti responsable de la ligne politique du parti. Lorsqu'ils étaient présidents du parti et du groupe parlementaire,

Lothar Bisky et Gregor Gysi encourageaient une telle attitude. Définir clairement les responsabilités ne revient pas à suivre aveuglément les directives. C'est pourquoi ma mémoire est imprégnée de mes conceptions politiques et de ma situation au sein du parti. Je défends une triade : socialisme démocratique, appareil conceptuel adapté au présent, résistance démocratique. Je n'ai pas d'archives personnelles dans lesquelles puiser. Je suis riche en souvenirs, mais plus que les péripéties m'importent les relations et les contradictions – autant de choses qu'il nous faut aussi garder en mémoire.

OCCASIONS SAISIES – OCCASIONS MANQUÉES

En 1994, une chose incroyable s'est produite en Allemagne. Après les élections régionales en Saxe-Anhalt, le SPD et L'Alliance 90 / Les Verts (*Bündnis 90/Die Grünen*) ont formé un gouvernement minoritaire. Le PDS était prêt à accorder un soutien passif au Premier ministre Reinhard Höppner (SPD) et à Hans-Jochen Tschiche (chef du groupe parlementaire L'Alliance 90 / Les Verts). Le « modèle de Magdebourg » de participation indirecte au gouvernement était né ; un mauvais sort avait été rompu : nous nous sommes retrouvés en responsabilité dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale en 1998, dans le Land de Berlin en 2001, dans le Brandebourg en 2009 et en Thuringe en 2014. Dans les *Länder* de l'Ouest, la social-démocratie a préféré éviter les coalitions avec les socialistes démocrates. En Sarre, en Hesse ou en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, elle n'a pas eu le courage de former une coalition, ou alors elle l'a fait trop tard ou seulement à moitié. À l'Ouest, il a donc fallu attendre 2019, lorsque DIE LINKE est entré au Sénat de Brême. Au niveau fédéral, il au-

rait pu y avoir un gouvernement rouge-rose-vert après les élections fédérales de 2013, mais le SPD n'a même pas daigné discuter avec DIE LINKE. Je suis un partisan des coalitions de centre-gauche au niveau fédéral et régional, entre autres parce que notre revendication devrait être non seulement de critiquer les conditions actuelles mais aussi de contribuer à les redéfinir de manière responsable. Nous disons avec Marx que, plus que d'avoir raison, il s'agit pour nous de changer le monde. À mon avis, cela implique au moins de commencer à redistribuer les richesses, d'initier des mesures de développement durable, et de réduire considérablement les exportations d'armes. Je suis à l'écoute des propositions constructives, pas à l'affût des lignes rouges.

LA TÊTE HAUTE, PAS LES MAINS EN L'AIR

Le PDS siégea à partir de 1990 au *Bundestag*, où, pendant de nombreuses années, il fut confronté à l'hostilité des autres parti. L'événement le plus triste de cette période fut le suicide de notre député Gerhard Riege, un scientifique brillant et sensible originaire d'Iéna. « J'ai peur de la haine envers moi que je ressens au *Bundestag* », écrit-il dans sa lettre d'adieu. En 1994, Helmut Kohl qualifia le PDS de « fascistes peints en rouge ». La même année, le SPD entérina au niveau fédéral son incompatibilité avec le PDS. Le secrétaire général de la CDU, Peter Hintze, fit imprimer 200 000 affiches lors de la campagne électorale de 1994, sur lesquelles figuraient des chaussettes rouges et le slogan « Direction l'avenir, mais pas en chaussettes rouges ! » L'occasion était trop belle, et bientôt les chaussettes rouges devinrent l'emblème de notre campagne. Cet épisode illustre ce qu'était alors l'état d'esprit

de nos adhérents : nous ne nous laisserons pas abattre. Le PDS, devenu plus tard DIE LINKE, a élargi le spectre politique à gauche, créant ainsi en Allemagne ce qui était la plus naturelle des choses ailleurs en Europe. Je n'ai pas peur d'appeler cela une réalisation historique. Il n'y avait de parti incarnant le socialisme démocratique ni dans l'ancienne République fédérale ni en RDA. En ces temps où les droites se renforcent, il ne faut pas minorer cet exploit.

POUR CONSTRUIRE UNE MAISON, ON COMMENCE PAR LES FONDATIONS

Dans les années 1990, j'ai souvent dû silonner les plateaux télé pour expliquer les maigres résultats du PDS à l'Ouest. Ma phrase standard, selon laquelle, *pour construire une maison on commence par les fondations*, était sans aucun doute une façon de me donner du courage, mais exprimait en même temps une conviction profonde : un parti tire sa force d'une base mobilisée et d'un engagement bénévole. Je tire mon chapeau à nos camarades des Länder ouest-allemands, pendant longtemps notre diaspora, ainsi qu'aux structures fortes de l'Est, qui ont soutenu de nombreuses personnes dans des aspects de leur vie quotidienne, comme les retraites ou les loyers. J'ai toujours été intensément impliqué dans l'action politique locale. J'ai tissé des contacts étroits, par exemple à Schwerin avec Angelika Gramkow, notre première femme maire d'une capitale régionale, mais aussi avec le maire de longue date de Hildburghausen, Steffen Harzer, ou avec l'administratrice de la circonscription d'Altenburg, Michaela Sojka, et tous m'ont aidé à penser d'abord en fonction des intérêts des villes et des communautés lorsque je prenais des

décisions au niveau fédéral. Il est très important pour moi de maintenir un ancrage solide dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, mon *Land* d'origine.

MOQUÉ ET COPIÉ

En 2002, nous avons présenté notre première motion au *Bundestag* en faveur d'un salaire minimum légal décent. Nous avons rencontré le rejet de tous les autres groupes parlementaires et de la plupart des syndicats. Depuis lors, nous n'avons cessé de remettre la question sur le tapis. Il a fallu attendre janvier 2015 pour qu'une loi sur le salaire minimum soit adoptée. Le SPD se vante depuis d'en avoir été le concepteur. Soit. Il n'existe aucun droit d'auteur sur les idées politiques, et il serait mesquin de le revendiquer en matière de progrès social. Mais beaucoup de nos propositions ont d'abord été rejetées par les autres partis et groupes parlementaires, jugées irréalistes ou non viables financièrement, et les médias ont souvent participé à ce dénigrement. Contre les déploiements de la Bundeswehr à l'étranger, la redevance de santé, les frais d'études, ou encore les exportations d'armes vers les régions en crise... je pourrais donner de nombreux exemples de positions pour lesquelles nous avons d'abord été ridiculisés, et qui ont été depuis mises en œuvre ou sont au moins défendues par d'autres partis. Lorsque, au printemps 2015, j'ai déclaré au *Bundestag* que nous devions nous préparer à accueillir au moins 500 000 réfugiés dans notre pays, j'ai été accusé de catastrophisme par le groupe CDU-CSU. La suite des événements est connue.

« Le changement commence par l'opposition » était l'un des slogans de notre parti dans les années 1990. Nous avons tenu parole. Mais depuis, pour certaines personnes,

DIE LINKE fait partie du système et est de moins en moins perçue comme une force d'opposition. De nombreuses personnes partagent nos analyses et sympathisent avec nos objectifs, mais elles n'osent pas soutenir publiquement nos propositions – une situation singulière.

ENTRE JOIE ET FRUSTRATION

Incarner une opposition n'est pas chose facile, et peut parfois susciter une grande frustration. Nos députés et leurs brillants collaborateurs élaborent sans cesse des motions et des projets de loi, qui sont ensuite presque invariablement rejetés par le Parlement. Ce n'est pas pour rien que nous avons accroché, dans les bureaux de notre groupe, le tableau « Sisyphé fait une pause » de Siegfried Schütze. Néanmoins, ce travail est indispensable, car notre tâche consiste non seulement à accompagner de manière critique le gouvernement, mais aussi à proposer des alternatives de gauche. Il est une forme d'initiative qui nous réussit particulièrement : les questions parlementaires. Nous sommes le groupe qui pose le plus de questions au *Bundestag*. Il n'est pas rare que cela ait conduit le gouvernement à faire amende honorable.

LA POLITIQUE EST UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

Le déménagement du *Bundestag* et du gouvernement fédéral de la paisible ville de Bonn à la capitale Berlin avait déjà considérablement accéléré le rythme de la communication politique ; l'émergence des médias dits « sociaux » a exacerbé le phénomène. Et pas pour le mieux. Les déclarations de 30 secondes ou les tweets de 280 caractères sont devenus la norme de l'expression politique ; une interview de 4 minutes

est considérée comme une contribution de fond. Si les chiffres actuels du marché du travail sont publiés à 10h, je dois, pour être remarqué, faire valoir un point de vue sur la question autour de 10h10. Les événements internationaux nous obligent à être attentifs 24 heures sur 24, et le temps manque qui permettrait de prendre une profonde inspiration et de réfléchir. Nous l'avons appris à nos dépens. Michael Schumann, que je tiens en haute estime, a déclaré en 2002 au nom du PDS : « Nous sommes le plus petit des partis, mais nous avons les plus grandes exigences de changement. »¹ Il concluait qu'un parti authentiquement socialiste ne pouvait pas se limiter à l'agitation politique quotidienne. Ignorant l'admonition de Lothar Bisky, nous avons échoué, après 1998 et notre entrée au *Bundestag*, à élaborer rapidement un nouveau programme. Cela a participé à notre effondrement en 2002. Bien sûr, la grande majorité des électeurs ne lit pas les programmes, mais les partis, eux, ne peuvent se passer d'une boussole fiable. Je plaide donc fermement pour que la lutte en faveur de la justice sociale, de la paix, de la démocratie et du dé-

veloppement durable déterminent le cap du parti, et pour que notre groupe parlementaire maintienne coûte que coûte sa critique des « mesures de pauvreté » Hartz IV, sa défense d'équité en matière de retraites et de lutte contre la pauvreté infantile, sa condamnation de toute participation à une guerre, ou encore sa lutte contre la médecine à deux vitesses. Sans oublier notre engagement intangible en faveur des *Länder* de l'Est, bien que cela n'ait pas toujours été et ne soit pas toujours sans susciter des controverses au sein du groupe parlementaire. Nous ne devons pas non plus avoir peur d'inviter des experts à nos réunions, au risque salutaire qu'ils en viennent à critiquer nos positions. Citons comme exemples les journalistes Hans-Ulrich Jörges et Jakob Augstein, les auteur·e·s Jana Hensel et Sabine Rennefanz, le politologue Albrecht von Lucke ou le général Harald Kujat, dont les interventions pimentent et enrichissent nos débats.

¹ Schumann, Michael : *Hoffnung PDS. Reden, Aufsätze, Entwürfe 1989-2000*, Wolfram Adolph (éd.), Berlin, 2004, p. 158.

MARGRET GEITNER

Qui écrit l'histoire ?

Walter Benjamin voulait que « rien de ce qui s'est passé ne soit jamais perdu pour l'histoire », même si seule l'humanité rédimée parviendrait à citer et à interpréter correctement chacun de ses moments passés¹. Il s'opposait au conformisme du souvenir et à l'abrutissante chronologie des victoires. Les dominants ont façonné la mémoire historique des citoyen·ne·s avec des monuments, des jours fériés, des livres scolaires et des histoires sur de grands hommes éloignés des réalités quotidiennes. Même les joyaux de culture, tels que les châteaux et

les églises, ont quelque chose de barbare, écrit Benjamin, car ils n'existent que grâce à l'« anonyme corvée » des oubliés de l'histoire, dont les souffrances n'ont jamais été rachetées, et continuent d'exercer leur puissance explosive pour le présent. Pour Benjamin, « chaque époque devra [...] s'attaquer à cette rude tâche : libérer du conformisme une tradition en passe d'être violée par lui ». Le potentiel de libération de l'humanité réside « non pas dans l'avenir, mais dans l'histoire et la remémoration ». Pour la classe révolutionnaire, il ne s'agit pas de s'en remettre à des lois objectives de développement, mais de rompre le continuum de l'histoire, en incluant les combats des opprimé·e·s, la lutte pour la dignité et contre la faim, et pour gagner sa place dans l'histoire. Le fait que « les idées dominantes d'une époque ne sont jamais que les idées de la classe dominante », comme le disent Marx et Engels dans le « Manifeste du Parti Communiste », s'applique évidemment aussi et surtout aux traditions transmises par les hagiographes du pouvoir. Ce n'est pas dans ce cas la recherche de la connaissance qui oriente l'historiographie, mais les interprétations que les dominants veulent donner de l'histoire. Un véritable travail de mémoire consiste donc à la fois à esquisser les traits de notre époque et à corriger le dessin que les fausses traditions nous ont donné du passé, en l'enrichissant de nouveaux traits, en libérant l'histoire des intrigues des puissants, et en se choisissant de nouveaux emblèmes historiques. Sans quoi les conditions de vie et les luttes des opprimé·e·s disparaîtront de la mémoire, tandis que se perpétueront des traditions inauthentiques, qui sont à leur tour le fondement d'erreurs fatales et de mensonges, bien qu'elles ne manquent parfois pas de piquant...

PAR QUI, ET QUAND, L'EUROPE FUT-ELLE CRÉÉE ?

Si ce n'est Zeus qui créa l'Europe sur une plage crétoise en forme de taureau, alors ce doit être Charlemagne, que les livres d'histoire présentent comme « Pater Europæ » ou « Phare de l'Europe ». Chaque année, les notables de la ville d'Aix-la-Chapelle décernent le prix Charlemagne à un « Européen exceptionnel ». On préfère alors ne pas mentionner que Charlemagne était un meurtrier de masse qui, au nom du Christ, confronta tou·te·s les Européen·ne·s à ce choix : « le baptême ou la mort ». Les Européen·ne·s de l'Est qui refusaient le baptême furent assassiné·e·s ou réduit·e·s en esclavage. Aujourd'hui encore, les ethnologues les appellent « Slaves » (« esclaves »). L'histoire de ces victimes est à peine connue, et aucun prix ne porte leur nom. L'histoire est, au contraire, racontée par son hagiographe Éginhard : « Charles [...] avait une tête ronde, ses yeux étaient très grands et vifs, son nez un peu long ; [...] il avait une apparence toujours imposante et pleine de dignité, qu'il soit debout ou assis ».²

LUDWIG ERHARD EST-IL LE PÈRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ ?

Il n'y a pas jusqu'aux universitaires de gauche pour faire l'éloge des « décennies social-démocrates d'influence keynésienne après 1945 », grâce en soient rendues à Ludwig Erhard. Un grand mensonge historique. Lorsque Adenauer, Erhard et de nombreux nazis dirigeaient la République fédérale d'Allemagne, les foyers ouvriers ne pouvaient joindre les deux bouts qu'en travaillant au noir et en faisant trimer leurs enfants ; les retraité·e·s allaient se chauffer

chez des parents ; les enfants étaient envoyés dans des fermes d'élevage et loués à des agriculteurs. Erhard a ordonné le gel des salaires alors que l'inflation atteignait 20 %, et a qualifié la protection sociale d'État de « folie des temps modernes ». Pourtant, alors que se succédaient les gouvernements de droite « néolibéraux », la plupart des progrès sociaux eurent lieu à cette époque. Par quel mystère ?

Les progrès sociaux ne naissent pas de doctrines économiques ou de coalitions gouvernementales bourgeoises ; ils sont le prix que les dominants consentent à payer pour calmer la résistance et assimiler les réfractaires. Lorsque les métallurgistes du Schleswig-Holstein se mirent en grève un long hiver durant, ça n'était que pour le maintien de leur salaire en cas de maladie. Les réformes sociales telles que l'indexation des retraites sur les salaires ou la cogestion du charbon et de l'acier furent le prix à payer pour éteindre le mouvement contre le réarmement et la lutte contre le nucléaire. La légende qui fait de Ludwig Erhard le père de l'économie sociale de marché est funeste ; elle efface de la mémoire les véritables sujets de l'histoire, les véritables protagonistes du progrès social et la lutte contre le déclin des droits sociaux ; elle attribue ces succès à une doctrine d'État ou à la bienveillance d'un politicien réactionnaire. Le miracle économique fut d'abord le fait de millions de travailleur·se·s forcé·e·s et esclavagisé·e·s, qui constituaient une base industrielle opérationnelle pendant la Seconde Guerre mondiale, puis de 13 millions de migrant·e·s venu·e·s de l'Est qui, grâce à des primes de bienvenue et des prêts à la construction de logements, dynamisèrent l'artisanat, qui à son tour donna un coup de fouet à l'industrie.

L'HÔTEL DE VILLE DE HAMBURG – UN SALON IMPÉRIAL ?

Dans sa volonté de transformer la symbolique historique, le groupe de gauche au conseil municipal de Hambourg a commencé par le Salon de l'Empereur (« *Kaisersaal* »). Cette salle de l'hôtel de ville est la deuxième en termes de superficie et de fréquentation. Elle doit son nom à l'empereur Wilhelm, qui se rendit à Hambourg un beau jour de 1895, à l'occasion de l'inauguration du canal de Kiel. La salle est décorée de toutes sortes de chichis coloniaux, de bustes d'empereurs et de portraits de seigneurs de la Ligue hanséatique. En 2019, le groupe de gauche a demandé que la salle soit rebaptisée Salon républicain (« *Republikanischer Saal* »). Cent après la Révolution de novembre, acte de naissance de la République démocratique à Hambourg et dans toute l'Allemagne, il était temps que l'esprit républicain sorte de l'ombre et prenne toute sa place dans la mémoire de la ville. Les conseils d'ouvriers et de soldats, qui formaient le gouvernement de Hambourg au tournant des années 1918/19, furent déposés au printemps 1919, et la démocratie des conseils se changea en démocratie parlementaire. Aucune des deux n'a laissé de traces dans l'hôtel de ville.

La bataille pour le changement de nom du Kaisersaal est une démarche politique en vue de la reconnaissance historique d'événements émancipateurs et libérateurs, et en faveur d'une mémoire de celles et ceux « d'en bas ». À cet égard, la Révolution de novembre sera toujours plus importante que la visite éclair d'un empereur. La Révolution de novembre est un jalon important de la lutte sociale, et une incitation permanente à mener, au sein du parlement, une véritable

politique de gauche, c'est-à-dire une rébellion contre les conditions dominantes. La conscience intellectuelle et affective de ce passé, la connaissance des luttes menées par d'innombrables gens au cours de tant de siècles, et les leçons qu'enseignent parfois les défaites, voilà ce qui continue de nous inspirer.

L'espoir d'émancipation réside dans le souvenir de moments historiques où les dominants furent défaits : la Commune de Paris, la révolution d'Octobre 1917, la guerre civile espagnole de 1936, les mouvements de libération du « tiers-monde », les soulèvements de 68, la lutte de libération à Pékin en 1989, et bien d'autres encore. Partant de l'impératif catégorique du jeune Marx de renverser tous les rapports dans lesquels l'homme est assujéti, ces événements ont, pour paraphraser Benjamin, fait exploser le continuum de la domination en des instants fulgurants. Dans les termes de Marx : « La réforme de la conscience consiste uniquement à [...] réveiller le monde du sommeil où il rêve de lui-même. ».³ Cela exige la préservation de nos pratiques, la libération des traditions historiques du conformisme dont elles sont prisonnières ; cela requiert un esprit critique et de résistance dans les moments difficiles, car « la tâche, presque insoluble, à laquelle on se trouve confronté consiste à ne se laisser abêtir ni par le pouvoir des autres ni par sa propre impuissance ».⁴

¹ Walter Benjamin appartenait au cercle de l'Institut de recherche sociale de Francfort, réuni autour d'Adorno et de Horkheimer. Dans *Enfance berlinoise* (1932), ainsi que dans l'inachevé *Livre des passages*, Benjamin accorde une grande place aux questions historiographiques. Fuyant les persécutions en Allemagne, et peu avant de se suicider, il écrit les célèbres « Thèses sur le concept d'histoire » (1940). Ce texte est considéré comme l'un des plus beaux, mais aussi l'un des plus énigmatiques de la philosophie du XX^e siècle. ² Cf. www.routecharlemagne.eu/Charlemagne/Karl/Karl_unbekannt_08/index.html. ³ Marx, Karl : « Briefe aus den Deutsch-Französischen Jahrbüchern », in : Marx, Karl/Engels, Friedrich : *Werke*, vol. 1, Berlin, 1976, p. 346. ⁴ Adorno, Theodor W. : *Minima Moralia*, Francfort-sur-le-Main, 1994, p. 64. Traduction citée : Éliane Kaufholz et Jean-René Ladmiral, Paris : Payot, 1980, p. 74.

JAN KORTE

La mémoire parlementaire de DIE LINKE : des « producteur·rice·s d'archives parlementaires ? »

Lorsqu'on m'a proposé de contribuer à ce volume, je n'ai pas longtemps hésité. Mais alors que je commençais à réfléchir à ce que je pourrais bien écrire, des questions ont émergé : Qu'est-ce qu'une mémoire de la gauche pour un groupe parlementaire, et comment advient-elle ? Qu'en est-il de ma responsabilité en tant que député ? Qui s'intéresse vraiment au rôle que peut jouer un député de gauche ? Et pourquoi avons-nous besoin d'une mémoire de la gauche ?

Le groupe que nous formons au *Bundes-tag* se jette chaque jour dans la bataille politique, prend position, est la voix progressiste de l'opposition et la voix d'une critique de gauche de la politique gouvernementale ; à ce titre, notre groupe a certainement une importance et une responsabilité particulières. Nous devons veiller à ce que nos positions soient intelligibles, tant dans notre travail quotidien au sein du groupe que notre critique historique – une critique qui doit permettre, à nous et à la gauche future, de remettre en débats les positions présentes et passées.

Selon la théorie de la « mémoire collective » de Maurice Halbwachs, « la pensée sociale est essentiellement une mémoire, et tout son contenu n'est fait que de souvenirs collectifs, mais – ajoute-t-il – ceux-là seuls parmi eux et cela seul de chacun d'eux subsiste qu'à toute époque la société travaillant sur ses cadres actuels peut reconstruire. »¹

Pour reconstruire, nous avons besoin de traditions, c'est-à-dire de transmission. D'après Aleida Assmann, il existe deux modes de transmission du passé vers le futur, et par conséquent deux types de « mémoire », qui, chacune de son côté mais aussi dans leur interaction, façonnent la mémoire culturelle et déterminent par conséquent le développement d'une culture :

- d'une part, les « messages », qui sont des textes consciemment produits par une culture et voués à perdurer ; ces « messages » indiquent ce qu'une société donnée considère comme nécessaire à sa perpétuation, et qui, de par ce statut de « mémoire fonctionnelle » de la société, a vocation à rester présent dans la conscience collective. Les « messages » reçoivent donc un traitement particulier, adapté à leur fonction sociale.

– D’autre part, les « traces », souvent involontaires, et comme incidentes, qui sont comme des témoins matériels du passé. Aleida Assmann les décrit comme suit : « Ce sont d’abord des témoins muets, qu’il revient à des spécialistes de faire parler en les replaçant dans leur contexte ».² Cette mémoire serait une sorte de réserve de souvenirs en constante mutation ; une réserve qui n’est, pour ainsi dire, exploitable qu’à condition de l’exploiter... C’est dans cette seconde catégorie qu’Aleida Assmann situe les archives, qui collectent et conservent les divers éléments de cette « réserve mémorielle » et les mettent à la disposition des passionné·e·s et des curieux·ses.

En un sens, ces deux mémoires se retrouvent également dans le travail que nous effectuons au sein du groupe parlementaire DIE LINKE. Les « messages », ce sont les publications où sont formellement exprimées nos positions, c’est-à-dire les motions et les projets de loi discutés en commission, et débattus puis votés en séance plénière ; ce sont aussi les questions, petites et grandes, que nous adressons au gouvernement, et les réponses, plus ou moins significatives, qui leur sont apportées. Ces « messages » documentent le travail et illustrent les méthodes du Parlement et ses membres ; ils sont consciemment et consciencieusement diffusés : accessibles via Internet, conservés par les archives parlementaires et stockés, sous forme de gros volumes, sur des mètres d’étagères dans les bibliothèques publiques.

Par ailleurs, les député·e·s ont souvent leur propre site web, où l’on retrouve ces documents ainsi que des « messages » plus personnels – communiqués de presse, prises de position, événements... Un peu comme

si chacun était son propre porte-parole. Ajoutons aux « messages » les règlements commerciaux, agendas, programmes électoraux, mais aussi les compte-rendus des réunions parlementaires et exécutives des différents groupes, qui illustrent le fonctionnement du groupe en question, exposent les sujets sur lesquels il a travaillé et statué. Les « traces », elles, sont tous les matériaux nécessaires à l’élaboration d’un « message », c’est-à-dire toutes les idées et considérations qui ne sont pas devenues « messages ». Celles-ci ont également été travaillées, rédigées, débattues, amendées, retravaillées... puis sanctionnées d’une décision sans appel : elles ne deviendront pas « messages » ; elles ne quitteront pas le cercle fermé du groupe parlementaire ou du bureau des député·e·s.

Mais les « traces » comprennent également tous les documents qu’un groupe parlementaire produit pour s’organiser : dossiers du personnel, factures, documentation des événements, etc. La plupart de ces « traces » ne quittent jamais non plus le groupe et ses bureaux ; elles sont soumises aux dispositions légales régissant la durée de conservation et – surtout dans le cas des données personnelles – les délais et modalités de leur destruction.

Voilà donc de quoi est constituée la mémoire du travail parlementaire en général ; c’est aussi ce qui compose en particulier le fonds parlementaire de DIE LINKE au sein des Archives du socialisme démocratique. Malheureusement, cette masse brute ne vaut rien en elle-même ; il faut que les producteur·rice·s d’archives l’explorent, l’inventorient, l’organisent, afin qu’elle puisse venir « remplir » la mémoire. Et, à cet effet, il faut déterminer en amont ce qui a le droit d’être versé aux archives, certains documents

étant couverts par des clauses de confidentialité (par exemple lorsqu'ils contiennent des données personnelles).

Cependant, ce qui est collecté et stocké au sein du groupe et dans les bureaux parlementaires n'est pas – d'où le point d'interrogation de mon titre – un « dossier » au sens usuel. Nous sommes un groupe parlementaire, pas une autorité administrative (en dépit de certaines apparences). Nous n'avons pas un fonctionnement strictement réglementé où les responsabilités seraient précisément définies. Notre objectif est d'élaborer un « message », et la manière dont il est élaboré est en fin de compte moins importante que le fait qu'il existe et que chacun puisse, d'une manière ou d'une autre, contribuer à le transmettre.

Cela signifie que notre contribution à la « mémoire de DIE LINKE » consiste essentiellement dans un certain nombre d'éléments préparatoires à nos « messages » – ce qui n'empêche pas qu'ils puissent être tout à fait passionnants. Un exemple : lorsque nous avons rédigé en 2006 un projet de loi pour la réhabilitation, longtemps espérée, des soi-disant « traîtres de guerre » (terme fourre-tout par lequel les nazis désignaient les objecteurs de conscience, déserteurs et autres dissidents), nul ne pouvait prévoir que le débat suscité par ce projet, au sein du parlement comme en dehors, durerait trois ans, et qu'il aboutirait à l'une des plus grandes réussites parlementaires de notre groupe au *Bundestag* (au moins dans le domaine de la « politique mémorielle »). En fait, tant de « messages » et de « traces » de toutes sortes furent produits à l'occasion de ces débats que Dominic Heilig et moi avons fini par écrire un livre (*Kriegsverrat. Vergangenheitspolitik in Deutschland – Analysen, Kommentare und Dokumente ei-*

ner Debatte, « Trahison de guerre. Politiques présentes du passé en Allemagne. Analyses, commentaires et pièces d'un débat » ; publié en 2011).

Bien sûr, c'est un cas exceptionnel. Reste qu'une grande partie de ce qui peut nous sembler accessoire dans le feu de l'action pourrait en venir à importer aux yeux de nos camarades et même, peut-être, du grand public.

Comme il sied à une quasi-autorité, le traitement de nos données est désormais réglementé : depuis 2009, nous disposons d'un « plan de classement » des documents qui précise les principes et les règles généralement applicables, définit les droits d'accès et donne un aperçu détaillé de la structure de classement. Afin que tous nos membres sachent clairement comment s'effectue ce classement, nous avons également mis en place depuis 2019 des « règles pour la documentation du travail », qui encadrent la création et la dénomination des dossiers et fichiers, permettant à chacun de trouver plus facilement les « traces » qu'il recherche. Tout cela en synchronisation avec l'état de nos travaux (puisque'il arrive que nos documents soient édités, modifiés, déplacés, réenregistrés, et parfois même supprimés). Cette partie de notre mémoire est soumise à des changements et une croissance constante, notamment pour ce qui est des données multimédia : les photos et captations audio, mais surtout vidéo, prises lors de réunions et d'événements, occupent désormais plus d'espace sur nos serveurs que tous les autres fichiers réunis. En revanche, la proportion de traces « papier » est en constante diminution.

Afin de déposer, dans le fonds « DIE LINKE » des Archives du socialisme démocratique, nos « traces » (mais aussi nos « messages »,

notamment ceux qui émanent du groupe parlementaire : ne relevant pas de la compétence des archives parlementaires, il nous incombe de les conserver), nous avons conclu en 2006 un accord de transfert, qui intègre depuis novembre 2010 les documents numériques, et dont une révision, en 2017, a permis de prendre en compte les dispositions du Règlement général sur la protection des données (DSGVO). Au sein du groupe, une « directive sur l'archivage » définit les compétences et les responsabilités en matière de données à transmettre. En outre, le plan de classement contient des informations sur chaque structure élémentaire, indiquant si les dossiers qui s'y trouvent doivent être transférés ou non aux Archives du socialisme démocratique. Ce transfert est ensuite organisé par le ou la responsable des questions d'archivage au sein du groupe, en concertation et en coopération avec les archivistes.

Dans les premières années d'existence du groupe au *Bundestag*, il fallait souvent convaincre de la pertinence d'un dépôt aux archives – tant au sein du groupe que parmi les député·e·s en général, l'opinion prévalait que les choses importantes, à savoir les « messages », seraient de toute façon mises à la disposition du public et sécurisées par le *Bundestag*, ou pourraient être consultées sur les sites Internet du groupe, et même stockées sur leurs serveurs. Tout le reste n'était « pas si important », et dans l'ensemble on jugeait vain de transmettre à la postérité quelques brouillons griffon-

nés. La crainte de perdre le contrôle de « ses » données en les livrant aux archives a aussi longtemps alimenté les réticences : mes documents seront-ils en sécurité ? Qui sera autorisé à les consulter ? Cette crainte n'était – et n'est encore aujourd'hui – pas complètement injustifiée, étant donné le traitement parfois hostile que les médias infligent aux membres de notre groupe. Heureusement, la collaboration avec les Archives du socialisme démocratique a calmé ces craintes, grâce à une disposition consensuelle : l'accès aux archives est soumis, pendant une période donnée, au consentement des député·e·s concerné·e·s ou du/de la secrétaire du groupe. La volonté de confier ses documents au fonds « DIE LINKE » s'est accrue à mesure que grandissait la confiance dans les Archives du socialisme démocratique, même si tout n'est pas encore parfait.

Une chose est certaine : l'histoire de notre groupe parlementaire peut désormais être écrite ; quant à savoir par qui, ce n'est guère de notre ressort. Mais il est certain – nous pouvons le garantir en en confiant nos histoires aux Archives du socialisme démocratique – qu'elle sera écrite à partir de nos « traces » et de nos « messages », et pas à partir des « messages » que d'autres auront émis sur notre compte.

1 Halbwichs, Maurice : *Les cadres sociaux de la mémoire*, 1925. 2 Aleida Assman, « Archive als Medien des kulturellen Gedächtnisses », in : *Lebendige Erinnerungskultur für die Zukunft. 77^{te} Deutscher Archivtag 2007 in Mannheim* ; Fulda, 2008, p. 21-33.

BERND HÜTTNER

Conserver le mouvement

Les archives des nouveaux mouvements sociaux

« Fridays for Future », mais aussi les protestations contre le G20 à Hambourg, la grève des femmes ou la mobilisation constante contre les nazis... Les mouvements émancipateurs, qui ont donné leur forme aux sociétés modernes, continuent de les façonner. Mais où sont archivés les documents produits par ces résistances ? Et comment ces documents sont-ils préservés en vue de la postérité de ces luttes ?¹

Ce savoir alternatif est collecté et conservé par diverses archives. On compte 40 à 50

grandes archives militantes, plurithématiques ou monothématiques, et de nombreuses autres, probablement 150, de taille plus modeste. En outre, il existe plusieurs dizaines de bibliothèques écologistes.² Beaucoup de ces archives sont issues des mouvements sociaux, se sentent plus ou moins liées à ceux-ci et fonctionnent grâce au travail de quelques bénévoles.

Par ailleurs, il existe des fonds relatifs aux mouvements sociaux dans des archives et des bibliothèques semi-étatiques et professionnelles. On y trouve des documents émanant de divers mouvements de résistance et de protestation des dernières décennies.³ Ces archives sont organisées par thème, quand elles ne se concentrent pas sur un thème : national-socialisme, antifascisme, opposition extraparlamentaire, Syndicat des étudiants socialistes (*Sozialistischer Studentenbund*, SDS), mouvement étudiant, féminisme et lesbianisme, mouvement pour la planète et mouvement pour la paix, mouvement internationaliste et, bien sûr, tout l'éventail des groupes d'opposition, de gauche et alternatifs.

Ces archives disposent toutes d'un très grand stock de revues – facilement archivable –, ainsi que d'une vaste collection de brochures et autre littérature « grise », voire « illégale », qui n'est nulle part ailleurs bibliographiée. Elles contiennent aussi généralement des livres, des tracts et des affiches, des badges, des autocollants et autres objets de dévotion.

La sauvegarde institutionnelle de la tradition est inégale : si beaucoup d'archives institutionnelles disposent de structures pérennes et de postes rémunérés, si leur sont offertes par là les conditions d'un travail au long cours, les archives indépendantes se trouvent dans une situation beaucoup plus

fragile, même si beaucoup d'entre elles sont en activité depuis 20 ans et plus. En d'autres termes, une grande partie de l'héritage des nouveaux mouvements sociaux repose, et se repose en fin de compte, sur des épaules privées et sur du travail non rémunéré.

D'OÙ VIENNENT LES ARCHIVES ?

Ces documents ne sont bien sûr soumis à aucune obligation de dépôt aux archives, et il n'existe pas de dispositions légales pour la constitution des dossiers. La plupart des archives procèdent de dons, de militant·e·s ou ancien·ne·s militant·e·s, de groupes et d'organisations politiques qui se dissolvent et remettent leurs archives internes, ou bien provenant de doubles d'archives d'autres mouvements. Souvent, la transmission des documents passe par des info-kiosques coopérants qui abonnent les archives aux publications qu'ils reçoivent. Une relation de confiance entre donateurs et archives est indispensable. Elle vient souvent du fait que les deux parties se sentent faire partie d'un même milieu d'opposition et partager les mêmes idées ; ainsi les déposant·e·s ont-ils tendance, pour évaluer correctement le contenu de leurs dossiers et pour traiter leurs documents, à se fier davantage aux archives militantes qu'aux archives d'État.

À QUI SONT-ELLES DESTINÉES ?

Le passé a beau être un thème omniprésent dans les médias, le néolibéralisme produit une forme étrange d'anhistoricité. De nombreuses personnes, à l'engagement souvent récent, ne savent rien des luttes et des contestations des décennies passées. Cette absence d'histoire résulte également de la conception de la pratique politique à gauche, dont l'anti-dogmatisme s'exprime

par la spontanéité et le rejet de toute planification, de toute stratégie, de toute organisation rigide, et dont la réflexion historique, si tant est qu'elle existe, conçoit l'histoire avant tout sous l'angle de la légitimation de sa propre tradition militante. Pour cette raison, et aussi en raison de la fragilité de ses structures et du renouvellement constant de son personnel, il est difficile pour la gauche militante de se forger une mémoire collective.⁴ En outre, comme le montre chaque jour l'historiographie hégémonique, la mémoire n'est pas innocente : elle sert non seulement à comprendre et à rassurer, mais aussi à uniformiser. De quoi faut-il se rappeler ? Que s'agit-il de (faire) oublier ?

Les archives qui se sentent appartenir aux mouvements sociaux considèrent leur travail comme une contribution à une meilleure organisation des luttes. Elles s'adressent principalement aux mouvements politiques actuels, et leur devise pourrait être : « il faut apprendre du passé ». Mais de telles archives sont aussi consultées par des étudiant·e·s, des chercheur·e·s et des médias, qui constituent par ailleurs le principal public des archives institutionnelles.

RÉSEAUX, PORTAILS, REQUÊTES

De nombreuses archives de mouvements sociaux se réunissent une fois l'an, à l'invitation de la Fondation Heinrich Böll (*Heinrich-Böll-Stiftung*) ; c'est l'occasion d'un échange entre spécialistes, dans un esprit collégial.⁵ Quant aux archives bénévoles, la coopération (supra-régionale), ou même l'idée d'une véritable « conservation des documents en commun », excèdent très vite leur capacité de travail.

La base de données en ligne « dataspace » permet d'effectuer des recherches appro-

fondées dans une partie des collections de divers info-kiosques et archives.⁶ Par ailleurs, un nombre relativement important d'archives politiques ont enregistré leurs fonds de périodiques dans la Base périodique de la Bibliothèque nationale allemande (*Zeitschriftendatenbank der Deutschen Nationalbibliothek*, ZDB) : les archives du Centre d'information sur le tiers monde à Fribourg, le Centre d'information et d'archives de la presse antifasciste (*Antifaschistische Pressearchive und Bildungszentrum*, apabiz) à Berlin, la *Bibliothek der Freien* (plus grande bibliothèque anarchiste), ainsi que les archives des fondations liées aux partis, et d'autres archives et bibliothèques institutionnalisées. On trouve, sous différents mots-clés, une sélection d'ouvrages sur l'histoire des mouvements sociaux dans la bibliographie collective sur l'histoire critique.⁷

APERÇU

Les archives mentionnées ici sont diverses et ne se laissent pas enfermer dans une définition claire et uniforme. Ce qu'elles ont en commun, c'est d'être dépositaires de savoirs et d'une source presque inépuisable de documents qui permettent de mieux analyser les mutations sociales.⁸ Ces archivistes poursuivront leur travail, généralement non rémunéré, en dépit des difficultés. Alors que l'historisation et l'examen critique des années 1980 et 1990 à l'Est comme à l'Ouest ne font que commencer, ces archives constitueront des ressources uniques. Certain-e-s archivistes des mouvements sociaux réclament depuis des années un rapprochement avec les archives de l'État. À titre d'exemple, un groupe de travail sur la « Transmission de la mémoire des mouvements sociaux contemporains »⁹ œuvre

depuis 2009 au sein de la très officielle Association des Archivistes allemands (*Verband deutscher Archivare und Archivarinnen*, VdA), et il n'est pas rare que des sessions soient consacrées aux nouveaux mouvements sociaux lors des conférences d'historien-ne-s et d'archivistes. En 2016, une charte de la VdA sur les « Traditions des nouveaux mouvements sociaux » a été adoptée, sans conséquences pour l'instant.¹⁰

La demande de soutien, formulée par une partie des archives militantes aux autorités publiques, est aujourd'hui au point mort – ce qui ne manque pas de rappeler à quel point les questions d'archivage sont toujours aussi des questions de pouvoir. On sait que, lors des révoltes passées, on commençait par brûler les archives, considérées comme un symbole du pouvoir féodal et ecclésiastique. Aujourd'hui encore, beaucoup de forces tentent d'empêcher l'émergence d'une conscience historique susceptible de lutter contre l'injustice, pour la liberté et la solidarité. La recherche et l'éducation politique peuvent (et doivent) contribuer à une telle prise de conscience, et les documents disponibles dans archives en question peuvent y participer.

Les archives militantes contiennent beaucoup de sources documentant les idées de celles et ceux qui rallièrent le PDS de 1990 à 1992, puis, de 2004 à 2007, les partis qui allaient s'unir au sein DIE LINKE, façonnant leurs programmes et leurs mentalités. On trouve également de nombreux documents sur l'entourage extra-parlementaire de ces figures politiques – probablement davantage que dans les Archives du socialisme démocratique (*Archiv Demokratischer Sozialismus*, ADS). Les ADS ne sont pas des archives militantes, et n'ont pas vocation à le devenir ; il serait toutefois important qu'elles

s'ouvrent aux préoccupations et aux difficultés des archives militantes. Oserait-on rêver d'une méta-base de données financée et mise en œuvre à moyen terme avec le soutien de la communauté scientifique ? Elle serait bienvenue. La *Frauenarchiv* (Archive féministe), avec son méta-catalogue et sa numérisation de documents choisis, montre la voie à suivre.¹¹

1 Le fait que les mouvements les plus récents produisent un héritage principalement numérique soulève des questions nouvelles, et ouvertes, pour les archives et la recherche historique à venir. Nous ne traiterons pas ici de cette question, qui mérite une contribution spécifique. **2** Un répertoire en ligne peut être consulté, par exemple, aux adresse suivantes: <http://afas-archiv.de/verzeichnis-freier-archiv/> et www.umweltbibliotheken.de. Hüttner mentionne 270 adresses; voir Hüttner, Bernd : *Archive von unten. Bibliotheken und Archive der neuen sozialen Bewegungen und ihre Bestände*, Neu-Ulm, 2003. Un panorama commenté est donné par Bacia, Jürgen/Wenzel, Cornelia : « Was bleibt? Archivierung von Protest und Widerstand seit 1968. Eine Bestandsaufnahme », in : *Zeitschrift für Bibliotheks- und Bibliographie*, 4/2018, p. 173-181, DOI : <http://dx.doi.org/10.3196/186429501865425>. Plus de références à l'adresse suivante : <http://kobib.de/kg/index.php/keywords/single/58>. **3** Il s'agit par exemple des archives et des bibliothèques des fondations affiliées à des partis, mais aussi d'institutions telles que l'Institut des mouvements sociaux (*Institut der sozialen Bewegungen*) de Bochum, les Archives de l'opposition extra-parlementaire de l'Université libre de Berlin (*APO-Archiv an der Freien Universität Berlin*) ou l'Institut de recherche sociale de Hambourg (*Hamburger Institut für Sozialforschung*). **4** À ce sujet, voir, entre autres : « Jahr der Jahrestage, Interview mit Bernd Hüttner zu Geschichtsarbeit », in : *anti-atom-aktuell*, cahier 180, mai 2007, URL : www.anti-atom-aktuell.de/archiv/180/180jahrestage.html. **5** Documents consultables à l'adresse suivante : www.bewegungsarchiv.de. **6** Voir <http://ildb.nadir.org/> **7** Voir www.kobib.de. **8** L'« institution » centrale pour une recherche d'orientation plus sociologique sur les mouvements sociaux est l'Association pour la recherche sur les mouvements sociaux et contestataires (*Verein für Protest- und Bewegungsforschung*) ; voir www.protestinstitut.eu. **9** Voir www.vda.archiv.net/arbeitskreise/ueberlieferungen-der-neuen-sozialen-bewegungen.html. **10** « Zur Zukunft der Archive von Protest-, Freiheits- und Emanzipationsbewegungen » ; in : *ibid.* **11** Voir www.ida-dachverband.de/ddf/ et <https://www.meta-katalog.eu>.

PETER DELIS

Les particularités de la tradition de l'Union allemande pour la paix¹

L'Union allemande pour la paix (*Deutsche Friedens-Union*, DFU) fut fondée à Francfort-sur-le-Main en 1960. Renate Riemeck en fut une figure tutélaire. Professeure et militante pour la paix originaire du sud de la Hesse, elle représenta une « voix de gauche » légitime après l'interdiction du Parti communiste allemand (*Deutsche Kommunistische Partei*, DKP).

Bien que le bureau fédéral de l'Union pour la paix, avec ses trois directeurs Heinz Dreibrodt, Willi van Ooyen et Horst Trapp, fût

situé sur l'Amsterdamer Straße à Cologne, le bureau du Land de Hesse joua un rôle particulier, et de nombreuses manifestations et événements furent organisés par le bureau de Francfort. Plusieurs raisons à cela.

D'une part, les rapports avec les syndicats y étaient excellents ; l'IG Metall, par exemple, avait son siège dans la métropole du Main, tout comme le bureau fédéral de l'Association des persécutés du régime nazi – Confédération des antifascistes (*Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes-Bund der Antifaschistinnen und Antifaschisten*, VVN-BdA). Des fonctionnaires influents du KDP, fondé en 1968, habitaient également non loin de là. On les consultait souvent, généralement lors d'entretiens informels, car on soupçonnait que le bureau fût sur écoute. Le DKP était trop faible, pas assez flexible, et avait une trop mauvaise image auprès de la classe moyenne pour rassembler sous sa bannière un nombre conséquent de suffrages. La DFU, en revanche, était à même de porter la cause pacifiste dans la population. Ainsi, en étroite coordination avec le DKP, une liste pour la paix s'engagea-t-elle sur la voie électorale, dans l'espoir qu'au plus fort du mouvement un parti qui représenterait les intérêts du DKP et du mouvement lui-même ferait son entrée au *Bundestag* de Bonn.

Mais la centralité de Francfort tenait à une autre raison. Willi van Ooyen et Horst Trapp y étaient basés ; Heinz Dreibrodt, lui, vivait à Hambourg. Pour tous trois, le travail ne cessait pas le vendredi à 16 heures ; il se poursuivait durant tout le week-end.

À l'exception de la Sarre, chaque *Land* disposait d'une fédération locale et d'un bureau. La politique d'alliance pouvait donc s'appuyer sur des structures dans tout le pays. La fédération francfortoise de la Lersnerstraße était stratégiquement située,

et son personnel toujours disponible en cas de besoin. Comme les événements et les manifestations se déroulaient souvent les week-ends ou les jours fériés, il n'est pas surprenant que de nombreuses correspondances internes de la DFU aient eu pour adresse d'expéditeur celle du bureau de Francfort. En outre, la commission de soutien aux personnes touchées par les interdictions professionnelles (*Berufsverbote*) du bureau hessois avait – contrairement à d'autres bureaux – un permanent, Uli Breuer, chargé d'établir des contacts avec celles et ceux qui, gagnés à nos causes, ne s'étaient pas encore organisés. Ailleurs, cet aspect du travail était assumé par divers collaborateurs dont ce n'était pas la mission première.

Heinz-Joachim Nagel fut président de la DFU en Hesse jusqu'à sa dissolution en 1990. Par la suite, il dut prendre ses distances pour des raisons de santé, mais il demeura un interlocuteur assidu de l'atelier « Paix et avenir » (*Friedens- und Zukunftswerkstatt*).² Honorant une promesse faite à Nagel, Willi van Ooyen, dont la maison abritait les documents de la DFU, les versa aux Archives fédérales de Coblenche.

Willi van Ooyen était une figure de proue du mouvement pour la paix, en particulier de l'atelier « Paix et avenir » de la maison des syndicats de Francfort. Parmi ses initiatives, citons les mobilisations locales pour la paix et les marches de Pâques (*Ostermärsche*), la pétition « Pas de guerre en Afghanistan », mais aussi le Conseil de paix de Cassel (*Kasseler Friedensratschlag*), ou encore le centre d'information national sur les marches de Pâques (*Bundesweite Infostelle Ostermärsche*). À partir de 2008, il fut également chef du groupe DIE LINKE au parlement régional. Il souhaitait remettre aux

Archives du socialisme démocratique les documents relatifs à ses activités au sein de la DFU et du parlement hessois.

Et c'est ainsi qu'une camionnette transporta les documents de la DFU de la cave de Willi van Ooyen à la ND-Haus de Berlin. Là, l'ancien directeur du bureau régional, Peter Delis, les prépara pour l'archivage, créant de très nombreux bordereaux de versement. Les documents ayant été initialement déposés à Cologne et à Francfort-sur-le-Main sous des formes différentes, il fallut d'abord les rassembler sous une seule et même forme. Avec beaucoup d'efforts, l'ordre chronologique des documents put être établi, et les doublons écartés. Le travail sur l'inventaire conduisit à une étude approfondie de l'histoire de la DFU, ravivant la mémoire de ses multiples actions et de ses protagonistes.

Ces documents illustrent à quel point les canaux de communication étaient différents à l'époque. Étiez-vous en réunion, on peinait à vous joindre, les téléphones portables n'ayant pas encore fait leur apparition, même si tous les bureaux étaient équipés de postes téléphoniques et de fax. Willi van Ooyen ayant vécu à Paris avec une Française, sa relation avec le Parti Communiste et le mouvement pacifiste français était capitale. Il avait de très bons rapports avec la direction du parti, de sorte que des conférences franco-allemandes pour la paix étaient organisées chaque année en Alsace, en plus de réunions régulières le reste de l'année.

La décision de remettre les documents de la DFU aux Archives du socialisme démocratique est née de la conviction d'une proximité idéologique. Les Archives garantissent – et ce devrait être la moindre des choses – que tous les dossiers déposés

restent à notre disposition. La valeur intrinsèque des documents est enrichie par les connaissances des témoins de l'époque. Sans explications sur la manière dont les décisions furent prises, les seuls documents archivés pourraient mener à des interprétations erronées. On posait autrefois en RDA une question encore pertinente : « À qui profite quoi ? »

1 Sur l'histoire de la DFU, voir Bundesarchiv, Bestand B442 Deutsche Friedens-Union (Archives fédérales, fonds B442 : Mouvement pour la paix en Allemagne), introduction à l'inventaire par Christoph Stamm, Berlin, 2011.
2 L'atelier « Paix et avenir » (*Friedens- und Zukunftswerkstatt*) ne se considère pas comme le successeur de la DFU. Son travail porte sur des questions contemporaines, et repose exclusivement sur des bénévoles.

Le témoin et les archives

Lorsque j'ai commencé à écrire mon autobiographie, j'ai été brièvement tenté de visiter les Archives du socialisme démocratique. Je ne l'ai pas fait.

Parce qu'une autobiographie est faite pour recueillir les souvenirs personnels. Cependant, comme le savent bien les psychologues et les juristes, nos souvenirs ne sont pas toujours fiables. Ils ne peuvent être comparés à une photographie ; ils ne sont pas la représentation fidèle d'un événement passé ; se souvenir est un processus actif,

une activité productive. En d'autres termes, se souvenir est l'activité par laquelle un souvenir est produit – une activité pleine de fantaisies, mais surtout d'efforts pour trouver de la cohérence. Ainsi le souvenir s'écarte-t-il, involontairement et inconsciemment, de la reconstitution exacte d'un événement. Consulter les archives reviendrait pour moi à confronter le souvenir et l'événement ; une expérience personnelle tout à fait intéressante, sûrement, mais un frein probable à l'écriture.

Les autobiographies ne sont pas dénuées d'intérêt pour les historiennes et historiens, qui peuvent en comparer le contenu avec les résultats de leurs propres recherches. Il est également intéressant de chercher à saisir la couleur d'une époque, même si l'esprit du temps ne s'exprime que de façon fragmentaire dans les vies individuelles. Quoiqu'il en soit, les autobiographies ne sont pas des textes historiographiques. Si quelqu'un devait écrire une biographie scientifique de quelqu'un d'autre, avec toutes les exigences que cela impose, sa première source ne serait pas l'autobiographie de cette personne. Les articles de journaux, par exemple, constitueraient une ressource plus précieuse, quel que soit le traitement réservé dans leurs pages à la personne en question. Mais il ne faudrait pas non plus négliger les dossiers stockés dans différentes archives et, dans le cas d'une personnalité de la gauche, tous les documents produits par le PDS et DIE LINKE. Les différentes archives sont plus ou moins loquaces selon ce qu'on leur demande.

Bien sûr, il ne s'agit pas de prendre les documents archivés à la lettre. L'archive est un savoir agencé selon un certain biais. Mais quel genre de savoir au juste ? Et quels en sont les principes d'agencement ? Un bon

historien ne croira jamais les yeux fermés le contenu d'un dossier. Il en interrogera toujours la crédibilité. C'est ce qu'on entend par le terme de critique des sources. De plus, la structure d'une archive fournit toujours une pré-interprétation de ce qu'elle contient.

Enfin, indépendamment de tout ce qui a été dit jusque-là, subsiste la question de savoir ce qu'est un événement. L'exécution de Louis XVI est assurément un événement historique. Mais son dernier repas n'a sans doute que peu d'intérêt historique. L'histoire n'est pas une collecte de faits, mais une enquête sur certains événements – devant lesquels se pose toujours la question de leur intérêt et de leur pertinence. Le fait que Louis XVI ait été exécuté est un fait pertinent, car il témoigne du rejet catégorique de la monarchie en France à cette époque. C'est aussi un fait digne d'intérêt, ne serait-ce que parce que nos sociétés démocratiques se sont intéressées à sa genèse. C'est ainsi que les faits se transforment en événements, et c'est aussi pourquoi nous ne pouvons pas savoir si nous acquerrons nous-mêmes une importance historique ; nous ne pouvons qu'y prétendre. Ce n'est que lorsque d'autres regardent en arrière, dans notre direction, que l'histoire prend forme.

Ainsi, l'histoire, tant celle qui est écrite que celle qui « s'est passée », n'est pas réductible au contenu d'une archive. Les archives remplissent toutefois une fonction importante : ce sont des preuves. Les minutes

d'un congrès du parti viennent-elles à manquer, par exemple, des mythes ne tardent pas à émerger. Pendant longtemps, environ 50 ans, on avait égaré les compte-rendus du congrès fondateur du KPD ; ils ne furent retrouvés qu'en 1968 par l'historien Hermann Weber. Pas une mince découverte. En 50 ans, on raconte beaucoup d'histoires. Bien sûr, on peut se demander qui ira se plonger dans les compte-rendus d'un congrès politique... Ces compte-rendus n'en rendent pas moins un service essentiel : ils permettent de réfuter certains mythes.

Au cours de l'écriture de mon autobiographie, il m'est tout de même arrivé de regretter n'avoir pas consulté les Archives du socialisme démocratique. Lors d'une réunion de la direction du parti – je n'étais pas président du parti depuis très longtemps alors –, j'ai communiqué une lettre à cet organe, que je comptais envoyer à nos adhérentes et adhérents. Lothar Bisky a alors réclamé que je sois renvoyé chez moi immédiatement et que je ne revienne pas avant d'avoir dormi 48 heures. Il a également demandé la destruction immédiate de la lettre. Malheureusement, je ne me souviens plus de ce que j'avais écrit, donc de ce qui a pu provoquer cette réaction. Je suppose que la lettre est irrémédiablement perdue – et, bien sûr, il y a pire. Mais peut-être après tout que cette lettre existe encore et dort quelque part. Aux Archives ? J'aurais pu en avoir le cœur net.

Une histoire singulière

Réflexions personnelles sur l'importance de la sauvegarde et du souvenir

Voudrais-je écrire sur l'importance de la conservation, sur la sauvegarde des documents, des restes et des traces d'une « histoire de la gauche », sur la « mémoire des vaincus » (Michel Ragon) à laquelle nous autres avons trop souvent appartenu et appartenons encore, il me faudrait raconter plusieurs histoires à la fois, qui se mêleraient dans une cacophonie de souvenirs où histoire familiale et histoire personnelle côtoieraient la « grande histoire », quand les deux ne se confondraient pas carrément ; bref : on

s'y perdrait. Quand ai-je réalisé l'importance d'écrire sa propre histoire, de témoigner de son histoire singulière ?

Très tard, en vérité. Pourtant, mon engagement à gauche remonte à mes jeunes années : pour protester contre l'escalade nucléaire, les missiles Pershing II et SS-20 ou la crise des Euromissiles, ma génération répandit dans la rue une fureur pareille à celle qu'on observe aujourd'hui dans les « Fridays for Future » ; mes camarades et moi furent réprimandés par la direction de l'école pour avoir organisé un « cercle pacifiste » pendant les heures de cours ; plus de 350 000 personnes manifestèrent sur les bords du Rhin, à Bonn. Mais ce n'est que le 19 décembre 1999 – j'avais 34 ans – que m'apparut tout à fait clairement ce que je soupçonnais à peine jusque-là : j'étais partie prenante d'une histoire sur laquelle d'autres parlaient, écrivaient, s'arrogeant le monopole de son interprétation et ne faisant aucune place, ou alors tendancieuse, à notre propre version des faits. Ce 19 décembre, un millier de policiers berlinois prit d'assaut le Mehringhof dans la Gneisenaustraße, et les commandos de la SEK (*Spezialeinsatzkommandos*, commandos d'intervention spéciaux, comparables au GIGN français) arrêtaient, entre autres personnes dans toute la ville de Francfort, le concierge du Mehringhof, ainsi que mon ami et collègue Harald, délogé de chez lui sous la menace des armes. Tout l'ancien bâtiment d'usine de Kreuzberg fut démantelé, toutes les portes brisées, et la moindre fissure éventrée à la recherche d'explosifs. Un repenti avait en effet indiqué aux forces d'intervention que des explosifs étaient stockés dans le bâtiment. D'où cette opération de police, curieusement proche de la fin du siècle : le

programme « clémence contre repentance » (*Kronzeugenregelung*) expirait le 31 décembre. Le repentir en question avait beau – ah, le progrès ! – assister le raid grâce à une caméra-robot télécommandée, pas une miette de matière explosive ne fut trouvée dans le Mehringhof. De notre côté, nous fûmes totalement désemparés face aux événements.

J'écrivis à l'époque un texte, joliment enrobé d'une citation de Hölderlin (comme il sied à la progéniture d'un professeur de classe moyenne instruit) sous le titre « *Wo Gefahr ist...* » (« Où danger il y a... »), et je l'ai publié sur Internet et dans un magazine radical de Hambourg intitulé *Off limits*. Dans ce texte, je cherchais à comprendre les raisons d'une telle débauche de violence, totalement disproportionnée, alors que le recours à quelques spécialistes aurait suffi à rapidement lever le doute sur la présence d'explosifs. J'écrivais : « Bien sûr, une procédure de vérification aussi discrète n'aurait pas opportunément fait trembler l'opinion publique devant le retour du terrorisme à l'aube de l'an 2000 – retour, d'ailleurs, dans le giron le plus commode qui soit : la gauche. »

Près d'une décennie après la fin de la « lutte armée » des cellules révolutionnaires (*Revolutionären Zellen*, RZ), le milieu radical était en état d'alerte, et comme paralysé par le poids de l'État de droit sur ses structures. On organisa la solidarité pour les cinq prisonniers de l'époque et on essaya de contrer le récit médiatique de l'événement en proposant une version des faits plus nuancée. Un collègue plus âgé nous adjura alors : « Nous devons écrire notre propre histoire ». Parallèlement au futur procès pénal à Moabit, on publia la feuille anarchiste *ZitronenfalteR*. À celles et ceux,

nombreux·ses, qui n'étaient pas encore familier·e·s de l'histoire des Cellules Révolutionnaires (dont moi-même), on fournit matière à lire et à débattre en provenance des diverses archives du milieu. Enfin, on sortit les deux volumes noirs des *Raisins de la colère* des étagères où, pendant trop longtemps, ils n'avaient servi qu'à en mettre plein la vue aux hôtes de passage. La maison d'édition *Informations-Dienst zur Verbreitung unterbliebener Nachrichten (ID Verlag)* avait eu le mérite de publier ces volumes, nous donnant ainsi l'occasion de retracer l'histoire des RZ et de la replacer dans le contexte des politiques gouvernementales passées et présentes – et c'est ainsi qu'en parlait mon article : « Dans le silence hébété qui caractérise la situation actuelle, un très fort désir de connaître et de discuter notre histoire persiste, surtout chez les plus jeunes. Et quoi de plus instructif, pour ces contemporains, que de lire la littérature de référence à ce sujet ? Soudain émergent le souvenir de Kemal Cemal Altun (jeune réfugié turc, qui se suicida en se jetant de la fenêtre du tribunal administratif où son cas était examiné) ; des scandaleux verdicts de la Cour fédérale de justice (*Bundesgerichtshofes*, BGH) ordonnant l'expulsion dans des États qui pratiquent la torture ; [...] le souvenir de l'incendie en garde à vue sur l'Augustaplatz à Berlin [...], dans lequel six prisonniers passibles d'expulsion brûlèrent de manière atroce dans une cellule surpeuplée ; le souvenir du fameux « Trou de Berlin » (*Berliner Loch*), par lequel de nombreux réfugiés et migrants trouvèrent le chemin de l'Europe occidentale, et que la République fédérale d'Allemagne essaya de fermer par tous les moyens ; le souvenir des nouveaux instruments de persécution des réfugiés, dont l'époque actuelle nous

donne une version encore sophistiquée, comme le Registre central des étrangers (*Ausländer-Zentral-Register, AZR*). »

Quiconque est né dans ce pays de parents allemands à peau blanche est, par ses racines, toujours empêtré dans le national-socialisme historique, la « rupture civilisationnelle » de la Shoah et les guerres d’extermination. Des lettres, des documents, des photographies autres vestiges des sombres années 1933-1945 avaient survécu à la libération et, pour les trouver, les gens de ma génération n’avait qu’à explorer les greniers, les combles ou les caves des maisons de famille. C’est là, dans un vieux carton, que Malte Ludin trouva le matériel à partir duquel il allait réaliser l’impressionnant documentaire « Les deux, trois choses que je sais de lui » – « lui », c’est-à-dire son père, qui faisait partie de l’élite exterminatrice du « Troisième Reich ». Il n’est pas étonnant que ces boîtes n’aient été ouvertes qu’à la fin du XX^e siècle, donnant naissance à un nouveau genre littéraire et artistique : l’examen critique, par les petits-enfants des criminels, du passé familial. Ces petits-enfants avaient grandi, voilà tout, suffisamment grandi pour révéler les tabous de leur propre histoire familiale. La même chose m’est arrivée cinq ans après les événements de Berlin. C’était à propos de mon grand-père.

L’histoire vous rattrape toujours, et l’archivage, la publication, l’édition ou – depuis quelque temps – la mise en ligne de contenus de gauche comportent des risques. Dans l’article mentionné plus haut, j’avais aussi écrit les phrases suivantes : « Ainsi, bien souvent ne reste de nos expériences que la dimension personnelle : l’auteur du présent article, par exemple, le regard trou-

blé et comme absorbé par d’autres lacrymos, ne s’est pas préoccupé, pendant les années dont il est ici question, des “actions militantes” en Allemagne de l’Ouest ; celles-ci lui paraissaient tout simplement suspectes. Il se souvient toutefois avoir ressenti, lui comme son entourage, “plus qu’une joie secrète” en apprenant nombre de ces remarquables actions, surtout celles qui ne causaient que des dommages matériels. » À l’époque, je pensais aux attaques contre les machines de chantier à Wackersdorf, où devait être construite l’« usine de retraitement » nucléaire (*Wiederaufarbeitungsanlage, WAA*) de Franz Josef Strauß, ou à l’attaque des *RZ* qui avaient mené à l’abandon du projet de construction d’un supermarché sur le terrain de l’ancien camp de concentration de Ravensbrück. Résultat : la WAA n’a jamais vu le jour, et l’on peut encore voir les ruines du magasin discount près de Fürstenberg/Havel. Mais déclarer se réjouir de telles actions, surtout dans le cas du fameux scandale « Mescalero » (du pseudonyme d’un apologue de la Fraction Armée Rouge), passe mal dans les républiques fédérales et auprès de leurs populations ; il s’agit de perpétuer le terrorisme de gauche comme traumatisme national et, l’ennemi commun une fois identifié, on escompte une plus grande cohésion sociale.

Dans les années qui suivirent, j’ai perdu deux CDI à cause de ce minuscule fragment d’archives. Et en 2007, l’article m’a valu le refus d’une accréditation comme journaliste indépendant pour suivre le sommet du G8 à Heiligendamm : je faisais partie des « douze salopards » auxquels le *Bundesamt für Verfassungsschutz* (Office fédéral pour la protection de la Constitution, service de renseignement intérieur) refusaient l’accès

au périmètre de haute sécurité au centre duquel trônait le luxueux hôtel Kempinski. Cet « embargo intérieur » (Jürgen Seifert) occasionna deux plaintes victorieuses devant le tribunal administratif de Cologne. Le tribunal déclara d'abord mon bannissement illégal, avant d'ordonner à l'Office fédéral de supprimer les informations recueillies à mon sujet pendant dix ans.

Le fait que cette agence intérieure de renseignement ait fini par m'identifier comme une sorte de menace par procuration pour la « sécurité intérieure » est probablement lié au caractère résolument antifasciste de mon travail d'investigation journalistique. Si vous voulez parler nazisme en Allemagne, vous ne pouvez pas passer sous silence les renseignements intérieurs : depuis au moins le 4 novembre 2011 (date où éclata le scandale de la « NSU », une cellule meurtrière d'extrême droite, qui bénéficia de bienveillances et complicités policières, et révéla la pénétration de cette idéologie dans l'appareil institutionnel allemand), il est devenu impossible de ne pas faire un lien. Cette connaissance, et ces découvertes alarmantes, sont alimentées en grande partie par les archives antifascistes, et par les recherches – quasi-scientifiques et incorruptibles – de ce qu'on pourrait appeler, au meilleur sens du terme, un contre-espionnage antifasciste, qui a toujours en ligne de mire les agissements du milieu nazi, jusque dans l'appareil d'État. En ce qui concerne la nébuleuse NSU, mais aussi plus récemment l'assassinat du préfet de Cassel, Walter Lübcke, le 2 juin 2019, ce sont les antifas qui ont sorti, à un stade précoce, des informations vérifiées, explosives, souvent exclusives. Une expertise de l'Office fédéral sur le parti populiste nationaliste Alternative pour l'Alle-

magne (*Alternative für Deutschland*, AfD) a même fait son miel de ces sources antifascistes – les mêmes qu'il taxe d'« extrémistes de gauche » dans ses rapports annuels.

Dans le dernier appartement de ma très vieille grand-mère se trouvait une boîte, commandée à un menuisier pour recueillir et protéger les sacro-saintes lettres de mon grand-père. C'est moi qui, en vertu du statut d'historien parmi ses neuf petits-enfants, héritai un jour de cette boîte, et qui reçus l'autorisation de l'ouvrir. Peu avant sa mort, âgée de 94 ans, ma grand-mère avait essayé de détruire la boîte, de s'en « débarrasser » littéralement ; elle devait pressentir l'embarras que pourraient produire les quelque 600 lettres envoyées de France et d'Union soviétique par mon grand-père. On trouvait aussi dans cette boîte environ 1 000 de ses propres lettres à son cher Heinrich, que celui-ci avait retournées soigneusement empaquetées et numérotées, avant qu'on ne perde sa trace à Stalingrad à la fin du mois de janvier 1943.

Ça s'est alors passé tout autrement que je ne l'avais pensé : j'ai ouvert la boîte mais, jusqu'à ce jour, les lettres n'ont pas été exploitées, leur contenu se révélant beaucoup trop dérangeant. Et puis à l'époque je me disais qu'on avait déjà trop entendu la version des coupables dans les décennies d'après-guerre. Leur récit avait façonné l'histoire qu'on nous enseignait, par exemple l'idée d'un « honneur immaculé de la Wehrmacht », sans comparaison avec les crimes des SS, de la Gestapo, du SD (*Sicherheitsdienst*, Services de sécurité), etc. Cette version des faits ne fut démentie qu'au milieu des années 90, lors de l'exposition phare sur les « crimes de la Wehrmacht ».

Ce n'est que très tard que j'ai vraiment compris la dimension monstrueuse de la Shoah et des orgies exterminatrices des Allemands. Derrière les quelques médiocres notions scolaires et la fixation sur la figure du « Führer » – je pense notamment aux écrits chicaneurs de Joachim C. Fest, dont le nom côtoyait, sur les étagères de nos chaumières, ceux de Speer et Hitler – les voyages sur les lieux des crimes, au-delà d'Auschwitz jusqu'aux confins de la Pologne, et dont certains doivent au mérite de l'œuvre éducative Stanisław Hantz, étaient les seuls à pouvoir signifier sans ambiguïté ce que représentait l'extermination de millions de Juifs et de Juives, et de beaucoup d'autres personnes, à une échelle et par des moyens industriels dans des camps, ou lors d'exécutions de masse en Union soviétique d'une cruauté inimaginable. Ce n'est que beaucoup plus tard, et seulement après que la série télévisée américaine « Holocauste » eût pénétré les salons douillets de l'Allemagne de l'Ouest à la fin des années 70, que de plus en plus de témoignages de survivant·e·s et de témoins allaient commencer à émerger. Ils permettraient à toutes les assoiffé·e·s de savoir de découvrir l'entière vérité, notamment dans le contexte des nouvelles tentatives de réhabilitation des coupables – qu'il s'agisse d'Alexander Gauland, chef de l'AfD, qualifiant les crimes allemands de « pipi de chat » à l'échelle de l'histoire humaine, ou de l'appel à honorer le « dévouement des soldats allemands au cours des deux guerres mondiales » (le même), au-delà d'une « repentance » supposée, largement fantasmée. Ce n'est peut-être qu'avec la publication, tardive en allemand, de l'œuvre monumentale de Raul Hilberg (« L'extermination des Juifs d'Europe », début des années 1980), et le bouleversant documentaire, d'une du-

rée de neuf heures, de Claude Lanzmann (« Shoah », 1985), qu'a commencé un processus qui est loin d'être terminé et qui repose en partie sur des documents que l'on croyait perdus, comme les souvenirs troublants du survivant Kalmen Wewryk (« To Sobibór and back again »), qui n'ont paru en traduction allemande qu'en novembre 2019.

Dans bien des cas, nous devons notre connaissance de la souffrance et de la mort de millions de personnes à l'exhumation d'écrits clandestins, de notes prises à la hâte pendant le processus d'extermination, qui souvent furent enterrés ou cachés sur les lieux même des meurtres, peu avant l'assassinat des témoins. Ces documents sont nés du sentiment existentiel de vivre l'impensable et l'indescriptible, et d'en témoigner auprès d'une humanité future, quelle qu'elle soit. Une grande partie de ces documents, qu'il s'agisse des archives *Ringelblum* du ghetto de Varsovie ou des messages transmis de l'intérieur du processus d'extermination, cachés à la hâte dans les fours crématoires, constituent aujourd'hui la base des connaissances sur la Shoah. Une grande partie de ce que les gens ont pu, intentionnellement ou accidentellement, laisser derrière eux à l'époque, a disparu avec leur anéantissement ou avec l'effacement des traces des meurtres de masse. Le peu dont nous disposons aujourd'hui peut être considéré comme une garantie de vérité.

En revanche, la vision des choses de très nombreux·ses coupables a survécu avec eux·elles, et – contrairement au prétendu tabou qui pèserait à ce sujet – a alimenté le roman historique allemand de l'après-guerre, sous une forme héroïque ou banalisée, qui caractérise la tiédeur du très vanté « travail

de mémoire allemand », et constitue le terreau de la résurgence des idéologies nationalistes à notre époque.

Alors que dois-je faire des lettres de mon grand-père, qui était – comme ma grand-mère d'ailleurs – un nazi convaincu et un antisémite fervent ? Lorsque j'ai commencé à travailler sur cet héritage ambivalent, ma plus grande surprise ne fut pas que mon grand-père ait été nazi ; la chose est assez claire, mais elle n'apparaît que çà et là dans les lettres. C'est autre chose qui me trouble dans les lettres que j'ai lues jusque-là : ces lettres adressées sa femme, ma grand-mère, sont très érotiques, pleines de désir sexuel et d'appétit charnel. Ce n'est qu'après avoir lu l'excellent livre de Dagmar Herzog, *La politisation du désir*, que j'ai pu cerner ces contenus pornographiques si surprenants et si constitutifs de ces lettres, et revoir mon cliché du nazi frigidité, discipliné et d'une cruauté déssexualisée. Puis, irrité par tout ça, j'ai suspendu la lecture des lettres.

L'État-espion, qui maintient un service de renseignement intérieur appelé *Verfassungsschutz* (« protection de la Constitution ») afin de surveiller celles et ceux qui, comme le dit le groupe Extrabreit dans sa chanson « Polizisten », « font quelque chose de criminel la nuit », et auquel je n'ai, longtemps, pas prêté la moindre attention, s'est ensuite constamment – et littéralement – mis en travers de mon chemin, depuis la première rencontre que je racontais tout à l'heure. Le rôle du « *Verfassungsschutz* » dans la nébuleuse NSU a étayé mon opinion : les « secrets » et le « renseignement » de ces 16 services, au niveau régional comme fédéral, représentent un danger pour une société ouverte et démocratique.

Après le désastre de la première procédure d'interdiction du NPD en 2003, et avec la découverte du réseau terroriste de la NSU en 2011, toutes celles et ceux qui jusque-là se voilaient plus ou moins la face ne purent ignorer que ce type de « protection de la Constitution » faisait partie du problème et non de la solution à un terrorisme de droite d'ores et déjà opérationnel. Il n'est tout simplement pas possible de comprendre la croissance et le développement des structures nazies en Thuringe, par exemple, sans s'intéresser à l'indigène Tino Brandt, et au généreux soutien financier et matériel dont il a bénéficié.

Le fait qu'autour de la NSU et de son réseau de soutien aient manifestement gravité 40 informateurs (appelés « V-Person », acronyme de *Vertrauensperson*, « personne de confiance ») provenant des milieux placés sous surveillance, devrait faire comprendre aux plus moutonniers à quel point l'institution à laquelle nous avons affaire est dévastatrice. Même le fait que le 11.11.11 – sept jours après la découverte de la NSU –, un chef de division de l'Office fédéral ait donné l'ordre (vraisemblablement au début du carnaval, à 11h11) de détruire tous les dossiers ayant trait à la NSU, n'a visiblement pas égratigné la « protection de la Constitution ». Bien que le chef de département ait été condamné – après que les parents d'une des dix victimes de la NSU se soient démenés – à payer 3 000 euros pour « entrave », les poursuites ont fini par être abandonnées. Et ce malgré le fait qu'il affirmait à tort, depuis la découverte de la destruction de ses dossiers, que ceux-ci avaient été détruits pour des raisons de délais et de confidentialité. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'il dut faire face à sa propre déclaration devant la deuxième commission d'enquête parlementaire

sur la NSU, qu'il avait faite à l'Office fédéral de la police criminelle et dans laquelle il déclarait qu'il avait fait recueillir et détruire délibérément les informations sur les informateurs nazis recrutés en Thuringe dans le cadre de l'« Opération Rennsteig », afin de protéger sa hiérarchie. Pourtant, ce ne fut là que le péché originel après lequel de nombreux documents furent allègrement détruits, dans les bureaux du tribunal comme des services secrets, de sorte qu'au bout d'un an environ 400 dossiers estampillés NSU avaient disparu. Même après l'annonce d'un moratoire sur ces destructions, les archives pertinentes furent détruites ou disparurent à maintes reprises au cours des cinq années que dura le procès de la NSU devant la cour suprême de Munich. Et quand les services secrets ne purent plus se défilier – obligés qu'ils étaient de divulguer les « résultats de leurs travaux » aux instances représentatives (parlements régionaux et fédéral) – le processus fut marqué par des obstructions, des lenteurs inexplicables, d'arrogantes fins de non-recevoir adressées aux commissions d'enquête, et même la censure de dossiers entiers. Au cours des travaux de la commission d'enquête sur la NSU, à Wiesbaden, le Ministère de l'Intérieur eut même recours au blocage, pour les 120 années à venir, d'un rapport interne classifié sur les rapports entre les groupes NSU de Hesse et de Thuringe – ce qui est scandaleux, et extrêmement inhabituel.

Finalement, après protestations, cette classification fut réduite à 30 ans, et Dirk Laabs – en gros le seul journaliste de la presse bourgeoise qui fasse un véritable travail d'investigation – s'est au moins efforcé de divulguer quelques détails du rapport, comme la fréquence à laquelle y appa-

raissent les noms du meurtrier présumé de Walter Lübcke et de son complice présumé. Le fait que ce soit le cas onze fois renforce encore le soupçon de dissimulation ciblée des tenants et aboutissants. Mais comme l'a si bien dit le coordinateur des services secrets de la Chancellerie fédérale, Klaus-Dieter Fritsche, qui était lui-même vice-président de l'Office fédéral de protection de la Constitution à l'époque de la NSU : « Les secrets d'État ne doivent pas être rendus publics s'ils sapent l'action gouvernementale. » Une petite anecdote au passage : après sa mise à la retraite, Fritsche exerça, auprès de l'ancien Ministre autrichien de l'Intérieur, le nationaliste Herbert Kickl, la charge officielle de conseiller pour la restructuration du *Verfassungsschutz* local.

J'espère que ces réflexions très personnelles au sujet des archives seront parvenues à mettre en évidence l'importance de la sauvegarde et de la conservation des documents d'archives de toutes sortes, ainsi que le traitement sensible des documents ainsi collectés, et ce non seulement pour une historiographie de gauche, mais aussi pour une certaine mémoire des conflits sociaux et politiques, des ruptures et des bouleversements, des crimes d'État et de guerre, et pour la reconstruction de ce qui, dans la frénésie nationale, a été sciemment matraqué, lissé, inventé et falsifié, que ce soit par dogmatisme autoritaire ou pour d'autres raisons. C'est pour cela que nous devons nous rendre dans les archives, les points de collecte et les bibliothèques, consulter les bases de données et les volumes numériques, et leur faire une place dans notre travail. Même si nous ne pouvons qu'approcher « l'entière vérité », nous nous devons de tenter une telle approche.

WOLFGANG GEHRCKE

Sans amertume

J'aime me retourner sur le passé, sans amertume aucune, même si certaines de mes erreurs me chagrinent encore aujourd'hui. C'est essentiel pour comprendre le présent. Peut-être se tourne-t-on aujourd'hui, à DIE LINKE, trop peu vers le passé, occupé que l'on est par l'actualité. En outre, on ne voit pas les mêmes images selon qu'on se retourne vers l'Est ou vers l'Ouest. À l'Est, un État entier, une formation sociale dans son ensemble, s'est effondré tandis que l'Ouest s'est étendu. C'est une césure historique

profonde. Cette période qui vit la chute du « socialisme réel » a ses nostalgiques ; ils sont bien plus nombreux que ceux qui l'ont vécue. À l'Ouest, ce sont les luttes politiques qui, bien qu'elles ne soient pas parvenues à bouleverser les rapports sociaux, continuent de façonner les mentalités. Dans ma vie, les deux Allemagnes se rencontrent. Celle de l'Ouest, car c'est là que j'ai vécu, à Hambourg, jusqu'à la chute du Mur, mais aussi quelques années dans la région de la Ruhr ; celle de l'Est également, car ce sont des camarades de RDA qui m'ont initié, au terme de neuf ans d'école primaire, à l'art et à la culture, et qui m'ont également ouvert les portes de l'Union soviétique, alors comme maintenant (sous le nom de Russie) fondamentale pour la sécurité et la paix européennes. Avec le soutien de la RDA, on organisa en RFA des concerts de musique classique et des concerts ouvriers. La grande rétrospective Willi Sitte à Hambourg fut également le fruit d'un travail politique, tout comme le cercle d'étude sur le monde merveilleux des œuvres de Marx et Engels. Ma conscience historique a pris forme dans la lutte contre le réarmement et contre la chape de plomb qui pesait sur les événements des années 1933-1945 ; interroger mon père sur son comportement sous le fascisme était, comme pour tous les membres de sa génération, une source de tensions. Et ce ne sont pas les coupables ou les complices qui ont fini par parler, mais celles et ceux que le régime nazi avait persécutés. À l'époque, je supposais qu'il s'agissait de communistes ; leur parti était déjà interdit. J'ai alors fait mienne leur maxime : « Plus jamais la guerre, plus jamais le fascisme ». C'est pour cela que j'ai été chassé du SPD et de son organisation de jeunesse *Die Falken* (« Les Faucons ») en 1961, au moment où le Mur était érigé.

NOM DE CODE :
CHRISTIAN HAMMERER

À partir de là, j'ai commencé à dire à qui voulait m'entendre : « Si jamais je m'en-carte à nouveau, ce sera au KPD. » Mon vœu a fini par être exaucé. Au terme d'une petite cérémonie, j'ai été accepté dans ses rangs. Mes deux parrains et le secrétaire du parti ne sont plus en vie, mais je pense à eux avec gratitude. Lors d'une première conférence du parti, à laquelle on m'avait invité, et qui se tenait à Berlin-Est, on me demanda d'indiquer mon nom à l'entrée. Ma réponse, « Wolfgang Gehrocke », suscita l'effroi ; n'avais-je pas un pseudonyme ? Je n'en avais pas ; il me fallut en forger un sur le champ. Un seul me vint, le nom de jeune fille de ma mère : Hammerer. Dans la liste des personnes travaillant sous couverture, le prénom Christian était encore libre. Et c'est ainsi que je fus, dans ces cercles, connu sous le nom de Christian Hammerer. C'est sous ce nom que j'ai édité des tracts, pris la parole lors de rassemblements et – ce qui est très important pour moi – contribué à développer la politique de jeunesse du KPD, qui conduisit notamment à la création, en 1968, de la Jeunesse ouvrière socialiste allemande (*Sozialistische Deutsche Arbeiterjugend*, SDAJ). Je siégeais à son directoire et, pendant plusieurs années, je fus également son président.

SANS PAIX, RIEN N'A DE SENS

Auparavant, on m'avait chargé d'une autre mission : référent auprès du mouvement pour la paix. À cette époque, il s'agissait principalement des marches de Pâques (*Ostermärsche*) organisées par les militants antinucléaires – une tradition importée de Grande-Bretagne par Konrad Tempel (qui était quaker) et sa compagne Helga

Stolle. La première marche de Pâques en Allemagne, en 1961, dura trois jours ; elle nous conduisit de Bergen-Hohne (une ville voisine de Bergen-Belsen et de son camp de concentration) à Hambourg, en passant par les landes de Lunebourg. Cette marche, que j'avais contribué à organiser, m'a enthousiasmé, en dépit, et peut-être même à cause de sa « modestie » (nous n'étions que quelques centaines) et de son caractère confidentiel. Dormir dans des granges et des moulins à vent, dans une atmosphère pleine d'amour, voilà qui était charmant. L'antifascisme et la lutte pour la paix vont de pair. Au cimetière Ohlsdorf de Hambourg, il y a un bosquet d'honneur pour les antifascistes morts et assassinés. Le mémorial d'Ernst Thälmann, au sein du conseil d'administration duquel j'ai travaillé pendant plusieurs années, est aussi remarquable à cet égard. La vie et la mort de Thälmann (qui fut assassiné au camp de Buchenwald) sont à l'image du chemin de croix de la classe ouvrière allemande. On peut lui reprocher des erreurs stratégiques, mais il aura donné sa vie pour la lutte contre le fascisme.

**SANS CULTURE, PAS DE
MOUVEMENT DE MASSE**

Alors que le mouvement pour la paix était à ses débuts également un mouvement de jeunesse, il a évolué en grand mouvement culturel au cœur duquel militaient des communistes. Sans culture, il n'y aura pas de mouvement de masse – et vice versa : les mouvements de masse sont à la fois le terreau et le fruit de la culture. À l'époque, il y avait des artistes comme Hannes Wader, Franz Josef Degenhardt, Dieter Süverkrüp, la grande Fasia Jansen (qui était déjà dans les rues lors de la première marche de

Pâques), des cabaretiens comme Hanns Dieter Hüsch, des peintres comme Adolf Wriggers et Willy Colberg, ou des caricaturistes comme Stefan Siegert. Aujourd'hui, ils portent des noms différents, mais le mouvement pour la paix, par exemple à Ramstein (ville qui héberge une base aérienne américaine, contre laquelle existe une mobilisation), demeure un mouvement culturel, même s'il est (pour l'instant) plus modeste que celui contre les lois d'urgence (promulguées à la fin du mois de mai 1968 pour mater la révolte étudiante) ou les euromissiles de l'OTAN. Je n'oublierai jamais la manifestation au Hofgarten de Bonn en 1981 : nous étions 350 000 participant·e·s, et j'étais membre du comité central d'action qui avait préparé cette manifestation.

Les artistes étaient tout à fait conscients de ce qu'impliquait le fait de soutenir et animer ces mouvements. Certains furent censurés par les autorités ; c'est encore le cas aujourd'hui. Dans l'index musical du *Norddeutscher Rundfunk* (NDR), par exemple, sous le nom de Franz Josef Degenhardt, on pouvait lire l'instruction : « Seulement avec l'autorisation de l'administrateur ». Les grand·e·s artistes devaient être mis en veilleuse, comme ce fut le cas aux États-Unis sous McCarthy. Mais ici comme là-bas, il y eut des gens pour révéler ces manœuvres douteuses ; dans le « cas Degenhardt/NDR », ces gens étaient des membres du DKP local.

On peut regretter cette époque où la politique était partout, où la vie sociale tout entière était politisée ; on peut essayer de s'en inspirer. C'est ce que font, pour ne citer que deux noms, des artistes comme Diether Dehm, dont les chansons sont populaires, à la fois émouvantes et engagées, ou l'artiste plasticienne Heidrun Hegewald, dont

l'establishment artistique cherche à effacer de l'héritage culturel de la RDA les œuvres grandioses.

PERSÉCUTION POLITIQUE

En République fédérale d'Allemagne, il ne se passe jamais longtemps avant que la gauche ne subisse discriminations et persécutions politiques. Dans la foulée de l'interdiction du KPD en 1956, jusqu'à 200 000 informations judiciaires furent ouvertes, ce qui, dans bien des cas, entraîna la perte d'un emploi et la ruine d'une « réputation » ; jusqu'à 10 000 personnes furent condamnées à des peines de prison (alors que le KPD ne comptait à l'époque que 6 000 à 7 000 membres). Puis, en 1971, sous le gouvernement Brandt, ce furent les interdictions professionnelles (*Berufsverbote*), et un espionnage sans limite, avec 3,5 millions (!) d'enquêtes des services secrets chargées de déterminer la « loyauté à la constitution » de candidats à la fonction publique, mais aussi d'anciens fonctionnaires. Des postiers se révélèrent trop déloyaux pour distribuer des lettres ; de braves douaniers furent déclarés suspects. De telles interdictions devaient tenir une génération entière de jeunes intellectuels de gauche, politisée lors du mouvement de 1968, éloignée des écoles et des universités. Par la suite, Willy Brandt qualifia d'erreur ce *Radikalerlass* (« décret radical »). Mais encore aujourd'hui, certaines personnes luttent pour leur réhabilitation.

La défense de la démocratie, la participation au mouvement pour la paix, l'ouverture à la dissidence politique, l'engagement syndical – tout ce passé informe mes conceptions politiques actuelles. J'ajoute mon amour pour Cuba, le Nicaragua, le Salvador et leurs mouvements de libération. Des camarades de Hambourg se sont rendus à Cuba pour

aider à la reconstruction et récolter de la canne à sucre, au Nicaragua pour aider à l'électrification, au Salvador pour soutenir la création d'une station de radio rebelle, au terme d'une lutte unitaire contre les voyous de droite ; et, oui, nous avons aussi collecté de l'argent pour que le Front Farabundo Martí de libération nationale (*Frente Farabundo Marti para la Liberación Nacional, FMLN*) puisse se procurer des armes.

SORTIR LA TÊTE HAUTE

Les formes d'action du mouvement extra-parlementaire, telles que les blocus ou les occupations, ont trouvé leur place dans les luttes syndicales, comme celles pour la préservation de l'aciérie Krupp à Rheinfelden, de Hoesch, Westfalenhütte et Union à Dortmund, ou du grand chantier naval *Howaldtswerke-Deutsche Werft* (HDW) à Hambourg. Ce sont les camarades des usines eux-mêmes qui en furent à l'initiative, mais il était possible de les soutenir. Une grande partie du soutien est venue des artistes, du mouvement féministe, qui s'est développé parallèlement, et des cercles paroissiaux. J'ai été directement impliqué dans toutes les actions mentionnées, en particulier dans l'occupation de la HDW à Hambourg. Une anecdote : avec un petit groupe de communistes, nous avons traversé l'Elbe de nuit, en concertation avec des camarades du comité d'entreprise, puis nous sommes montés dans une cale sèche. Un vrai défi pour moi, parce que je ne suis pas à l'abri du vertige et que, depuis le fleuve, une

cale sèche est aussi haute qu'un gratte-ciel. Enchaînés les uns aux autres, nous avons tenu quelques heures avec notre banderole de solidarité, mais la sécurité de l'usine avait des coupe-boulons massifs et des gros bras, et bientôt ils nous délogèrent. Je n'oublierai jamais l'image des travailleurs de HDW qui, après avoir perdu une bataille, ont quitté leur usine en cortège, sous une banderole où était écrit : « On sort la tête haute ». « On sort la tête haute » – voilà ce qui reste. Car ne pas atteindre un objectif est une chose, ne pas se laisser faire en est une autre.

JE VEUX QUE MON DOSSIER SOIT RENDU PUBLIC

Tout cela, et bien d'autres choses encore, figurent probablement dans le dossier que les renseignements tiennent à mon sujet. Il contient plus de 10 000 feuillets. Je veux qu'il soit rendu public. Je veux que tout le monde puisse lire ce que ces barbouzes ont collecté à mon sujet. Mes démarches pour accéder à ce dossier m'ont mené jusqu'au Tribunal administratif fédéral ; j'ai proposé qu'il soit placé aux Archives fédérales et qu'il devienne ainsi accessible au public. Les renseignements ont refusé, et les tribunaux ont malheureusement suivi. Il est pourtant essentiel que les dossiers ne soient pas détruits, mais au contraire rendus publics, car ils font partie de la mémoire collective. C'est pourquoi je remercie également la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* d'avoir créé et d'entretenir des archives complètes sur la gauche en Allemagne.



20^E ANNIVERSAIRE DES ARCHIVES DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

EXPLORATEURS DE LA MÉMOIRE

POLITIQUES

SCIENCE

JOURNALISME

TOM STROHSCHNEIDER

Une question de tradition

De l'importance d'une mémoire de la gauche dans la quête d'un avenir meilleur

Au cours de l'été caniculaire de 2019 nous parvint un manuscrit qui illustre parfaitement les enjeux d'une « mémoire de la gauche ». Le texte tentait de déterminer si le mouvement, encore jeune, des « Fridays for Future », était politiquement sur la bonne voie, si le coup de gueule indigné qu'il adressait à la génération parentale était per-

tinent, s'il avait tiré les leçons nécessaires de l'histoire des luttes antérieures. En fin de compte, dans ce texte dont l'auteur était d'un âge certain, un reproche émergeait : les jeunes n'avaient « pas encore pleinement saisi » certains problèmes, certaines problématiques, certains aspects importants.

Il serait sans doute facile de s'élever contre la prétention de tels sermons envers les nouveaux mouvements sociaux et la jeune génération de gauche ; il est certain qu'un paternalisme de ce genre ne peut échapper à l'accusation d'arrogance. Mais il est trop facile de pointer du doigt. Combien de fois avons-nous constaté, plein d'amertume, que la mention d'un nom si important pour notre propre histoire politique ne suscitait que des regards perplexes ? Combien de fois ne pense-t-on pas, levant les sourcils, que cette idée flambant neuve qui embrase une A.G. a déjà eu, ces dernières années, voire décennies, deux ou trois vies antérieures ?

« Ils n'ont pas encore pleinement saisi » ; on pourrait bien sûr, faisant preuve de bienveillance, voir dans cette mercuriale un simple conseil, indulgent et avisé : prêtez-y attention, vous qui vous préoccupez de l'avenir, et vous vous épargnerez les erreurs du passé, vous ne répéterez pas les mêmes débats, vous pourrez vous inspirer de nos expériences. Qu'il s'agisse de la question de l'expropriation, des stratégies économiques alternatives, des questions de populisme autoritaire, ou de la critique du racisme et des rapports de genre – tout cela, et bien plus encore, a fait l'objet de discussions par le passé. Être de gauche signifie parfois avoir un temps d'avance, et certaines questions d'actualité pourraient trouver des éléments de réponse dans la mémoire de nos luttes passées.

« La banalisation des problèmes environnementaux par des appels aux consommateurs (moins prendre sa voiture, acheter des détergents sans phosphate, manger bio) vise à occulter le nécessaire renoncement aux industries polluantes et l'indispensable rupture avec la logique capitaliste ». Voilà ce qu'on pouvait lire par exemple, il y a plusieurs décennies, dans l'ébauche d'un texte intitulé « Fondements de la gauche radicale ». C'était à l'automne 1989, et le camp progressiste de la RFA cherchait de nouvelles alliances et de nouvelles approches pour réarmer sa critique sociale. Quelques kilomètres plus à l'est, l'opposition faisait un retour en fanfare ; l'appel fondateur du mouvement citoyen *Neues Forum* mettait en garde contre les coûts écologiques de la société de consommation, et plaidaient pour « l'abandon d'une croissance effrénée ». Il s'agissait alors de « faire place à un nouveau modèle, dans lequel on vivrait de façon plus parcimonieuse et moins hostile à la nature ». Le mouvement *Demokratie Jetzt*, de son côté, lançait un plaidoyer pour le socialisme démocratique, lequel était jugé nécessaire « pour ne pas soumettre entièrement l'humanité, en quête de formes de cohabitation durables, à la société de consommation occidentale, dont la prospérité ne tient qu'à l'exploitation du reste du monde ».

Ces deux exemples ont quelque chose en commun : vus d'aujourd'hui, et du point de vue de la critique et des exigences formulées, ce sont des « échecs ». Les tentatives de réorganisation de la gauche radicale à l'Ouest ont échoué, notamment à cause d'une dynamique nationale qui a contribué à saper les appels à une troisième voie en RDA. Aujourd'hui, lorsque nous considérons les événements de 1989/90, c'est généralement depuis la fin de l'histoire. Une

partie de la Révolution pacifique est ainsi historiquement dépréciée : les soulèvements de gauche, les mouvements sociaux et écologistes de cette époque n'apparaissent pas sur nos registres mémoriels, tout entiers occupés par l'unité nationale et le triomphe du capitalisme. Et il en va de même pour la gauche à l'Ouest, qui a tenté de s'opposer à la marche tambour battant vers l'union nationale. Mais parce que cette « réunification » est maintenant généralement considérée comme la « bonne » version des faits, elle efface de la mémoire collective d'autres positions, d'autres solutions, des remises en question plus radicales.

On peut généraliser à partir de ces deux exemples : s'il est vrai que les initiatives passées, qu'elles aient réussi ou échoué, peuvent être d'un certain secours à celles et ceux qui, aujourd'hui, cherchent à dégager la voie vers un avenir meilleur, alors la gauche doit réfléchir à la manière dont elle traite sa propre mémoire, dont elle la chérit et cultive – dont elle en fait usage. Cela pose deux séries de problèmes, dont la première a à voir avec l'idée d'une conscience de gauche – ou, en d'autres termes, avec la forme que peut prendre la nécessité d'examiner le passé pour construire l'avenir. La seconde est de nature un peu plus formelle et institutionnelle : comment assurer la collecte, les conditions matérielles de stockage, la « mise à disposition » des éléments de notre mémoire, au-delà des horizons temporels nécessairement limités des différentes organisations, des mouvements spécifiques et des cycles de mobilisation, voire des vies individuelles ?

Il serait un peu curieux, dans un texte comme celui-ci, de passer sous silence les nombreuses réflexions passées sur une mémoire de la gauche. « L'absence de ré-

flexion historique, la coexistence cloisonnée de nombreux courants et approches, et le manque d'engagement dans les structures de nos mouvements empêchent une saisie globale des expériences politiques et la transmission entre générations militantes » ; voilà ce qu'affirme depuis longtemps « *Papiertiger* » (« Tigre de papier »), une bibliothèque d'archives berlinoise qui entend « soutenir le travail historiographique à gauche », « en constituant une "mémoire de la gauche", en collectant des matériaux et en les mettant à la disposition de celles et ceux intéressés par le travail historiographique ». Il existe de nombreuses archives ouvertes de ce genre ; un certain nombre d'entre elles travaille dans des conditions précaires, et leur pérennité n'est souvent pas suffisamment assurée. Il y a quelques années, la *Verband deutscher Archivarinnen und Archive e.V.* (Association des archivistes allemands) a attiré l'attention sur ce fait et a formulé des propositions « sur l'avenir des archives des mouvements de protestation, de libération et d'émancipation » – parmi lesquelles la création d'une fondation « qui puisse constituer une centrale d'accueil pour les archives sur le point d'être liquidées ».

Le bouleversement des modes de communication pose à la préservation de la mémoire de nos luttes un problème relativement nouveau. Internet a changé notre perception, et a bouleversé la production et la distribution de contenus au sens large. Qui collecte les tweets et les appels sur Facebook, les débats tenus sur les réseaux sociaux, les photos, les brochures, etc. – autant de sources qui n'existent que sous forme électronique ? Même les modèles commerciaux déjà précaires, comme ceux des éditeurs indépendants, sont soumis à

une pression accrue à l'heure d'Internet – pour ne pas mentionner la situation difficile de la presse papier, périodiques politiques et scientifiques compris. Sans ces journaux, les traditions critiques mentionnées ci-dessus n'auraient pas pu se développer en premier lieu ; aucun débat n'aurait eu lieu, aucun concept, aucune théorie n'auraient émergé qui donnent aujourd'hui le ton de la lutte pour la préservation d'analyses de qualité, politiquement impertinentes et socialement efficaces.

Une partie de cette mémoire de la pensée critique menace de disparaître : archives, catalogues, expériences, filiations. Il y va de l'existence matérielle de projets qui contribuent aux conditions préalables à toute critique sociale. Cela vaut notamment pour la période qui s'est écoulée depuis 1989 – trois décennies riches en événements à gauche, que ce soit ici ou dans le monde, mais aussi et surtout une période de remises en question, de nouvelles tentatives radicales et d'aventures politiques inédites, dans un contexte technologique et social lui aussi inédit.

Quiconque veut parler d'une « mémoire de la gauche » doit aller au-delà de la simple préservation institutionnelle de « notre histoire ». Car, si nous sommes honnêtes, « institutionnel » dans ce cas ne signifie rien d'autre que : avec l'argent « des autres ». Il nous faudra aussi bâtir une culture de la mise à disposition, de la cession, du libre accès, et accepter que nos parcours biographiques tombent entre des mains inconnues, sans restriction. Ils ne délivreront leur enseignement qu'à la condition de cette publicité, qu'à la condition de rejoindre une histoire politique plus vaste, qu'à la condition qu'on puisse en tirer des enseignements. Ce n'est pas une chose facile, surtout dans un

champ politique caractérisé par la dispute et la division.

Certes, il est possible de combler ces trous de mémoire qui, à gauche, proviennent de lacunes dans la transmission. Tout d'abord, en promouvant une culture de respect mutuel, même et peut-être encore davantage lorsque les controverses politiques s'enveniment. Ensuite, en cessant de mesurer l'apport des anciens à leur « autorité », mais à la pertinence de leurs réponses aux ques-

tions présentes. Il faut enfin faire prendre conscience de la dimension nécessairement historique de toute action visant à changer les conditions actuelles, donc du rôle de ces actions dans la culture stratégique des milieux militants. Nous n'avons bien sûr pas besoin de nouveaux classiques, de nouveaux saints ; mais il nous faut cultiver le désir de puiser dans le passé tout ce qui permet d'aiguiser notre critique et de soutenir notre pratique.

ALEX DEMIROVIĆ

Les archives et la politique

Si tout était conservé, il n'y aurait pas d'histoire, car l'histoire est liée à l'éphémère et à la perte. Toutes les pertes ne sont pas regrettables. Il y a beaucoup de choses dont nous voulons nous débarrasser, dont nous ne souhaitons plus nous en encombrer. Ce n'est qu'avec le recul que l'on se rend parfois compte que, n'ayant pas conservé quelque chose, nous avons commis une erreur – quelque chose qui aurait pu valoir comme souvenir, ou qui se serait révélé utile après tout, ou qui aurait constitué

une preuve que les choses pouvaient alors prendre une autre tournure. Dans notre affaiblement quotidien, nous ne pensons pas à la fugacité de ce que nous faisons ; nous vivons au rythme du quotidien, de qu'il exige et de ce qu'il autorise. Le quotidien est familier et nous semble tangible simplement parce qu'il est présent. Il se présente souvent comme la répétition d'actions identiques, c'est-à-dire d'habitudes ; il constitue le cours normal des choses. Vivre sa vie n'est pas si mal qu'on peut faire certaines choses avec une certaine régularité, dans un environnement familier, tant qu'on peut fréquenter des gens qu'on apprécie ou gérer des conflits pour qu'ils ne dégénèrent pas. Ces répétitions sont ponctuées de petites variations, parfois à peine perceptibles. Celles-ci obéissent à un rythme qui leur est propre. Elles conduisent à une nouvelle conjoncture, parfois discrètement, parfois avec une soudaineté qui renverse les perspectives. Rétrospectivement, on se rend alors compte que quelque chose a changé et bougé. Le cours normal des choses, tel qu'on le concevait jusqu'alors, ne peut être restitué ; la mémoire nous trahit, un rythme uniforme engloutit les événements et les expériences, nos souvenirs se font sélectifs et peu fiables, beaucoup de choses sont perdues, quand d'autres se tiennent devant l'œil intérieur comme si on les avait photographiées : une action, une décision, une dispute, un geste, les traits d'un visage. Les habitudes mutent, la vie quotidienne change – autres sujets de conversation, autres interlocuteurs, autres manières d'agir. L'instant d'avant, nous pensions encore savoir ce que nous faisons et nous pensions pouvoir nous en souvenir quoi qu'il arrive. L'instant d'après, nous sommes forcés de constater que les frontières de ce que nous jugeons

important ont bougé, et avec elles les relations que nous avons, le sentiment d'appartenance qui les fondait, ainsi que nos expériences et nos connaissances. Nous voici à devoir nous concentrer pour faire laborieusement remonter le souvenir de ce qu'il en était – les problèmes qui nous contrariaient, les gens avec qui nous parlions, le contexte de telle attitude, l'objet de tel conflit...

Certains de ces processus sont scandés par des durées objectives : les mandats à la tête d'un groupe parlementaire, d'un parti ou d'une fondation, les campagnes électorales et les législatures, les congrès d'un parti et ses diverses commissions. En marge de ces activités, qui ont leur propre régularité, des discussions et des événements se tiennent, des accords sont conclus, des projets sont élaborés. Il ne s'agit peut-être pas de tout conserver, mais tout cela participe d'une histoire dont on ne peut sur le moment, au mieux, que deviner les contours.

Ce sont ces expériences qui ont vocation à rejoindre les archives, lieu de conservation qui accueille l'histoire et résiste à la fugacité. En même temps, les archives font l'histoire, car en œuvrant à la conservation du passé, elles nous rappellent ou nous font prendre conscience que notre présent est le présent d'une histoire particulière – tissée de défis, de dissensions, d'alternatives. Cela, nous devons à l'archive de nous le restituer sans recourir aux témoins directs. Mais la conservation est toujours le reflet d'un choix, et les reliefs de notre présent déterminent la forme de notre mémoire, c'est-à-dire de ce qui nous apparaît dans le futur comme le passé, mais qui apparaît alors comme inadéquat du point de vue du futur présent, et se voit considéré comme une erreur. Toute archive est vouée à l'échec, car les critères qui guident sa sélection sont sans cesse pré-

cisés, contestés, remis en cause par l'histoire elle-même. C'est pourquoi il convient d'effectuer une sélection large, susceptible de faire entrer chaque archive en résonance avec toutes les autres.

Il est vital pour la gauche de cultiver une mémoire historique. Car la domination consiste aussi dans cette capacité et cette propension à se rendre maître du temps, et à déposséder de leur mémoire les dominés, à les ridiculiser, à leur donner tort. Cela signifie que tous les efforts de la gauche, toutes ses pratiques, toutes les alternatives dont elle est porteuse, sont potentiellement relégués dans l'oubli, et avec eux le souvenir des défaites, des passes d'armes, des tentatives avortées au sein de la gauche elle-même. Cependant, les protagonistes se trompent aisément sur leurs actions, souvent parce qu'ils surestiment leur propre importance et celle de leurs expériences, de leurs décisions ; ils sont enclins à penser que leurs idées, leurs stratégies, leurs actions sont originales, alors qu'elles ne sont que la répétition d'actions ou de pensées antérieures qui continuent d'agir sur le présent. C'est pourquoi la fréquentation des archives, condition de la recherche historique, est indispensable ; elle permet une réminiscence active, qui peut aider à caractériser le nouveau, à se rappeler et à ressaisir le passé, à prévenir le futur contre la répétition des mêmes erreurs. Si l'histoire ne s'offre pas directement sous la forme d'une connaissance, toute l'expérience subliminale contenue dans les documents d'archives, tout ce savoir silencieux suggère de ne plus suivre certaines voies, de critiquer ou de maintenir les orientations contemporaines à la lumière du passé. Les archives constituent une tentative de garder en vie toutes ces connaissances, et d'en permettre un examen critique. L'histoire de

la gauche et des courants socialistes doit être arrachée à la suprématie de l'histoire bourgeoise ; Walter Benjamin a écrit que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire, et il semble qu'ils n'aient pas encore cessé de vaincre. Il n'est que regarder, pour constater la vitesse à laquelle des décennies d'efforts peuvent être menacées, les agissements de l'AfD, ou les rodomontades contre le sup-

posé « politiquement correct », qui liquident volontiers l'expérience historique et les connaissances acquises par un long travail de mémoire. La violence dans la société, y compris au sein de la gauche, est l'occasion d'une analyse historique précise, susceptible de changer les comportements et, peut-être, de surmonter les traumatismes causés par ce que les gens s'infligent les uns aux autres.

ALBERT SCHARENBERG

Arracher au conformisme

La conception de l'histoire de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*

**I. « À CHAQUE ÉPOQUE, IL FAUT
S'EFFORCER D'ARRACHER LA
TRADITION AU CONFORMISME
QUI TENTE DE S'EN EMPARER. »**

(WALTER BENJAMIN)

Dans ses thèses fragmentaires « Sur le concept de l'histoire », Walter Benjamin oppose la vision dominante, « bourgeoise » de l'histoire, c'est-à-dire l'historicisme, à une approche fondamentalement différente. Comme on le sait, l'historiographie de l'historicisme veut comprendre l'histoire en

sympathisant avec ses protagonistes. Mais avec qui au juste est-elle en empathie ? « La réponse est, invariablement », écrit Benjamin, « avec les vainqueurs. Or quiconque domine est toujours héritier de tous les vainqueurs. [...] Tous ceux qui, jusqu'ici, ont remporté la victoire participent à ce cortège triomphal où les maîtres d'aujourd'hui marchent sur les corps des vaincus d'aujourd'hui. »

Les esprits critiques ne peuvent pas se joindre à ce cri de victoire. Une vision de gauche – c'est-à-dire critique – de l'histoire ne vise pas à servir l'hagiographie du prince, du roi, de l'autocrate ; elle ne vise pas davantage à établir une bien présomptueuse « histoire pour l'histoire » ; elle regarde plutôt vers le passé, dans le but explicite de rompre le continuum historique des vainqueurs et d'explorer des espaces stratégiques d'une action libératrice. L'historiographie de gauche, démocrate-socialiste, visant l'émancipation et la libération, va donc chercher à remettre en cause la longue chaîne de victoires qui fait l'épopée du pouvoir, et entrer en empathie avec celles et ceux qui n'ont pas pu transmettre leurs expériences à armes égales. L'historiographie de gauche repousse le pouvoir de séduction des verbeux courtisans du passé, et ce, notamment dans l'intérêt de celles et ceux qui, aujourd'hui, dans le présent, sont dominés par les héritiers des anciennes classes dirigeantes.

Les célèbres « Questions d'un ouvrier qui lit » de Bertolt Brecht expriment avec lucidité le changement de perspective qu'implique une telle approche. « Qui a construit Thèbes aux sept portes ? / Dans les livres, on donne les noms des Rois. / Les Rois ont-ils traîné les blocs de pierre ? [...] Même en la légendaire Atlantide / Hurlant dans cette nuit où la

mer l’engloutit, / Ceux qui se noyaient voulaient leurs esclaves. »

L’historiographie de gauche, telle que nous la concevons, arrache au passé un récit différent, une histoire oubliée, qui vient d’en bas. « La représentation matérialiste de l’histoire », écrit Benjamin dans son « Livre des passages », « conduit le passé à placer le présent en crise ».

II. « LA LIBERTÉ QUI NE VAUT QUE POUR LES PARTISANS DU GOUVERNEMENT, POUR LES MEMBRES D’UN PARTI – AUSSI NOMBREUX SOIENT-ILS – N’EST PAS LA LIBERTÉ. LA LIBERTÉ EST TOUJOURS LA LIBERTÉ DE CELLES ET CEUX QUI PENSENT AUTREMENT. »

(ROSA LUXEMBURG)

Comme le montre déjà la référence à son éponyme judéo-polonaise, la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* se considère comme partie intégrante du courant politique du socialisme démocratique. Pour la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*, les deux termes « démocratie » et « socialisme » sont indissociables.

L’intrication de la « démocratie » et du « socialisme » est la pierre de touche de notre conception de l’histoire. Et pour cause : au nom du socialisme et du communisme, des erreurs et des crimes ont été commis, dont nous comprenons les causes profondes et dont nous voulons empêcher la répétition. La revendication formulée par Marx dans l’introduction de la « Critique de la philosophie du droit de Hegel » – « renverser toutes les conditions dans lesquelles l’homme est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisé » – reste pour nous l’impératif catégorique, et ce, même devant les charniers du stalinisme et du « post-stalinisme ». Car

la justice historique n’est pas négociable. Nous sommes convaincus que celles et ceux qui ne font pas face aux erreurs et aux crimes commis au nom du socialisme non seulement perdent leur crédibilité mais préparent le terrain à une récurrence. En ce sens, le socialisme démocratique fait fondamentalement sien le consensus anti-stalinien.

Contrairement aux « nouvelles droites », telle que celle incarnée par le que le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, qui brandissent le flambeau d’une « démocratie illibérale », nous considérons que la liberté individuelle et les garanties de l’État de droit sont constitutives de la démocratie. Car sans protection contre l’arbitraire, la participation démocratique est impossible. En ce sens, la liberté et l’égalité vont de pair, formant un tandem, comme le souligne Michael Brie : « La liberté sans égalité est une exploitation. L’égalité sans liberté est une oppression. La solidarité est la source de la liberté et de l’égalité ». En même temps, la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* plaide pour une histoire précise qui fasse la part des choses. Au lieu de se contenter de vagues préjugés d’ordre idéologique, il faut prendre la peine d’entrer dans les détails de l’histoire. Cela vaut expressément pour l’histoire de la RDA et les vies de ses citoyens.

III. « LA CONTRADICTION FAIT VIVRE LA CONVERSATION ; D’OÙ L’ENNUI MORTEL QU’ON RESSENT À LA COUR. »

(PROVERBE ALLEMAND)

L’historiographie critique contredit nécessairement le récit légitimant du pouvoir. De son point de vue, la contradiction est la locomotive de l’émancipation intellectuelle, et la résistance le moteur de l’émancipation sociale.

Il y a des faits historiques, et il y a des affirmations vraies ou fausses. Ce qui n'existe pas, en revanche, c'est une interprétation « vraie » du passé. À cet égard, la logique communiste partidaire s'est révélée fatale, selon laquelle le « sujet historique », la classe ouvrière, remplit une « mission historique » qu'elle ne saurait accomplir que sous l'égide du parti, lequel a, par conséquent, « toujours raison ». Cette logique explique que le stalinisme n'ait pas hésité à falsifier les faits historiques – ce qu'on appellerait aujourd'hui des fake news – ; il n'est que se rappeler les fameuses retouches photographiques.

Or si la conception critique et dialectique de l'histoire s'expose nécessairement à la contradiction, alors le pluralisme démocratique est nécessaire. En d'autres termes, la pluralité des problématiques, interprétations et appréciations portées sur les événements et les contextes historiques est la condition d'une historiographie démocratique.

Mais le pluralisme a aussi une autre dimension. Pendant trop longtemps, même l'historiographie de gauche émancipée du communisme de parti a considéré l'histoire essentiellement comme le produit d'acteurs blancs et masculins, définissant le « sujet historique » en conséquence et escamotant purement et simplement la majorité des acteurs de l'histoire – qu'il s'agisse des femmes, des colonisés ou des marginalisés. Heureusement, les multiples efforts d'émancipation – du mouvement des femmes à la lutte des Noirs en passant par le mouvement LGBT – ont contribué de manière significative à élargir le champ historiographique, en incitant à considérer le tableau dans son ensemble : si vous examinez l'histoire du commerce triangulaire, par exemple, vous obtiendrez, en l'envisageant du point de vue des armateurs et

des marchands, un tableau complètement différent de celui de l'historienne qui place les esclaves au centre de son enquête. Le champ des connaissances et des objets historiques s'en trouve également élargi. Quiconque s'intéresse aux subalternes ne pourra pas faire l'impasse sur l'exploitation par le travail salarié en régime capitaliste, non plus que sur la hiérarchie des sexes, le colonialisme ou d'autres formes de domination sociale.

IV. « L'ARME LA PLUS PUISSANTE DE L'OPPRESSEUR EST LA CONSCIENCE DES OPPRIMÉS. » (STEVE BIKO)

Pour la gauche allemande en particulier, le travail de mémoire consiste à ne pas laisser le passé nazi reposer en paix, mais aussi à s'opposer résolument aux nazis actuels et à leurs apologistes « populistes ». « Qu'Auschwitz ne se reproduise plus doit être l'exigence première de toute éducation », écrivait Theodor W. Adorno dans son essai « L'éducation après Auschwitz ». En d'autres termes, il faut empêcher le « virage à 180 degrés de la politique mémorielle » prôné par l'AfD et ses adeptes.

Cependant, l'histoire n'influence pas le présent uniquement, ni même principalement, par le biais de débats historico-politiques. Ce qui détermine la conscience des gens et l'image qu'ils se font de la société, ce sont bien plutôt les conditions matérielles, mais aussi politiques et culturelles, de la domination ; ce sont elles en effet, dans leur caractère persistant comme évolutif, qui pèsent sur la transmission des expériences et des traditions sur plusieurs générations. Ainsi leur conscience devient-elle, comme le dit Steve Biko, une arme de la classe dirigeante. « La tradition de toutes les géné-

rations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants », écrivait Karl Marx dans le « 18 brumaire ». Pour Antonio Gramsci, cela devait conduire à l'exigence, formulée dans les « Cahiers de prison », d'une « critique de toute la philosophie élaborée jusqu'à ce jour, dans la mesure où elle s'est sédimentée dans la philosophie populaire ». Une chose est sûre : aucun « an zéro » ne saurait, pas plus dans le passé

que dans le futur, faire table rase dans les esprits individuels. La vie et la pensée se déploient nécessairement dans des contradictions, et aucun Francis Fukuyama, aucun « *Weltgeist* » hégélien ne nous conduiront à la « fin de l'histoire ». Au contraire : la reconnaissance de ce caractère contradictoire est une condition de possibilité de toute recherche historique et politique qui se donne pour but l'émancipation.

JÖRN SCHÜTRUMPF

*Des archives pour
ne pas oublier*

Le socialisme version XX^e siècle appartient – du moins en Europe – au passé, mais à un passé qui ne veut pas passer.¹ Ce socialisme, que ses partisans avaient l'habitude de présenter comme « scientifique », « humaniste », « réel », on pourrait presque tout en dire, sauf qu'il a contribué à l'émancipation de toutes les conditions « dans lesquelles l'homme est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisé ». ² (C'est ainsi qu'un Karl Marx, après Ludwig Feuerbach, en avait jadis imaginé les effets). Au contraire,

le socialisme réel fut synonyme de paternalisme et d'humiliation, de calomnie et de trahison, de torture et de meurtre. – Pour qui, aujourd'hui encore, essaie de penser une alternative aux rapports sociaux dictés par le capital, ce socialisme-là pèse comme un cauchemar.

En effet, le socialisme du XX^e siècle offre les arguments les plus forts contre toute sortie du capitalisme ; en termes de civilisation, il n'a jamais dépassé son état embryonnaire, celui où règne la violence : « La révolution place toujours la société dans un état d'urgence, un état-limite, des conditions extrêmes, et le retour à des conditions "normales" n'est généralement possible qu'à un stade historique supérieur au prix d'une situation thermidorienne. Dans la révolution bourgeoise, l'état de violence extrême (culminant dans la terreur) était un phénomène transitoire, avant que l'institution de la "société civile" ne s'impose au prix nécessaire du reflux des revendications extrêmes. Pour le socialisme, en revanche, la permanence de la violence directe reste le facteur déterminant ; la situation sociale exceptionnelle devient la "normalité". La violence est non seulement l'"accoucheuse" (Marx) de la nouvelle société, mais elle en reste le pilier fondamental. »³ Quelle que soit la façon dont les partis de gauche (au sens large) considère les 70 années de « socialisme réel », c'est toute la gauche, dans son ensemble et dans toute sa diversité, qui a à voir avec le goulag, les murs, les barbelés. Du moins tant qu'elle ne comprend pas ceci : un cauchemar ne se dissipe que dans la confrontation systématique et répétée avec ses démons ; refoulés ou ignorés, ceux-ci perpétuent le mauvais rêve sur des générations.

Cependant, ce précédent historique, qui fut en fin de compte un non-socialisme, peut être d'un secours souvent négligé : aujourd'hui, contrairement à ce qui prévalait jusqu'en 1917, le socialisme n'est plus une vague idée – 70 années de pratique peuvent nous enseigner non seulement comment il est possible de discréditer l'idée du socialisme pour longtemps, mais aussi ce que le socialisme n'est en aucun cas. Mais il ne suffit pas de répondre à la question de savoir ce qui s'est passé – cela fait longtemps que, dans une large mesure, les historiens l'ont déterminé ; il s'agit de se confronter aux questions pourquoi et comment, et pas seulement qui, quoi et quand.

Depuis l'ouverture des archives dans l'ancien bloc de l'Est, toute une phalange d'historiens s'est penché sur les héritages du socialisme du XX^e siècle. Or, quelle que soit la discipline, la frontière entre science et grand public est difficile à traverser. En l'espèce – et ça n'est pas vraiment une surprise –, celles et ceux qui y parviennent ne le font généralement pas pour interroger les liens entre l'idée de socialisme et sa non-réalisation, ou pour mener un scrupuleux travail d'enquête, mais pour conforter l'opinion dominante, qui consiste à réduire le socialisme au crime et à la terreur.

En fait, ce socialisme failli profite à toutes les forces politiques sauf une : la gauche. Si la gauche veut vraiment mener la société actuelle, politiquement et économiquement encore ancrée dans le XX^e siècle, vers le XXI^e siècle⁴, il serait temps qu'elle retrouve, avec plus de cohérence qu'auparavant, ses anciennes vertus – que les chambres de torture et les congrès tragi-comiques du Parti ont vidées de leur substance : l'honnêteté envers ses propres agissements passés et présents ; la franchise devant ses propres

contradictions, même et surtout quand elles se révèlent dérangeantes ; la loyauté, même et surtout envers l'adversaire. Les dictatures s'établissent par la ruse ; mais celle-ci ne donne ni le courage ni les moyens de s'émanciper de l'exploitation et de l'oppression.

Au lieu de se réinventer en considérant pour elles-mêmes, en chacune de leurs étapes et de leurs rebondissements, ces années où le socialisme fut au pouvoir – et fut gagné par la folie de ce pouvoir –, au lieu de se forger ainsi, patiemment, une idée réaliste du socialisme réel, la gauche traite le plus souvent ses ancêtres comme des parents pauvres et embarrassants ; sans se rendre compte qu'elle manque ainsi le seul véritable objet de ce travail de mémoire : non pas absoudre qui que ce soit, mais tracer une voie vers le dépassement du capitalisme. En cultivant son oubli de l'histoire, on reste prisonnier de ce passé et on devient au mieux, plutôt que son propre analyste, un cas clinique pour celui-ci. Chaque jour, la gauche dilapide la plus grande part de cette ressource qui lui permettrait de développer une politique socialiste moderne : le minerai de ses propres origines. La gauche d'aujourd'hui ne se montre pas seulement rétive aux conseils, elle refuse aussi d'apprendre de son expérience.

Qui décide d'ignorer ce qui lui colle aux semelles ne saura jamais où ses chaussures pourraient le mener. C'est là que réside le véritable secret de la faiblesse stratégique de la gauche.⁵

D'où l'importance de collecter, trier, inventorier et conserver ce qui est survenu, et de créer et développer de véritables pôles de compétence autour de ces questions ; or, tout cela, nul ne sait mieux le faire que des archives. Pour la période allant jusqu'en

1989, c'est la mission des archives d'État et autres archives officielles, qui l'assument de manière professionnelle, en s'appuyant souvent sur un personnel dévoué qui soutient pleinement la recherche. – Mais notre travail de mémoire ne doit pas se limiter au passé lointain ; il concerne aussi le passé récent et notre présent ; il concerne le combat que nous menons (ou ne menons pas), aujourd'hui, pour l'avènement d'une politique socialiste moderne, quoi que cela veuille dire ; il concerne, en somme, le passé dans son ensemble, que notre présent, chaque jour, prolonge.

Si nous ne nous y attelons pas, il ne restera, de ce présent qui devient notre passé, rien dont nous puissions nous inspirer à l'avenir. Et nous ne pouvons, par les temps qui courent, nous permettre un tel échec.

1 Sur ce point, Ernst Nolte pourrait – par anticipation – avoir eu raison ; cf. « Un passé qui ne veut pas passer. Un discours qui pourrait être écrit mais non prononcé », in : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 juin 1986. **2** Marx, Karl : *Zur Kritik der Hegelschen Rechtsphilosophie. Einleitung*, in : Marx, Karl/Engels, Friedrich : *Werke* [MEW], Berlin, 1956sv., vol. 1, p. 385. **3** Kossok, Manfred : « 1917 – eine periphere Revolution ? », in : *Utopie kreativ. Diskussion sozialistischer Alternativen*, n° 1 (novembre 1991), republié in : *idem. : Sozialismus an der Peripherie. Späte Schriften*, Jörn Schütrumpf (éd.), Berlin, 2016, p. 45 (je souligne). **4** Au mieux peut-on dire que la société actuelle est du XXI^e siècle au plan technologique – et encore, ça n'est pas sûr. **5** Ceci ne concerne pas les Verts ; mais on peut prévoir, bien qu'un doute puisse encore subsister, la direction dans laquelle ils vont évoluer.

MARGA VOIGT

En toutes lettres La mémoire épistolaire de la gauche

Une édition savante, comme celle de la correspondance de la socialiste et internationaliste Clara Zetkin, aurait été impensable sans la complicité et la diligence des destinataires de l'époque dans la collecte des lettres. En 1933, la succession de Clara Zetkin se retrouve dans les archives du parti de l'époque, le PCUS, à Moscou, lieu de son exil politique. Elle en a confié la transmission à son plus jeune fils Kostja. Chargé de ce fardeau, celui-ci est consterné par la façon dont la succession de sa mère est

gérée. On ne lui a notamment pas accordé le temps requis pour l'examen et le classement de celle-ci.

J'ai été touché lorsque, 80 ans plus tard, dans la salle de lecture de l'actuel Centre russe pour la conservation des archives en histoire politique et sociale (RGASPI), on m'a permis d'avoir en main les originaux des lettres – du papier vieux de 100 ans sur lequel se bousculent des caractères cursifs ou imprimés. Parmi toutes ces lettres, certaines, adressées à Alexandra Kollontaï, comportent une note manuscrite de la destinataire : à verser aux archives du parti. Les lettres de Clara Zetkin ne racontent pas seulement l'histoire du jour où elles furent écrites ; éparpillées dans les archives du monde entier, elles sont elles-mêmes devenues porteuses de nombreuses histoires au cours des 100 dernières années.

Exhumer les lettres serait impossible sans la vigilance et le soin d'innombrables archivistes – d'hier et d'aujourd'hui – dans les archives, associations et organisations dédiées à la transmission de l'histoire, que dis-je, des histoires du mouvement ouvrier international. La gratitude et l'estime ont toujours accompagné mon travail d'éditrice, et je pense aujourd'hui à la considération et au soutien de mes collègues – en particulier Götz Langkau et Gerd Callesen, Martin Grass et Henning Grelle, Christine Lauener et Angelika Voß-Louis, Franziska Dunkel et Sabine Kneib, sans oublier, bien sûr, Grit Ulrich – aux archives d'Amsterdam, Vienne, Stockholm, Copenhague, Zurich, Berne, Hambourg, Stuttgart, Bonn et Berlin. Je ne compte pas les scans de lettres et d'articles qu'il-elles m'ont envoyés.

Une autre histoire de lettres : parmi les destinataires qui, avec courage et en toute illégalité, ont conservé celles de Clara Zetkin, se

trouvait sa jeune camarade et amie Bertha Thalheimer, qui devait fonder par la suite le KPD. On trouve trois de ces lettres dans le premier volume de la correspondance, bien qu'elles soient la propriété des descendants de Thalheimer. Je suis très reconnaissant à Theodor Bergmann, un ami de la famille aujourd'hui décédé, d'avoir intercédé en ma faveur pour que je puisse publier ces lettres. Je voudrais également remercier mes ami·e·s du *Förderkreis Archive und Bibliotheken zur Geschichte der Arbeiterbewegung* (Cercle de soutien aux archives et bibliothèques pour l'histoire du mouvement ouvrier), en particulier les défunts Annelies Laschitzka et Eckhard Müller, Ottokar Luban et Heinz Deutschland, sans oublier Ulla Plener et Mirjam Sachse, Florence Hervé, Gisela Notz et John Partington, ainsi que Setsu Ito, pour leurs conseils avisés et leur aide dans l'annotation de ces lettres.

Aujourd'hui, les Archives du socialisme démocratique de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* ont enfin en leur possession un CD contenant les lettres de Clara Zetkin conservées à la RGASPI – et jamais trajet Moscou-Berlin ne fut plus long ! Je suis également consciente des efforts répétés des collègues de l'ancienne Archive centrale du parti (*Zentralen Parteiarchiv*, à l'Institut pour le marxisme-léninisme du comité central du SED) en vue d'obtenir de Moscou des copies de la succession Zetkin, y compris ses lettres. Celles-ci sont désormais conservées dans le fonds de la Fondation des archives des partis et organisations de masse de la RDA (*Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR*, SAPMO) aux Archives fédérales. Les lettres du fonds de la RGASPI datant des années 1921 à 1924 constituent une partie essentielle du deuxième tome de la correspondance ; je

remercie les collègues des Archives du socialisme démocratique pour l'acquisition et la mise à disposition des copies.

Le fonds épistolaire Zetkin est très riche – plus de 1000 lettres, de 1914 à sa mort en 1933. Le premier volume de l'édition annotée des Lettres¹ couvre les années de la Première Guerre mondiale. L'action socialiste et internationaliste de Clara Zetkin pour la paix y apparaît de manière éclatante. Son engagement pour la paix était paneuropéen : ses camarades s'appelaient Inès Armand et Alexandra Kollontaï en Russie, Heleen Ankersmit en Hollande, Angelica Balabanoff en Italie – pour ne citer que quelques noms des cercles socialistes de l'époque.

Clara Zetkin est connue pour avoir co-fondé la Journée internationale des femmes. On sait moins qu'elle avait, avant cela, été la secrétaire de l'Internationale socialiste des femmes – fondée en 1907 lors du Congrès international socialiste de Stuttgart. Dans les années qui suivirent, des rencontres de femmes se tinrent parallèlement aux congrès socialistes. En 1907, les socialistes décidèrent de publier le journal des femmes social-démocrates *Die Gleichheit* (« L'Égalité »), édité par Clara Zetkin et imprimé par l'éditeur Johann Heinrich Wilhelm Dietz à Stuttgart. *Die Gleichheit* devint l'organe féministe international, avant de subir, pendant la Première Guerre mondiale, une censure militaire féroce. Il fallut illégalement faire franchir aux textes non encore imprimés la frontière avec les Pays-Bas et la Suisse, afin qu'ils y fussent publiés.

Les lettres nous apprennent qu'il existait dans plusieurs pays des journaux sociaux-démocrates édités par des femmes. Dans les archives des partis et mouvements sociaux européens, on trouve les sources du mouve-

ment des femmes socialistes et de leur action pour la paix pendant la Première Guerre mondiale – en particulier dans les pays neutres. Ce combat pour la paix a été ignoré, marginalisé, réprimé et persécuté par les partis sociaux-démocrates des pays en guerre, qui en appelaient à l'époque à l'« union sacrée ».² À cet égard, les lettres de Clara Zetkin font partie d'une « mémoire » de la lutte internationale et illégale des socialistes en faveur de la paix, à laquelle l'historiographie n'a fait qu'une place marginale – quand elle a seulement daigné lui en faire une.

Dès le début de la Première Guerre mondiale, toute communication avec l'étranger est interdite et les lettres de Clara Zetkin sont soumises à la censure.³ Il est étonnant de constater le nombre de lettres qui ont néanmoins survécu. « Je considère comme l'une des tâches les plus importantes des femmes à l'heure actuelle », écrit-elle à Alexandra Kollontai, « de maintenir vivant et de fortifier le sentiment de solidarité internationale au sein de la classe ouvrière ».⁴ Elle en appelait alors aux femmes de tous les pays : « Si les hommes tuent, c'est à nous, les femmes, de lutter pour la préservation de la vie. Si les hommes se taisent, c'est à nous, les femmes, d'élever notre voix et de porter nos idéaux ».⁵ Selon Zetkin, c'était « le fier privilège et l'honneur de l'Internationale des femmes socialistes que de réveiller les femmes de toutes les classes et de tous les pays pour qu'elles se jettent dans le combat pour la paix ».

Elle considérait – depuis le constat de l'importance prise par leur travail au sein de la famille et dans la société toute entière pendant la guerre – que la volonté des femmes était devenue un « facteur politique ».⁶ Sa position était très claire : sans la contribution des femmes, « toute la mécanique sociale »

serait depuis longtemps au point mort. Elle faisait découler de cette participation active à l'économie nationale de guerre le droit des femmes à participer à toutes les réformes sociales à venir, mais aussi à toutes les résolutions futures concernant la guerre et la paix.

Vers la fin de la guerre, Clara Zetkin écrit à la socialiste et militante des droits des femmes suédoise Anna Lindhagen : « Nous demandons à tous les gouvernements, au nom de toutes les femmes, le droit de participer aux efforts de paix. » Elle ajoutait : « La raison en est que nous, les femmes, sommes des êtres humains de sexe féminin », « pas des copies maladroites et brouillonnes des hommes », et « les valeurs spirituelles et morales propres à notre genre peuvent contribuer pleinement à l'examen et à la résolution des problèmes actuels ».⁷

La recherche passionnée et la recherche scientifique ne sont-elles pas, tout autant l'une que l'autre, indispensables à la cohésion des sociétés ? À l'heure où se disjoint ce qui participe d'un même ensemble – l'homme et la femme, la vie domestique et la vie publique, la ville et la campagne, les trésors, les histoires et les cultures du monde – les lettres de Clara Zetkin ne tracent-elles pas une perspective pour l'histoire ? J'en suis convaincue.

¹ Zetkin, Clara : *Die Briefe 1914 bis 1933*, vol. 1 : *Die Kriegsbriefe (1914-1918)*, Marga Voigt (éd.), Berlin, 2016. ² Le 2 août 1914, les dirigeants syndicaux en Allemagne décidèrent d'interrompre toute grève et de mettre de côté les revendications salariales pour la durée de la guerre. La direction du SPD décida d'un accord de statu quo au sein du parti. ³ Dans l'Empire allemand, un état de siège fut déclaré le 31 juillet 1914 : le pouvoir exécutif des autorités civiles fut transféré aux commandements militaires. La presse fut censurée, les opposants à la guerre soumis à une censure postale. ⁴ Cf. Clara Zetkin à Alexandra Kollontai, 2.9.1914, in : Zetkin : *Die Kriegsbriefe*, vol. 1, p. 22. ⁵ Cf. l'appel sous forme de lettre ouverte, in : *ibid.*, p. 121sv. ⁶ Cf. Zetkin, Clara : « Zum Frauentag der schweizerischen Sozialistinnen », in : *ibid.*, p. 119. ⁷ Cf. Clara Zetkin à Anna Lindhagen, 2.7.1917, in : *ibid.*, p. 341sv.



20^E ANNIVERSAIRE DES ARCHIVES DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

GARDIENS DE LA MÉMOIRE

MISSIONS

DÉFIS

AMBITIONS

ANDRÉI K. SOROKINE

Les leçons de l'histoire

Le XX^e siècle nous laisse en héritage des événements marquants : révolutions, conflits locaux et guerres mondiales, crimes contre l'humanité, crises économiques et sociales, lutte pour les idéaux de justice sociale, de démocratie et de droits de l'homme, réalisations scientifiques et culturelles. Ces événements sont, pour la plupart, de nature contradictoire ; aussi seront-ils différemment interprétés par celles et ceux qui participent aux évolutions de la société, en fon-

tion de leur communauté politique, sociale, nationale, religieuse, ethnique ou autre.

Nous sommes tou·te·s témoins du discrédit jeté ces dernières années sur les sciences sociales par des manipulations politiques. La science historique n'a pas été épargnée. Elle a été discréditée à la fois par l'affirmation, devenue fréquente, d'une invérifiabilité du passé, et par la domination totale, dans la conscience collective, de constructions spéculatives et d'interprétations fantaisistes du processus historique.

Je suis fermement convaincu qu'il existe des méthodes exactes et scientifiques d'exploration du passé, et l'histoire est à mes yeux une science à part entière. Je suis convaincu que la science historique n'est pas le fossoyeur du passé récent, mais un outil d'analyse des problèmes du présent. Je suis convaincu que les archives – cette magnifique institution – peuvent et doivent jouer un rôle thérapeutique auprès de la mémoire historique, car elles contiennent des documents de toutes les histoires nationales et les représentent chacune dans leur intégralité, avec toutes leurs défaites, toutes leurs erreurs, tous leurs crimes, mais donnent aussi à voir les avancées de l'esprit humain qu'elles ont permises, leurs réalisations économiques, techniques, scientifiques et culturelles.

La plus difficile de toutes les sciences, la science historique, ne semble simple qu'aux dilettantes – tout comme les mathématiques supérieures semblent simples à un écolier qui vient d'apprendre les bases de l'arithmétique.

C'est précisément la science – la méthode positiviste au fondement de toute connaissance – qui doit limiter la gamme des interprétations arbitraires de l'histoire, et amener les partisans de thèses extrêmes à entendre

les faits et les interprétations qui leur sont désagréables, ainsi que les points de vue dissonants qu'une société doit pouvoir tolérer. Cette fonction thérapeutique de l'historiographie n'est pas moins importante que sa fonction heuristique. En traitant, ou du moins en diagnostiquant, dans la mesure de nos moyens, les interprétations enragées de l'histoire des deux côtés des barricades idéologiques, nous permettons à toutes celles et ceux qui ne partagent pas cet extrémisme de se sentir membres d'une nation civile et politique commune, au-delà de la diversité des points de vue sur ce qui s'est passé autrefois et ce qui se passe aujourd'hui.

Ces approches de la mémoire historique, et la place éminente de l'histoire en tant que science, ont pris une importance particulière pour les historien·ne·s et archivistes russes à l'occasion du 100^e anniversaire de la révolution d'Octobre 1917, mais également lors d'anniversaires tragiques célébrés par la suite, qu'ils aient commémoré le déclenchement de la guerre civile en Russie (1918-1922), la fondation de l'Internationale communiste (1919) ou la « Grande Terreur » (1937/38).

Malheureusement, les événements d'il y a 100 ans sont devenus marginaux dans la conscience sociale et le champ scientifique. Les débuts du soviétisme, mais en fait l'ère soviétique dans son ensemble, ont été, pour diverses raisons, effacé de la conscience collective par la figure de Staline. Et ce, malgré le fait que la société russe, surtout pendant la révolution de 1917/18, ait plébiscité les réformes socialistes. Après quelques réticences, la société accepta également les objectifs qui lui avaient été initialement imposés par les armes, ainsi que les formes et les méthodes que prit cette transforma-

tion sociale radicale. À bien des égards, ce choix détermina les contours du socialisme soviétique, les excès du stalinisme, et même l'issue globale de l'ère soviétique. Le prix à payer pour cette orientation sociale décidée il y a un siècle, et pour les véritables réalisations de la période soviétique, fut très élevé. En ce sens, il semble également symbolique que l'année du 100^e anniversaire de la révolution coïncide avec une autre date mémorable, celle de la fameuse « Grande Terreur », ce gigantesque règlement de comptes extrajudiciaire qui vit, il y a 80 ans, des centaines de milliers de citoyen·ne·s soviétiques exécuté·e·s ou soumis·e·s à une persécution politique inique.

La société a aussi quasiment oublié ce triste anniversaire, qui a si profondément meurtri l'identité nationale. Si le monument du « Mur de la douleur » n'avait pas été érigé au centre de Moscou, et si le président russe n'avait pas assisté à la cérémonie d'ouverture, la société russe n'y aurait prêté aucune attention. La figure de Staline a non seulement refoulé les idées et les pratiques à l'origine même du stalinisme, mais elle a également jeté une ombre sur la dernière période soviétique, au cours de laquelle, au prix de sacrifices inouïs, un État social, certes loin d'être irréprochable, fut finalement mis sur pied. Les acquis de cette période furent, dans les années 1991-1993, jetés par-dessus bord, tout comme en 1917 furent liquidés les acquis de la période précédente. Fidèle à cette « habitude de commencer une nouvelle vie avec le lever du soleil », qu'avait déjà notée le célèbre historien du XIX^e siècle Vassili Klioutchevski, la société russe aura détruit par deux fois, au cours du XX^e siècle, l'œuvre des générations précédentes. J'aime croire que nous sommes en mesure de tirer les leçons de cette expérience.

L'analyse du passé, l'effort pour le comprendre, sont rendus plus difficiles par les nombreuses tentatives d'instrumentalisation politique de l'histoire, qui sont le fait des forces politiques les plus diverses dans presque tous les États-nations. Dans ce contexte, il me semble qu'il nous revient aussi d'encourager la conscience collective – ou, si vous préférez, de la contraindre – à faire appel à un savoir scientifiquement vérifiable. Les archivistes

russes ont fait un premier pas dans cette direction : il y a quelques années, l'agence fédérale Rosarchiv a créé le site web « Documents de l'époque soviétique », qui met à la disposition du public les documents des archives nationales sur l'histoire soviétique. Nous comptons bien profiter de cet espace de travail pour numériser tous les documents importants sur cette période historique, et en permettre la libre consultation.

ANJA KRUIKE ET ANDREAS MARQUET

Les archives, une mémoire collective

Missions et enjeux. L'exemple des « Archives de la démocratie sociale »

Les archives politiques telles qu'elles existent aujourd'hui ont commencé à se développer dans les années 1960. La plus récente de ces archives, la « Mémoire verte » (*Grüne Gedächtnis*), a été fondée en 1997. Auparavant, à partir de 1967, les partis politiques de la République fédérale avaient décidé de ne plus se charger eux-mêmes de la conservation de leurs documents afin de

nourrir leur tradition politique, mais de les confier à des archives extérieures.¹ Depuis, les archives des fondations politiques accueillent les documents des partis, organisations et personnes apparentées, conservant cette mémoire en toute sécurité, de manière professionnelle, et la rendant accessible aux chercheur·e·s et curieux·ses. Ces missions sont celles de toutes les archives politiques, même si les approches diffèrent, et bien que chacune ait défini son propre domaine de collecte.²

Outre ces missions essentielles – qui remplissent une fonction de « mémoire passive » – les archives doivent également pouvoir contribuer activement au travail de mémoire, en stimulant la recherche sur certains thèmes, en organisant des conférences et événements, en proposant des publications, des expositions ou des parcours numériques, et en reliant l'histoire de nos déposant·e·s à l'histoire nationale, voire à l'histoire mondiale. C'est ce qui, en Allemagne, distingue les archives de partis de la grande majorité des autres archives : « Les partis concourent à la formation de la volonté politique du peuple » (article 21-1 de la Constitution allemande). Les archives des partis rendent la formation de cette volonté visible et compréhensible, et constituent la source de toute recherche historique sur les événements politiques en Allemagne – et c'est ainsi que la prérogative formulée dans la Constitution est conférée à l'histoire. Cette particularité fait des archives politiques un élément central de l'historiographie en Allemagne, puisque les autres archives du vaste paysage archivistique local ne sont pas en mesure de remplir cette fonction, ou ne le font que partiellement. En effet, seuls les documents internes aux partis nous permettent de connaître le dé-

roulement de telle discussion, le processus qui mena à telle décision, les ressorts d'une victoire ou d'un échec électoraux, la façon dont se sont affirmés telle personnalité ou tel courant au terme d'un antagonisme... Accessoirement – mais c'est en fait essentiel à la connaissance historique – on pourra consulter ces documents, armé d'une solide méthodologie, pour mieux saisir le fonctionnement interne de notre démocratie, des dynamiques politiques (et politico-médiatiques), des codes de sociabilité dans le milieu politique, des conflits destructeurs, des entreprises de renouvellement et des signes d'usure, de la diminution ou de l'augmentation de l'attractivité d'une offre électorale, des motivations d'un engagement en politique. Ces sources peuvent également servir à l'étude de questions socio-historiques, comme les fondements sociaux et personnels de l'activité politique, ou la trame de ce qui relie le parti aux groupes plus informels et aux mouvements sociaux. En somme, ce sont les fonds des archives politiques qui permettent, à bien des égards, d'écrire l'histoire de notre démocratie.³

Les archives recèlent des documents qui ouvrent une grande variété de perspectives : ils sont écrits ou audiovisuels ; ils vont de la note interne au courrier des adhérent·e·s, en passant par la décision plus ou moins solitaire d'une figure dirigeante. Les documents émanent de tous les niveaux : local, régional, national, et même du Parlement européen. Les fonds sont très variés : structures des partis et de contextes de travail analogues, membres des partis et leur entourage, organisations satellites, initiatives citoyennes et autres organisations non gouvernementales reflétant toutes les nuances de la société civile, mais aussi groupes politiques à tous échelons de la représentation... Les fonds

recèlent des écrits de toutes formes, du matériel audiovisuel, mais aussi des objets à proprement parler, notamment le matériel électoral.

Les archives politiques sont actives en matière d'acquisition, car elles ne peuvent compter sur aucune obligation légale de dépôt. La relation de confiance avec les organisations et les déposant·e·s est cruciale pour la transmission, la mise à disposition et l'accessibilité des archives. À cet égard, nous nous distinguons nettement des archives d'État, qui fonctionnent sur la base d'une obligation de dépôt s'appliquant aux différents échelons fédéraux.

Depuis la création des archives des fondations politiques, mais surtout ces dernières années, leur travail a changé de manière inédite. Alors que, pendant longtemps, l'expansion quantitative d'écrits à sérialité très limitée, et les capacités de stockage que cette masse exigeait, apparaissaient comme le grand défi, la numérisation est désormais passée au centre des préoccupations. Et si, il y a dix ans, on pensait que son enjeu se situait au niveau des systèmes de gestion des documents et de l'archivage web, depuis, le monde numérique a bien changé.

Les documents créés numériquement nécessitent la plus grande attention : si nous ne collectons pas ici au moins les documents principaux, si nous ne les archivons pas selon des normes qui les préservent sur le long terme, les documents principaux d'aujourd'hui ou des 20 dernières années sont voués à la perte. Cela demande du courage, car il faut parfois prendre des décisions dont ne connaît ni la durabilité ni l'efficacité, et certains formats en particulier rendent toute initiative délicate. Et cela demande du travail, car c'est un domaine nouveau, qui bouleverse les habitudes en matière de prise

en charge et d'évaluation de documents – les archivistes étant peut-être encore trop rarement associé·e·s aux environnements techniques de production des documents. Et bien sûr, cela demande des ressources financières, car la création d'archives numériques viables sur le long terme, conformément à l'« Open Archival Information System », a des contraintes propres, et ne se résume pas copier puis stocker des fichiers sur un disque dur. Mais l'archivage numérique – même s'il représente un enjeu central qui ne saurait être négligé – n'est pas le seul domaine d'activité des archives au XXI^e siècle. Au contraire, les systèmes techniques se perfectionnant, et le nouveau remplaçant systématiquement l'ancien, on attend des archives qu'elles réagissent immédiatement et de manière adéquate à ces évolutions. Les archives sont des institutions régies par la cadence technologique. Pour une part.

Mais – contrairement au cliché d'archives s'étendant sur plusieurs mètres d'étagères poussiéreuses, peuplées d'archivistes austères plus soucieux de surveiller leurs fonds plutôt que de les ouvrir au public – les archivistes sont aussi des utilisateur·rice·s ordinaires des technologies d'aujourd'hui : recherches en ligne, échanges d'information par courrier électronique, promotion de leur travail sur les réseaux sociaux... Tout un chacun peut se rendre témoin du travail effectué par les services d'archivage, et du fait que ceux-ci ne sont pas allergiques à la technologie. Même si elles le voulaient, les archives ne pourraient pas échapper à cette condition technologique commune sans perdre de leur pertinence.

Les effets de la numérisation ne sont pas seulement perceptibles au contact des déposant·e·s ou des utilisateur·rice·s, mais

aussi dans les méthodes de l'archiviste. Une tendance majeure se dessine dans tous les domaines : le travail exige une spécialisation de plus en plus fondée sur la connaissance ; dans les sociétés de l'information, il n'y a plus de place pour les généralistes.

Pour les archives, tout cela ne signifie rien de moins qu'un changement de paradigme : à l'avenir, on leur communiquera des informations, et non plus les supports qui leur sont liés ; la salle des inventaires aura migré sur Internet ; des spécialistes de l'information hautement qualifié·e·s remplaceront les historien·ne·s universel·le·s dans les salles de lecture. En bref, la révolution numérique est en marche dans le monde des archives.

Ses effets se laissent observer à des degrés divers dans toute la société. Le monde des médias a complètement changé au cours des dix dernières années : à peine avions-nous, soutenus par la Fondation allemande pour la recherche (*Deutsche Forschungsgemeinschaft*, DFG), pris la mesure du problème de l'archivage web en l'intégrant à nos méthodes de travail, qu'apparurent les réseaux sociaux, avec leur lot d'exigences nouvelles en matière d'archivage – au plan technique, mais aussi juridique. Attentives au caractère toujours plus informel de la communication publique, les archives sont également un bon poste d'observation des nouvelles façons de communiquer et de se mobiliser en politique. Alors qu'il y a quelques années encore, nous nous demandions plaisamment qui, à part la NSA, pouvait bien archiver les SMS et autres messages numériques, aujourd'hui, nous avons pris conscience qu'il n'y va pas seulement d'une question de communication. Les archives des fondations politiques, dédiées à l'éducation historico-politique, se découvrent – et ce n'est là qu'un exemple de

l'extension de la mission des archives – une nouvelle tâche : leurs fonds peuvent servir à contrer les *fake news* historiographiques. Ainsi, en plus de leur fonction de mémoire, les archives doivent-elles assumer ce qu'on appelait jadis, surtout dans le domaine historique, le « droit de veto » des sources : elles doivent veiller à ce qu'émerge une vérité historique conforme aux critères scientifiques. Or ce sont précisément les sources éphémères des réseaux sociaux qui, de fait, remettent en question les principes d'authenticité et de vérité.

La critique des sources en domaine numérique mérite donc une attention particulière. Il incombe aux archives de préciser les conditions techniques de production des objets numériques, et les évolutions nécessaires afin de garantir leur authenticité et leur intégrité. Elles doivent assumer dans ce débat un rôle d'expertise en matière de conservation de l'information, et s'efforcer, en garantissant la transparence et la traçabilité de leur action, de gagner la confiance des usager.e.es et déposant.e.s. La prise de conscience, sur fond d'attaques et manipulations informatiques, du caractère crucial de la sécurité des données est toute récente, et elle est appelée à grandir encore dans les années à venir. Dans le même temps, il est de plus en plus évident que la communication et la mobilisation politiques se déplacent vers le web, dont une petite par-

tie – 20 % seulement – nous est accessible via des pages web librement accessibles ; le reste a lieu sur des forums, des chats ou des applications privés. Cela n'est pas sans conséquences sur la culture politique d'une société qui, passée en quelques années d'un paradigme industriel à un modèle de services, se trouve déjà en pleine mutation. Toute archive politique est confrontée à ces mutations. Comment faire pour s'y adapter sans se cantonner à installer, les unes après les autres, des interfaces propriétaires pour archiver le contenu d'un appel ou l'historique d'un chat ? Quel est le profil des archives politiques aujourd'hui ? Que considère-t-on comme digne d'être archivé ? Comment organiser l'acquisition de ces sources si fuyantes ? Ces questions se posent aussi en relation avec les ressources déjà disponibles, car l'analogique ne disparaîtra pas du jour au lendemain. La phase d'hybridation, c'est-à-dire la période de cohabitation de l'analogique et du numérique, va se prolonger un certain temps – et aux problèmes nouveaux qu'elle soulève, il nous faudra trouver des solutions nouvelles.

¹ Sur l'histoire des archives politiques, cf. Kruke, Anja/Scholz, Harry (éd.) : *Die Archive der Politischen Stiftungen in der Bundesrepublik Deutschland. Ein Archivführer*, Bonn, 2010. ² Cf. *Profil de documentation et de collection des archives des fondations politiques en Allemagne*, 2^e éd. revue, Munich (à paraître). ³ En outre, des archives telles que les Archives de la démocratie sociale (*Archiv der sozialen Demokratie*, AdSD) conservent d'autres documents, comme ceux relatifs à la vie sous la dictature et à la résistance à celle-ci.

UWE MICHEL

Le savoir du futur

Le monopole de l'information qui fut celui des archives et des bibliothèques pendant plusieurs millénaires semble avoir vécu. Qui cherche des informations rapides lance une requête sur Google ou, à la rigueur, sur Wikipédia. Alors à quoi bon des bibliothèques, ou même des archives ?

C'est ce genre de considérations qui pousse les archives à bannir les livres imprimés de leurs magasins, à résilier leurs abonnements aux journaux et revues, et à se réjouir que la « révolution numérique » rende l'accès à

la connaissance, n'importe où et n'importe quand, plus facile – en un mot : plus démocratique. Mais est-ce vraiment le cas ? À y regarder de plus près, l'idée courante, également répandue parmi les usager·e·s des bibliothèques, que tout est déjà disponible « numériquement », ressemble à vœu pieux. Avant de céder à l'offre numérique, les médiateur·rice·s du savoir que sont les archivistes et les bibliothécaires devraient se poser au moins une fois la question de savoir s'il est souhaitable que ce vœu se réalise ; et avec elle, la question de savoir dans quelle mesure les bibliothèques ont encore le loisir de mettre des informations à disposition gratuitement. Je ne parle même pas ici de la question, pendante, des formats numériques. Les bibliothécaires se sont réjouie·s du gain d'espace et de confort permis les CD-ROM... jusqu'à ce que leurs ordinateurs, soudain, ne soient plus équipés de lecteurs de CD-ROM (pourquoi s'en embarrasser, puisque aujourd'hui existent les « clouds » !). De nos jours, les chercheur·e·s semblent tenir pour acquis que les fonds – au moins les plus récents – seront transmis sans ambages aux générations futures.

Même dans les bibliothèques, qui sont le cœur de la transmission des savoirs, on ne semble guère se préoccuper de la façon dont on pourrait maintenir sur le long terme l'accès aux fonds. Rien qu'en Allemagne, on compte 75 000 parutions imprimées chaque année. Dans le domaine des sciences humaines, sociales et culturelles, presque toutes les publications significatives paraissent encore sur papier. La situation est différente pour les publications actuelles en médecine, ingénierie et sciences naturelles. Mais se pose alors la question de la « propriété » : par le passé, les bibliothécaires définissaient généralement, à partir des cata-

logues d'éditeurs, un domaine d'acquisition articulé autour d'un public de référence, et, après achat, ces publications devenaient propriétés de la bibliothèque, qui pouvait les mettre à la disposition de ce public.

Aujourd'hui, les éditeurs sont libres de décider de ne vendre que des livres électroniques aux bibliothèques. Et s'ils le font « généreusement », ils fixent aussi leurs conditions : ainsi certains modèles de licence empêchent-ils non seulement la conservation du savoir, mais déterminent aussi les coûts et les modalités d'emprunt. Bien que la réforme de la loi sur la propriété intellectuelle du 1^{er} mars 2018 (*Urheberrechts-Wissensgesellschaftsgesetz*, *UrhWissG*) ait amélioré le sort des bibliothèques (donc de leurs utilisateur·rice·s) en termes de copie et de mise à disposition des œuvres de leurs (propres !) fonds, on constate une nette détérioration des droits voisins (impression ou sauvegarde). En outre, certaines publications, du type de celles qu'on trouve en kiosque, ne sont pas explicitement des revues spécialisées, et ils seront à l'avenir exclus, en principe, de l'autorisation de reproduction électronique.

La mission des archives et des bibliothèques doit être, contre le pouvoir de marché des éditeurs et l'expropriation numérique des citoyen·ne·s, de défendre le libre accès savoir – rien de moins. Cela vaut notamment pour la coopération des bibliothèques avec des sociétés telles que Google, qui a depuis longtemps déjà commencé à faire main

basse sur le savoir (et dont on peut imaginer qu'elle finira par en privatiser l'accès), aux dépens du public.

Face à cet état de fait, l'exemple de la Bibliothèque numérique allemande (*Deutsche Digitale Bibliothek*), qui fournit livres, images et documents numérisés, montre la voie à suivre. Cofinancée par le gouvernement fédéral et les *Länder*, elle rend le patrimoine culturel accessible en ligne – gratuitement, pour tou·te·s et, surtout, sans faire peser sur ce savoir des intérêts commerciaux. Un autre exemple à suivre sont les Archives numériques des femmes (*Digitale Deutsche Frauenarchiv*), un portail spécialisé qui met à la disposition d'un large public, sur Internet, une sélection de documents numérisés liés à l'histoire des mouvements féministes allemands. De grands projets sont donc possibles lorsque archives, bibliothèques et centres de documentation disposent de moyens suffisants, et que leur interconnexion est encouragée.

Les bibliothèques sont encore aujourd'hui les institutions culturelles les plus fréquentées. L'une des raisons en est que, dans un environnement de plus en plus colonisé par le commerce, elles offrent à chacun·e un espace épargné par l'incitation, voire l'obligation à consommer. Elles sont essentielles à la vie culturelle et sociale, et à l'enrichissement personnel. Le savoir du futur sera ouvert et libre ou ne sera pas : c'est ce défi que doivent relever les archives et les bibliothèques du XXI^e siècle.

ANDREAS STEIGMEIER ET TOBIAS WILDI

Une mémoire numérique ?

Archiver les documents numériques et les maintenir exploitables

L'information et les documents produits aujourd'hui le sont principalement sous forme numérique – c'est une lapalissade ; cela vaut dans la sphère privée, politique et professionnelle. Certaines données numériques disparaissent, mais il en est d'autres

que nous souhaitons pouvoir continuer à exploiter à l'avenir – que ce soit parce que les réglementations légales l'exigent, que les institutions privées et publiques veulent documenter leur processus décisionnel et leurs actions à long terme, ou que ces données présentent un intérêt culturel et historique.

L'information numérique peut prendre des formes diverses ; par exemple : une photographie, un message instantané, un « post » sur un réseau social, un site web, une base de données, une vidéo, ou encore le code d'un jeu informatique. Cette diversité fait d'emblée de l'archivage numérique une question pluridisciplinaire. Tout ce qui est produit numériquement ne mérite pas d'être conservé sur le long terme, loin de là. Même dans le monde numérique, l'archivage reste un processus sélectif, et cela implique une évaluation, c'est-à-dire une décision quant à ce qui vaut la peine d'être conservé et ce qui peut être éliminé après une période de conservation suffisante.

Notons aussi que les informations générées numériquement doivent être archivées sous forme numérique également, car il est coûteux et souvent impossible de transférer un fichier ou un ensemble de données sur papier ou sur microfilm à des fins d'archivage. Un site web, une maquette d'architecte en trois dimensions ou un jeu informatique ne sauraient être « imprimés ». Il est important d'éviter les ruptures de support à des fins d'archivage, et les archives doivent pouvoir être consultées sous forme numérique. L'objectif d'une archive numérique est de maintenir les documents numériques exploitables le plus longtemps possible. Cet article décrit les principes de base pour atteindre cet objectif.

QU'ENTEND-ON PAR « SÉCURISER » UNE ARCHIVE NUMÉRIQUE ?

À cet égard, deux expressions appellent un éclaircissement. « Sur une période aussi longue que possible » signifie que les informations numériques doivent être préservées sur plusieurs générations d'architectures informatiques, de systèmes d'exploitation, de programmes d'application et de formats de fichiers. Cette période va de quelques décennies à plusieurs siècles. Nous n'avons encore aucune idée de la façon dont les architectures et les applications informatiques seront structurées à l'avenir – à supposer même que ces métaphores auront encore un sens. Le deuxième terme est celui d'« exploitabilité ». L'archivage numérique n'est pas une fin en soi. Il ne se justifie que lorsque les biens culturels numériques sont rendus accessibles et exploitables de diverses manières. Les groupes cibles doivent pouvoir ouvrir et afficher, interpréter et utiliser les fichiers archivés à de nouvelles fins. Si cela demeure possible sur le long terme, alors l'archivage numérique a rempli sa fonction.

LES BONNES PRATIQUES

Archiver ne signifie pas copier les données sur un système de stockage durable (qui peut être assorti de la mention « non réinscriptible » par le fabricant) ; il ne peut s'agir de faire une ou deux sauvegardes et ne plus se soucier des données. Une archive numérique doit être entretenue régulièrement et évolue avec le temps. Quatre précautions fondamentales doivent être prises pour que celle-ci demeure exploitable :

Premièrement, le flux de données des fichiers à archiver devra être transféré sans altérations. Voici la pratique en usage dans la plupart des institutions : les données doivent

être disponibles en trois copies identiques ou plus, et ces copies doivent être placées sur au moins deux technologies de stockage différentes, puis stockées dans au moins deux endroits géographiquement distincts. Aujourd'hui, les technologies du « cloud » jouent un rôle de plus en plus important, parce qu'elles permettent de stocker à faible coût de grandes quantités de données. Grâce à une forte spécialisation, le « cloud » est généralement plus sûr que les serveurs internes. Toutefois, lors du choix d'un fournisseur de services « cloud », il est important de tenir compte de l'endroit où se trouve le siège de cette entreprise. Dans certains pays et au gré de certaines conjonctures, les acteurs étatiques peuvent avoir accès à son infrastructure. Par exemple, aux États-Unis, le « Cloud Act » oblige les fournisseurs exerçant sous la juridiction locale à transmettre les données des clients sur demande, et ce même si les centres de données sont situés en Europe. Les données concernant les activités politiques, les croyances religieuses ou les résultats médicaux ne doivent donc en aucun cas être hébergées chez ces fournisseurs. Toutefois, il existe des fournisseurs « cloud » fiables, à même de prendre en charge la construction et l'exploitation de votre infrastructure de stockage dédiée. Citons, par exemple, le Suisse SWITCHengines, un « cloud » académique proposé par une fondation à but non lucratif, SWITCH, administrée par les cantons suisses, et qui vise à fournir des services informatiques aux acteurs de la recherche. Il est impossible – et totalement impensable dans le système démocratique fédéral de la Suisse – que l'État ait accès aux données hébergées.

Dans un deuxième temps, tout objet d'une archive numérique, jusqu'au moindre fichier, devra pouvoir être identifié, et le pro-

céde d'identification ne doit pas dépendre d'une solution technique actuelle. Le « Digital Object Identifier » (DOI), répandu dans les bibliothèques, et la « Archival Resource Key » (ARK), plus courante dans les archives, sont des modèles en usage dans le monde entier. Grâce ces identificateurs permanents, les ressources numériques deviennent citables et recherchables de façon durable.

Troisièmement, comme pour une archive papier, le contexte des documents d'archives devra être documenté. Il faut qu'un tiers soit en mesure de déterminer l'origine, le parcours et la valeur des données. C'est seulement ainsi qu'il sera possible d'évaluer, même à grande distance temporelle, le contexte initial et la pertinence des données. Quatrièmement, les formats ouverts, largement distribués et non protégés par des brevets ou licences devront être privilégiés ; ils sont en effet susceptibles d'être affichables et exploitables de façon durable. Dans l'archivage, on choisit souvent la stratégie appelée « migration prévisionnelle des fichiers ». Lorsque des fichiers sont ajoutés à l'archive, ils sont convertis dans des formats dits « adaptés à l'archivage » tels que PDF/A, Tiff ou Wave. Cela permet d'éviter, notamment pour les fichiers de bureautique, de courriers ou d'images, l'archivage dans de formats propriétaires qui, en quelques années seulement, seront devenus ininterprétables. Cette stratégie est bonne mais, en plus des fichiers migrés, il s'agit aussi de sauvegarder les formats originaux. En effet, la migration des fichiers s'accompagne toujours d'une perte d'information. D'ailleurs, la stratégie mentionnée ne fonctionne que pour les objets numériques simples basés sur des fichiers individuels. Pour l'archivage d'objets plus complexes tels que des sites

web ou des systèmes logiciels, d'autres stratégies sont nécessaires, comme l'émulation, c'est-à-dire la reproduction intégrale, dans l'archive même, d'environnements d'exécution.

Une archive numérique procédera périodiquement à un audit des formats de fichiers de ses fonds. Si des signes indiquent que certains formats sont en voie d'obsolescence, il s'agira de planifier, tester et mettre en œuvre des mesures de conservation. Les fichiers concernés seront alors convertis dans de nouveaux formats d'archives selon un protocole maîtrisé et, surtout, dûment documenté. On répétera ces opérations tous les dix à vingt ans. Comme pour la migration initiale des fichiers, la perte d'informations est inévitable. Les principes et les méthodes actuels acceptent un niveau contrôlé de perte et d'altération dans le processus de préservation des informations essentielles d'une archive.

Les protocoles décrits sont dérivés d'une norme d'archivage numérique suivie dans le monde entier (ISO 14721, OAIS). Les schémas de métadonnées utilisés dans l'archivage font aussi l'objet de normes internationales (telles que METS et Premis). Le partage de ces normes garantit notamment la possibilité de changer de prestataire d'archivage numérique. La fiabilité d'un fabricant est d'autant plus grande que ses composants sont sous licence *open source*, car cela signifie que le développement de ces composants peut se poursuivre indépendamment du fabricant.

ET À L'AVENIR ?

Il devient aujourd'hui évident, pour de plus en plus de domaines de notre existence, que les bases de données doivent être maintenues dans un état qui les rende exploitables pour

les décennies à venir, qu'il s'agisse ou non d'objets culturels numériques à proprement parler. Il convient par exemple de conserver les documents relatifs au calcul des retraites et aux dossiers médicaux au moins durant toute la vie d'une personne. Les documents relatifs à la gestion d'un bien immobilier, à l'entretien d'une autoroute ou au démantèlement d'une centrale nucléaire doivent également rester exploitables sur une longue période. En règle générale, les systèmes productifs ne peuvent assumer cette mission de durabilité ; c'est alors que s'impose la technologie des archives numériques.

Cela signifie que les archives doivent automatiser leurs processus et concevoir leurs infrastructures de telle manière qu'elles puissent accueillir de grandes quantités de données. À l'avenir, les archives ne seront plus un système isolé, séparé de tous les autres systèmes d'une organisation – ce que les concepts d'architecture informatique ont depuis longtemps anticipé. Les systèmes productifs tels que les solutions de gestion électronique des documents permettront de verser aux archives, quelques années seulement après une transaction commerciale, les documents concernés, et d'accéder aux fichiers contenus dans les fonds à des fins de recherche. Les documents fixes et non

modifiables feront alors l'objet d'un plan de conservation, mais demeureront clairement identifiables et efficacement exploitables par des systèmes tiers via des interfaces techniques.

La modernisation technologique ne signera pas l'arrêt de mort de la profession d'archiviste. Au contraire : les archives cherchent aujourd'hui désespérément des « archivistes numériques », des « archivistes informaticiennes », ou simplement des personnes qui, en plus de solides connaissances archivistiques, ont également une bonne compréhension des architectures informatiques, de la modélisation des processus et des formats de fichiers et de métadonnées. Dans l'espace germanophone, les formations commencent seulement à prendre le virage numérique, qui a pourtant commencé il y a 15 ans dans le secteur archivistique.

À l'heure où se numérisent notre économie, notre administration, bref notre société tout entière, nos archives devront, tout comme elles l'ont fait pour le monde analogique, garder trace de ce monde numérique, sous une forme appropriée qui permette aux générations futures de s'y retrouver. C'est à cela que travaillent les archivistes d'aujourd'hui.

CHRISTIAN KOLLER ET URS KÄLIN

Des vertus de la confiance

L'exemple des Archives sociales suisses

Les Archives sociales suisses de Zurich ont connu des changements importants au cours de leurs 113 premières années d'existence. La « Centrale pour la littérature sociale », fondée en 1906 et initialement hébergée dans un petit deux-pièces, est devenue une infrastructure pour la recherche en sciences humaines et sociales, qui comprend des archives de la société civile composées de documents écrits et audiovisuels, une bibliothèque scientifique, de la documentation thématique et un fonds de

recherche. La centrale recueille des documents analogiques et numériques, effectue un vaste travail de relations publiques, et a enregistré en 2018 plus d'emprunts que la Bibliothèque nationale suisse, pourtant près de dix fois plus grande. Les archives et la bibliothèque des Archives sociales font désormais partie de l'Inventaire suisse des biens culturels d'importance nationale. Le développement de l'institution dépend en grande partie de la confiance (mutuelle) des différentes parties prenantes : les autorités subventionnaires, les fournisseurs d'archives et les usager·e·s. Comment cette confiance s'est-elle installée, puis consolidée ?

Fondée en 1906 et rebaptisée « Archives sociales suisses » en 1942, l'institution est soutenue par une association non partisane depuis ses débuts¹, ce qui la distingue de nombreuses institutions à l'étranger, qui sont liées à des partis, des syndicats ou des fondations politiques. Son fondateur, le pasteur et homme politique social-démocrate Paul Pflüger, s'inspira du « Musée social » parisien, un groupe de réflexion en sciences sociales créé en 1894, doté d'un musée, d'une bibliothèque et d'un centre de recherche. Sur fond de conflits sociaux croissants – en particulier au cours de l'année 1906, où l'Europe connut une vague de grèves qui donna lieu à une bouillonnante mobilisation ouvrière en Suisse –, la version suisse du « Musée social » ambitionnait de donner aux acteur·rice·s politiques réformistes et aux promoteur·rice·s du dialogue social une meilleure connaissance de la « question sociale ». Par la suite, le cœur thématique des Archives sociales s'élargit au fil des décennies pour inclure les mutations sociales, politiques et culturelles, et les mouvements sociaux, notamment dans l'histoire helvétique contemporaine.

Dès les débuts, l'association de parrainage regroupait une grande variété de groupes sociaux et politiques : l'Union suisse du commerce et de l'industrie, la Chambre de commerce de Zurich, l'Union syndicale suisse, la Société d'utilité publique des femmes suisses, et de nombreuses associations de femmes et de travailleur·se·s, ainsi que des figures de différents partis, mais aussi l'évêque de Saint-Gall, un banquier, le Secrétaire d'État au travail Herman Greulich, le médecin ouvrier de tendance anarchiste Fritz Brupbacher, ou encore Betty Farbstein-Ostersetzer, une militante des droits des femmes. Outre M. Pflüger siégeaient au conseil d'administration des représentant·e·s de la ville de Zurich, de la bibliothèque cantonale et municipale, de la *Neue Zürcher Zeitung*, des *Neue Zürcher Nachrichten* et du parti social-démocrate, ainsi que trois professeurs des universités de Zurich et de Berne. Ce large soutien permit dès le départ d'obtenir des subventions de la ville et du canton de Zurich.

S'appuyant sur la bibliothèque personnelle de Pflüger, l'institution acquit d'abord principalement des livres et des micro-publications, en tenant compte systématiquement de toutes les orientations politiques. Ainsi, par exemple, furent constitués de très riches fonds d'imprimés sur les débuts du mouvement ouvrier suisse et européen, sur les théories du socialisme, du communisme et de l'anarchisme, sur les Internationales politiques et syndicales ou sur les mouvements fascistes et antifascistes de l'entre-deux-guerres.² À partir de 1943, une collection d'extraits de presse fut également constituée, qui comprend aujourd'hui 1,2 million d'articles. Les fonds de journaux et de magazines contiennent de nombreuses raretés et couvrent également tout le spectre politique.

En 1921, Siegfried Bloch, alors directeur des archives, répondit aux critiques d'un membre du conseil d'administration qui lui reprochait d'acquérir trop de littérature communiste, en arguant qu'un institut scientifique se devait de rassembler des documents de toutes sensibilités. Dans les années 1930 et 1940, l'institution était l'une des rares dans le monde germanophone à faire se côtoyer sur ses étagères des livres de propagande nazie et des publications antifascistes. Le rapport annuel de 1932 – rédigé au printemps 1933, au moment des autodafés nazis – précisait la stratégie d'acquisition : « La sélection n'est pas fondée sur les opinions personnelles des visiteurs, ni sur celles de la direction. Il vise plutôt à préserver un patrimoine culturel des plus précieux, à documenter le présent à l'adresse du futur. Une tâche qui exige un grand sens des responsabilités. L'achat d'un livre ne signifie pas, loin de là, son approbation par la direction de la bibliothèque. »

Cette diversité a attiré de nombreux usager·e·s de premier plan. Avant et pendant la Première guerre mondiale, on y trouvait des figures illustres du mouvement ouvrier international, notamment de la communauté des exilé·e·s russes, dont Lénine et Trotski.³ Dans l'entre-deux-guerres, de nombreux·ses exilé·e·s des pays fascistes fréquentèrent l'institution (comme Otto Braun, Joseph Wirth, Anna Siemsen, Wilhelm Hoegner, Margarete Buber-Neumann, Rudolf Hilferding, René König, Robert Jungk, Friedrich Adler, Manès Sperber ou Ignazio Silone). Pendant la Guerre froide, des réfugié·e·s du bloc de l'Est s'y rendirent également, parmi lesquels le prix Nobel Alexandre Soljenitsyne.

En 1974, les Archives sociales furent reconnues par la Confédération suisse comme une institution de recherche de premier plan

dans son domaine. En 1979, le Conseil fédéral nomma son directeur, Miroslav Tuček, à la tête de la Commission fédérale d'experts pour la documentation en sciences sociales – une autre marque officielle de confiance. Les subventions qui accompagnèrent la reconnaissance fédérale permirent la création du département des archives, dont le fonds s'est massivement développé depuis les années 1990 ; il comprend aujourd'hui environ 800 archives de collectivités ou issues de donations privées.⁴ Il s'agit de la plupart des organisations dont les activités concernent le cœur thématique des Archives sociales, par exemple les principaux syndicats et associations de travailleur·se·s, les organisations politiques et culturelles du mouvement ouvrier, les mouvements sociaux et les associations féministes, pacifistes, écologistes, de défense des Droits de l'homme ou des droits LGBTQ*, ainsi que des associations d'utilité publique et des organisations de jeunesse suisses. On y trouve également des archives d'organisations communistes, trotskystes et des gauches contemporaines, ainsi que de la nébuleuse populiste de droite, comme la succession du pionnier suisse de la lutte contre l'immigration des années 1960 et 1970 James Schwarzenbach, ou les archives d'affiches de l'agence de publicité « Goal » d'Alexander Segert. L'importante succession de la sociologue Ellen Rifkin Hill donna lieu à la création d'un fonds de recherche distinct en 1999. Depuis 2003, les Archives sociales collectent également systématiquement du matériel audiovisuel.⁵ Parallèlement, l'institution a réussi le saut dans l'ère numérique avec la numérisation de tous les catalogues et inventaires, des projets de rétro-numérisation de magazines, journaux, photographies, films, vi-

déos, affiches et matériel audio, la mise en place d'une infrastructure pour la collecte de fonds d'archives et de documentation entièrement électroniques, et de divers canaux d'information en ligne.⁶

L'acquisition de matériel écrit, visuel et sonore conservé à titre privé – c'est-à-dire de sources non étatiques –, dépend de deux conditions fondamentales : la confiance des producteur·rice·s de dossiers dans l'organisme d'archives, et les relations du personnel de celui-ci avec les personnalités, groupes politiques, associations et organisations concernés. Une relation de confiance est particulièrement nécessaire dans le cas de dons et de successions. La confiance dans l'institution archivistique s'établit notamment par la reconnaissance de sa durabilité et de sa fiabilité. Pour l'extérieur, la survie des archives à long terme (et donc aussi du matériel d'archives qui y est stocké) apparaît comme une garantie. La question du financement est également centrale. La composition et le caractère idéologique des soutiens peuvent favoriser ou entraver un financement durable par les institutions publiques. Dans le cas des Archives sociales, le soutien fut d'emblée très large, ce qui a minimisé les risques de dépendance. Les services proposés aux organisations et aux personnes productrices d'archives (tels que ceux de recherche, de scannage et de copie) ont également leur importance. Ils doivent pouvoir être fournis rapidement, à faible seuil, sans complications et, si possible, gratuitement.

Bien entendu, les compétences professionnelles des archivistes sont également essentielles. Les producteur·rice·s d'archives doivent avoir la garantie d'un archivage fiable et garanti sur long terme. C'est particulièrement vrai aujourd'hui pour les

documents numériques. L'exigence professionnelle est plurielle : utilisation de normes reconnues, participation à des réseaux et à des alliances, coopération avec des institutions partenaires et, enfin et surtout, visibilité des archives (un critère important au moment de confier des documents). Il est dans l'intérêt des déposant·e·s que leurs documents soient utilisés pour des travaux de recherche et que leur nom apparaisse dans des contextes scientifiques ou lors d'expositions.

Le travail de relations publiques de l'institution d'archives comprend, entre autres, la présence physique de ses membres lors de manifestations et d'événements externes (tels que les anniversaires), ainsi qu'une participation à des tables rondes, des présentations de livres, des conférences, des présentations de sources et des expositions. Ce travail de médiation en faveur des fonds d'archives permet de montrer aux producteur·rice·s de dossiers l'intérêt qu'il y a à verser leurs documents et à travailler avec les archives. Enfin, les Archives sociales incitent les producteur·rice·s de dossiers (organisations et militant·e·s) à adhérer à l'association de soutien. Le travail avec les militant·e·s peut avoir un effet boule de neige sur la constitution de la collection, car ce sont à la fois les meilleur·e·s ambassadeur·rice·s des archives et les meilleur·e·s

expert·e·s dans leurs milieux respectifs. Dans le meilleur des cas, ceux·celles-ci peuvent collecter eux·elles-mêmes des documents dans leur entourage. Les Archives gaies suisses, le fonds de document issu de la Sûreté intérieure (Archives de l'État Fouineur Suisse, *Archiv Schnüffelstaat Schweiz*) ou les Archives musicales suisses (qui documentent la scène rock et pop) en sont de bons exemples. Ces fonds sont essentiellement basés sur des initiatives privées et permettent de garantir la conservation de documents dans des domaines qui seraient autrement difficiles d'accès pour les Archives sociales.

1 Häusler, Jacqueline : *100 Jahre soziales Wissen : Schweizerisches Sozialarchiv 1906-2006*, Zurich, 2006. **2** Marti, Hanspeter : « Schweizerisches Sozialarchiv, Zürich », in : Leu, Urs B. et al. (éd.) : *Handbuch der historischen Buchbestände in der Schweiz*, vol. 3, Hildesheim, 2011, p. 317-325 ; Koller, Christian : « Weder Zensur noch Propaganda. Der Umgang des Schweizerischen Sozialarchivs mit rechtsextremem Material », in : *LIBREAS*. Library Ideas 35 (2019), URL : <https://libreas.eu/ausgabe35/koller/>. **3** Koller, Christian : « Bibliotheksgeschichte als histoire croisée : Das Schweizerische Sozialarchiv und das Phänomen des Exils », in : Ball, Rafael/Wiederkehr, Stefan (éd.) : *Vernetztes Wissen. Online. Die Bibliothek als Managementaufgabe*, Berlin, 2015, p. 365-392. **4** Ulrich, Anita : « Le 'Schweizerisches Sozialarchiv'. Stratégies de conservation et de valorisation des archives du mouvement ouvrier », in : De Giorgi, Alda et al. (éd.) : *Archives, histoire et identité du mouvement ouvrier*, Genève, 2006, p. 92-101 ; Kälin, Urs : « Fixierte Bewegung ? Soziale Bewegungen und ihre Archive », in : *Arbido* 3 (2007), p. 74-77. **5** Länzlinger, Stefan : « Audiovisuelle Privatarchive im Schweizerischen Sozialarchiv », in : *Memoriav Bulletin* 25 (2018), p. 16-18. **6** Koller, Christian : « Digitales Sozialarchiv : Was bisher geschah », in : *Sozialarchiv Info* 1 (2018), p. 12-15, URL : <https://www.sozialarchiv.ch/2018/03/12/digitales-sozialarchiv-was-bisher-geschah/>.

BÄRBEL FÖRSTER

*Éthique, responsable,
professionnel, global*

Le réseau international
d'archivistes

Les archives sont une ressource inestimable. Elles sont le réceptacle documentaire des actions humaines et, en tant que telles, sont des témoins irremplaçables du passé. Elles contribuent à renforcer la démocratie, l'identité des individus comme des communautés, et les droits de l'homme. Mais elles sont aussi fragiles, et leur vulnérabilité exige qu'on les protège.

Fondé en 1948, le Conseil international des archives (*International Council on Archives*, ICA) a pour vocation d'assurer la bonne

gestion des documents écrits, ainsi que la préservation, l'entretien et l'accessibilité du patrimoine culturel archivistique mondial.

L'ICA est une organisation non gouvernementale indépendante, financée par ses 1 500 membres répartis dans 195 États, et dont la mission repose entièrement sur l'activité de ses membres. Depuis plus de 70 ans, l'ICA rassemble des institutions d'archives et des archivistes du monde entier en vue de protéger les archives et d'en garantir l'accès, de défendre une bonne gestion des archives et la protection physique du patrimoine culturel classé, de créer des normes reconnues et des modèles de référence, et de promouvoir le dialogue, l'échange et la diffusion transfrontaliers de ce savoir et de cette expertise.

En tant qu'organisation internationale, l'ICA travaille avec des décideurs au plus haut niveau, ainsi qu'avec des organisations intergouvernementales, telles que l'UNESCO et le Conseil de l'Europe, et est en contact étroit avec d'autres organisations non gouvernementales, telles que le Comité international du Bouclier bleu (*International Committee of the Blue Shield*, ICBS)¹.

La philosophie de l'ICA est de valoriser la diversité culturelle de ses membres dans l'élaboration de solutions efficaces aux problèmes archivistiques, et dans l'établissement concerté de normes à l'usage d'une profession flexible et créative.² Ainsi, depuis 1994, l'ICA a publié quatre normes de description archivistique qui ont révolutionné les pratiques.³

Le Conseil international des archives s'intéresse depuis longtemps à la question de l'accès aux archives. Dans le sillage des changements politiques survenus en Europe au début des années 1990, les archivistes européen-ne-s ont élaboré une « Es-

quisse de principes européens relatifs à l'accès aux archives », que l'ICA a adoptée par résolution lors de l'Assemblée générale annuelle de 1997 à Édimbourg. Cette esquisse a donné lieu aux « Principes relatifs à l'accès aux archives », qui ont été adoptés en 2012. Deux autres documents émanant

de l'ICA soulignent encore l'importance du professionnalisme dans le domaine : le « Code de déontologie des archivistes » de 1996 et la « Déclaration universelle des archives » de 2010. De ces trois documents, nous reproduisons ci-dessous les principaux points.

PRINCIPES RELATIFS À L'ACCÈS AUX ARCHIVES⁴

1	Le public dispose du droit d'accès aux archives des organismes publics. Tant les organes publics que privés devraient ouvrir leurs archives de la façon la plus large possible.
2	Les institutions d'archives font connaître l'existence des archives, y compris celles qui ne sont pas communicables, ainsi que l'existence de mesures limitant la communicabilité des archives.
3	Les institutions d'archives ont une attitude proactive en ce qui concerne l'accès aux archives.
4	Les services d'archives veillent à ce que les clauses de non-communicabilité soient claires et d'une durée établie, à ce qu'elles soient fondées sur une législation appropriée, à ce qu'elles reconnaissent le droit à la protection de la vie privée, et à ce qu'elles respectent les droits des propriétaires d'archives privées.
5	Les documents sont consultables selon des conditions d'accès justes et égales pour tous.
6	Les institutions conservant des archives font en sorte que les victimes de crimes graves ressortissant du droit international ont accès aux archives qui fournissent les éléments de preuve nécessaires pour faire valoir les droits de l'homme et documenter leur violation, même si ces documents ne sont pas communicables au grand public.
7	Les usagers ont le droit de faire appel lorsque la communication leur est refusée.
8	Les institutions qui conservent des archives font en sorte que les contraintes opérationnelles n'empêchent pas l'accès aux archives.
9	Les archivistes ont accès à toutes les archives non communicables et peuvent les soumettre au traitement archivistique nécessaire.
10	Les archivistes participent au processus de prise de décision concernant l'accès aux archives.

CODE DE DÉONTOLOGIE DES ARCHIVISTES⁵

-
- 1 Les archivistes maintiennent l'intégrité des archives et garantissent ainsi qu'elles constituent un témoignage du passé durable et digne de foi.
-
- 2 Les archivistes traitent, sélectionnent et maintiennent les archives dans leur contexte historique, juridique et administratif, en respectant donc leur provenance, préservant et rendant ainsi manifestes leurs interrelations originelles.
-
- 3 Les archivistes préservent l'authenticité des documents lors des opérations de traitement, de conservation et d'exploitation.
-
- 4 Les archivistes assurent en permanence la communicabilité et la compréhension des documents.
-
- 5 Les archivistes répondent du traitement des documents et en justifient les modalités.
-
- 6 Les archivistes facilitent l'accès aux archives du plus grand nombre possible d'utilisateurs et offrent leurs services avec impartialité à tous les usagers.
-
- 7 Les archivistes visent à trouver le juste équilibre, dans le cadre de la législation en vigueur, entre le droit au savoir et le respect de la vie privée.
-
- 8 Les archivistes servent les intérêts de tous et évitent de tirer injustement de leur position des avantages pour eux-mêmes ou pour quiconque.
-
- 9 Les archivistes cherchent à atteindre le meilleur niveau professionnel en renouvelant systématiquement et continuellement leurs connaissances archivistiques et en partageant les résultats de leurs recherches et de leur expérience.
-
- 10 Les archivistes travaillent en collaboration avec leurs collègues et les membres des professions voisines afin d'assurer universellement la conservation et l'exploitation du patrimoine documentaire.
-

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES ARCHIVES⁶

Les archives constituent un patrimoine unique et irremplaçable transmis de génération en génération. Les documents sont gérés dès leur création pour en préserver la valeur et le sens. Sources d'informations fiables pour une gouvernance responsable et transparente, les archives jouent un rôle essentiel dans le développement des sociétés en contribuant à la constitution et à la sauvegarde de la mémoire individuelle et collective. L'accès le plus large aux archives doit être maintenu et encouragé pour l'accroissement des connaissances, le maintien et l'avancement de la démocratie et des droits de la personne, la qualité de vie des citoyens. À cette fin, nous reconnaissons

■ **Le caractère unique** des archives, à la fois témoignage authentique des activités administratives, culturelles et intellectuelles et reflet de l'évolution des sociétés ;

■ **Le caractère essentiel** des archives pour la conduite efficace, responsable et transparente des affaires, la protection des droits des citoyens, la constitution de la mémoire individuelle et collective, la compréhension du passé, la documentation du présent et la préparation de l'avenir ;

■ **La diversité des archives** permettant de documenter l'ensemble des domaines de l'activité humaine ;

■ **La multiplicité des supports** sur lesquels les archives sont créées et conservées, que ce soit le papier, le numérique, l'audiovisuel ou tout autre type ;

■ **Le rôle des archivistes qui**, en tant que professionnels bénéficiant d'une formation initiale et continue, servent leurs sociétés respectives en appuyant la création des documents, en procédant à leur sélection, leur préservation et en les rendant accessibles pour leur utilisation ;

■ **La responsabilité de tous**, citoyens, décideurs publics, propriétaires ou détenteurs d'archives publiques ou privées, archivistes et spécialistes de l'information, dans la gestion des archives.

Et c'est pourquoi nous nous engageons à travailler de concert, pour que :

■ Chaque état se dote de politiques et de lois concernant les archives et qu'il les mette en œuvre ;

■ La gestion des archives soit valorisée et pleinement exercée au sein de tout organisme public ou privé qui crée et utilise des archives dans le cadre de ses activités ;

■ Les ressources nécessaires, incluant l'embauche de professionnels qualifiés, soient allouées à la gestion adéquate des archives ;

■ Les archives soient gérées et conservées dans des conditions qui en assurent l'authenticité, l'intégrité et la plus grande marge d'utilisation ;

■ Les archives soient rendues accessibles à tous, dans le respect des lois en vigueur et des droits des personnes, des créateurs, des propriétaires et des utilisateurs ;

■ Les archives soient utilisées afin de contribuer à la promotion de citoyens responsables.

1 Blue Shield International est un organisme international affilié à l'UNESCO, sis à La Haye, qui œuvre à la préservation du patrimoine menacé par les guerres, conflits armés et catastrophes naturelles. **2** <https://www.ica.org/fr/le-conseil-international-des-archives> **3** 1994 : ISAD(G) : https://fr.wikipedia.org/wiki/Norme_g%C3%A9n%C3%A9rale_et_internationale_de_description_archivistique ; 1996 : ISAAR(CPF) : https://fr.wikipedia.org/wiki/Norme_internationale_sur_les_notices_d%27autorit%C3%A9_archivistiques_relatives_aux_collectivit%C3%A9s_aux_personnes_et_aux_familles ; 2008 : ISDF et ISDIAH : https://vsa-aas.ch/wp-content/uploads/2015/06/Normenkatalog_Version1-3_201312.pdf et https://vsa-aas.ch/wp-content/uploads/2015/06/ISDIAH_-_Internationaler_Standard_fuer_die_Verzeichnung_von_Archivinstitutionen.pdf ; 2016 : RiC (Records in Content) : https://fr.wikipedia.org/wiki/Records_in_Content **4** Au printemps 2010, le « Comité des bonnes pratiques et normes » de l'ICA a chargé un groupe d'archivistes de préparer un document sur les meilleures pratiques pour l'accès du public aux archives gouvernementales et non gouvernementales. Il en est résulté les « Principes relatifs à l'accès aux archives », qui ont été adoptés par la réunion annuelle de l'ICA le 24 août 2012 ; voir https://www.ica.org/sites/default/files/ICA_Access-principles_FR.pdf. **5** Code de déontologie des archivistes, adopté par l'Assemblée générale du Congrès international des archives le 6 septembre 1996 à Pékin, dernier état : janvier 1997 ; voir https://www.ica.org/sites/default/files/ICA_1996-09-06_code%20of%20ethics_FR.pdf. **6** Déclaration universelle des archives, adoptée lors de la 36^e session de la Conférence générale de l'UNESCO, le 10 novembre 2011 ; voir https://www.ica.org/sites/default/files/20190726_ica_declarationuniverselle_french_0.pdf.



20 ANS D'HISTOIRE(S)

PARTIES DE LA MÉMOIRE

A red decorative line starts from the left edge of the page, goes down, then right, then up, and then right again, ending at the right edge of the page.

**JOCHEN
WEICHOLD**

ÉTAGÈRES ÉTRANGÈRES ET AFFAIRES INTÉRIEURES...

Le mardi 22 juin 1999, par une journée ensoleillée, Evelin Wittich, administratrice de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*, et moi-même, membre du conseil d'administration en charge des archives, nous rendîmes à Bonn pour discuter, avec des membres de l'administration du *Bundestag* et des Archives parlementaires, de l'attribution, par les parlementaires allemands, de fonds auxquels la Fondation pouvait prétendre. Dans le cadre d'un projet initié par le *Bundestag*, intitulé « Traitement et conservation des documents d'archives d'importance pour l'histoire contemporaine », nous nous étions proposés de rendre accessible au public les archives des députés PDS de la dernière *Volkskammer* et des deux dernières législatures du *Bundestag* en date. La question de l'octroi des fonds consacrés aux dépenses de personnel fut vite réglée. Celle de la répartition des frais de matériel,

en revanche, fut davantage débattue et fit émerger un litige entre le représentant de l'administration du *Bundestag* et le responsable des Archives parlementaires. Le premier – soucieux d'utiliser au mieux le poste budgétaire – estima que l'acquisition d'étagères par les Archives du socialisme démocratique pouvait être couverte par l'enveloppe dédiée aux frais de matériel. Ce à quoi le responsable des Archives parlementaires objecta que les étagères des fondations avaient toujours été financées par leurs fonds globaux. Et le fonctionnaire du *Bundestag* de lui rétorquer : « Alors je suppose que vos dossiers se trouvent sur les étagères du ministère de l'Intérieur ? » Le débat se conclut par un laconique : « Ça n'a aucune importance ». C'est ainsi que l'achat d'étagères (et plus tard d'un système amovible) fut financé par les fonds globaux de la Fondation.

**CHRISTINE
GOHSMANN**

MONTER DES ARCHIVES EN AFRIQUE DU SUD

« Le rôle des archives dans les politiques de réconciliation, d'émancipation et d'identité est central, non seulement pour aborder le passé, mais aussi pour imaginer et préparer l'avenir. »¹

Cette importance des archives ne se vérifie pas seulement en Afrique du Sud ; elle vaut pour le monde entier.

L'expertise de nos archivistes est régulièrement sollicitée, en Allemagne comme à l'étranger, et nous avons toujours volontiers répondu à ces sollicitations. En 2003, la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* a ouvert son premier bureau extérieur à Johannesburg (Afrique du Sud). Dès la phase préparatoire, le Centre de dialogue international, qui supervise les activités de la Fondation à l'étranger, a initié des projets éducatifs en Afrique australe. Parmi les premiers partenaires du projet figuraient le Khanya College de Johannesburg et le *Labour Research Service* du Cap, auxquels se sont ajoutées par la suite, entre autres, la *South African History Archive* et les archives de l'organisation syndicale COSATU. En 2001, le « South African Labour History Project » a été lancé avec le Khanya College et le *Labour Research Service* afin de promouvoir la communication, la coopération et l'interconnexion entre activistes syndicaux. Ce projet, financé de 2001 à 2006, a permis de créer une archive en ligne du mouvement syndical sud-africain de 1966 à 1979. En 2002, ce projet a été intégré au programme régional de la Fondation intitulé « Mesures socio-politiques en Afrique australe ».

Notre travail d'expertise a, dans ce cas précis, commencé très en amont. Lorsque les

délégué·e·s du projet sud-africain vinrent nous voir à Berlin, nous avons tâché de leur donner un aperçu de notre travail, et d'organiser visites et partages d'expérience dans des institutions culturelles, notamment autour de la question de la présence en ligne. Une fois le projet sur les rails, au Cap comme à Johannesburg, nous avons fourni un accompagnement professionnel, et nous sommes mêmes rendu·e·s sur place pour procéder à une évaluation du processus de travail et de ses premiers résultats. Une chose nous a alors frappé·e·s : les instruments de marketing requis par un tel projet sont très différents entre l'Afrique et l'Europe. Par exemple, en Afrique, les stations de radio bénéficient encore d'une large audience ; nous avons donc privilégié les interviews et reportages pour promouvoir le projet auprès du public et annoncer les nouveautés du fonds d'archives. L'accès à Internet n'étant pas garanti partout, nous avons également distribué des CD contenant les données que les archives avaient pu recueillir sur des événements marquants du mouvement ouvrier, tels que les grèves de masse.

Ce travail autour du paysage archivistique sud-africain, et nos missions de conseil en général, ont mené à des contacts avec des confrères et consœurs par la suite invité·e·s à nos ateliers, tables rondes et conférences. Des colloques, tels que « Memory, Heritage and The Public Interest », coorganisé en 2006 avec le Bureau régional pour l'Afrique australe, ont suscité l'intérêt des chercheur·e·s dans la région, et permis de promouvoir l'importance des archives.

¹ Hamilton, Carolyn/Mangucu, Xolela : *Freedom. Public Deliberation and the Archive*, édité par le Public Intellectual Life Project of the Nelson Mandela Foundation, s.l. 2006, p. 2.

RIEN QU'UNE « MAIGRE BROCHURE »

Notre premier inventaire, qui concernait le fonds « Groupe PDS à la *Volkskammer* est-allemande (mars-octobre 1990) », fut publié sous la forme d'une modeste brochure (format A5) à petit tirage (100 ex.). À la fin du mois de mars 2000, l'inventaire, le guide de recherche et la preuve de l'utilisation des fonds furent transmis à l'administration du *Bundestag*. Un mois plus tard, j'appelai M^{me} Handke-Leptien, cheffe du département budgétaire de l'administration du *Bundestag*, pour savoir si tout leur était bien parvenu. « Oui », répondit-elle, « j'ai bien reçu votre maigre brochure ». « Mais après tout », ajouta-t-elle comme pour me rassurer, « ça ne fait qu'un trimestre que vous êtes au travail... ». Ainsi donc, me dis-je, la responsable du département budgétaire s'attendait à une preuve plus... imposante de notre travail ! Elle espérait, en somme, un digne retour sur investissement. Le printemps qui suivit ce coup de téléphone, Christine Gohsmann établit pour nos jeunes archives

de nombreux contacts avec des acteurs du paysage archivistique allemand. On visita les Archives de la démocratie sociale (*Archiv der sozialen Demokratie*, AdsD) à Bonn et les Archives de la mémoire verte (*Archiv Grünes Gedächtnis*, AGG) à Bornheim-Widdig. Autant de contacts et d'expériences qui nous furent très utiles dans le cadre de notre collaboration avec le *Bundestag*, cette généreuse donatrice dont notre survie dépendait... À l'occasion de ces visites en effet, on jeta un œil aux inventaires que les autres archives transmettaient : c'étaient d'épais volumes, format A4, imprimés seulement au recto, composés en corps généreux. Les inventaires de l'AdsD avaient une reliure en simili-cuir rouge brique ; ceux de l'AGG une couverture en simili-cuir vert et un titre en lettres d'argent. Depuis, nos inventaires sont au format A4, impression recto – mais pour distinguer notre produit, le simili-cuir de notre reliure est rouge foncé, et notre titre en lettres noires.

A red line graphic that starts as a diagonal line from the left, then turns horizontal to the right, and then turns vertical down to the right, ending at the top right of the page.**CHRISTINE
GOHSMANN**

« TOUT EST EN LIGNE ! » PRÊCHER LA BONNE PAROLE AU PARLEMENT EUROPÉEN

En novembre 2013, à l'occasion de la réunion annuelle du Conseil international des archives à Bruxelles, nous avons profité de notre séjour pour faire la connaissance des membres du bureau régional de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* pour l'Union européenne (installé dans cette ville), et rendre visite aux membres DIE LINKE du groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) au Parlement européen. C'est à l'occasion de ce voyage qu'est née l'idée de proposer aux député·e·s et à leurs collaborateur·rice·s, dès l'année suivante, un atelier de sensibilisation aux questions d'archivage.

Après pas mal de persévérance (et d'innombrables courriels et appels téléphoniques), une date fut trouvée ; le workshop aurait lieu en mai 2014 à Bruxelles. Lors de la présentation que je fis avec une collègue, partant du constat que nos archives ne contenaient qu'une petite quantité de documents issus des travaux de la délégation DIE LINKE au sein du groupe GUE/NGL à l'époque, nous avons exposé notre ambition de couvrir le plus largement possible les activités du groupe. Nous en avons profité pour présenter les différents services et prestation fournis par nos archives. Il y eut quelques questions, puis on nous proposa de visiter les bureaux de plusieurs député·e·s.

Ce passage par les bureaux fut très instructif : on pouvait se rendre compte de la manière de travailler des député·e·s, et de leur propension à stocker leur travail sous forme analogique ou numérique. En raison de la prédominance des échanges électroniques dans l'élaboration des documents officiels, souvent seule la version finale en était disponible en ligne. Les étapes de l'élaboration à proprement parler, et autres travaux préparatoires, n'étaient pratiquement jamais archivés dans des fichiers électroniques, suivant l'idée bien connue selon laquelle « tout est en ligne ! »

Une réunion avec l'attaché de presse du groupe parlementaire fut également organisée, qui nous permit de compléter nos acquisitions. On convint notamment qu'à l'avenir, la société de marketing et de communication Media-Service GmbH, sise à Berlin, enverrait aux Archives du socialisme démocratique, en vue d'archivage, un exemplaire de tout matériel promotionnel produit pour Bruxelles.

De retour à Berlin, on rédigea un rapport sur la façon dont s'était déroulé l'atelier, mentionnant les particularités de ce fonds. Le workshop nous avait en tout cas une fois de plus convaincu·e·s que rien mieux que les contacts personnels ne participe au climat de confiance indispensable à la constitution d'archives.



LES RENCONTRES D'AUTOMNE

En l'absence de lois ou de dispositions obligatoires régissant le dépôt aux Archives du socialisme démocratique, nous avons donc dû nous occuper nous-mêmes de l'accroissement de nos fonds, et souvent nous étions seul·e·s juges de ce qui présentait ou non une valeur archivistique. Nous, employé·e·s des Archives du socialisme démocratique, nous sommes toujours considéré·e·s comme des intermédiaires entre qui fournit des dossiers et qui sera amené à les exploiter. Nous avons toujours estimé qu'il était de notre responsabilité de conseiller les producteur·rice·s d'archives dans le processus de constitution des dossiers, ainsi que de sécuriser, prendre en charge, évaluer, préserver et rendre exploitables les documents.

Afin d'installer un climat de confiance avec les correspondant·e·s-archives, nous les avons régulièrement associé·e·s, à partir de 2000, aux rencontres annuelles que le service des archives organisait chaque automne avec la direction fédérale du PDS, la direction de ses fédérations régionales, des fondations et associations proches du parti, ainsi que des groupes parlementaires PDS puis DIE LINKE. Une première rencontre eut lieu à Berlin. On présenta les Archives du socialisme démocratique, leur travail, leurs locaux, leur logi-

ciel d'archivage. Les années suivantes, les Rencontres d'automne nous conduisirent au *Bundestag* auprès du groupe DIE LINKE, à Berlin aux archives de la direction de DIE LINKE, dans les bureaux des groupes DIE LINKE dans les différents *Länder*, dans les locaux des différentes antennes régionales de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*, au Mémorial Clara Zetkin à Birkenwerder, ou encore aux Archives fédérales et dans le quartier de Lichterfelde à Berlin, où se trouve la Fondation des archives des partis et organisations de masse de la RDA (*Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR, SAPMO*).

L'objectif de ces Rencontres avec les correspondant·e·s-archives était de s'informer mutuellement sur les fonds respectifs dont les un·e·s et les autres avaient la charge, sur les conditions de travail et les possibilités d'exploitation sur place des archives courantes. À chaque fois, l'institution qui accueillait la rencontre était invitée à prendre part à nos travaux. Ainsi, les participant·e·s purent découvrir les différentes bibliothèques parlementaires du pays (par exemple lors d'une visite guidée du château de Schwerin, siège du parlement régional), ou s'informer sur le travail des antennes ré-


**JOCHEN
WEICHOLD**

UN PARTI BIEN ORGANISÉ

Depuis des temps immémoriaux, aux yeux du public, les archives riment avec poussière. Dans son « Rapport sur le roi David », l'écrivain Stefan Heym décrit l'état chaotique des archives royales : dans une écurie construite pour les chevaux du roi Salomon, des tablettes d'argile s'entassaient, couvertes de poussière et de toiles d'araignée, et d'innombrables rouleaux de cuir gisaient dans un terrible désordre. On chercha longtemps – en vain – les tablettes de Séraya, le scribe du roi David.

Les choses furent bien différentes lorsque, en juillet 1999, il s'agit, pour les deux employés d'une *Rosa-Luxemburg-Stiftung* alors en cours de création, d'acquérir des documents auprès du centre d'information et de documentation du groupe PDS au *Bundestag*. En effet, les fichiers du groupe à la dernière *Volkskammer* (1990) et au *Bundestag* (12^e et 13^e législatures) avaient été, au fil des ans, soigneusement classés dans des dossiers de marque Leitz et stockés à l'abri de la poussière dans les placards du *Bundeshaus* (Bonn-Center). Cette acquisition fut la première pierre des Archives du socialisme démocratique qui, dès la fin de 1999, comptèrent 28,1 mètres linéaires de matériel d'archives.

**CHRISTINE
GOHSMANN**

gionales. Les correspondant-e-s-archives partageaient leurs expériences et leurs pratiques, et ces échanges furent à l'occasion enrichis de contributions d'expert-e-s. Au fil des années, le travail sur les fonds du PDS en Mecklembourg-Poméranie occidentale (1989 à 2007) a joué, à de nombreux égards, un rôle important, jusqu'à ce que, lors de l'édition 2016 de nos Rencontres, à Schwerin, l'inventaire soit présenté aux responsables locaux du parti, qui en vérifièrent l'état et la pertinence. Leur réaction fut en tous points positive !

L'édition 2014 des Rencontres d'automne se tint dans la *Käte-Duncker-Saal* du groupe DIE LINKE au parlement de Thuringe, à *Erfurt* ; celle de 2016 dans le bureau du groupe parlementaire de Schwerin. Leur ordre du jour fut dominé par les élections nationales qui les avaient précédées de quelques semaines. Une première analyse des résultats électoraux, et un rapport sur l'état des négociations de coalition en Thuringe, donnèrent à ces Rencontres un caractère très concret. Le point culminant de la rencontre de 2010 fut la remise, en personne, au responsable des Archives du socialisme démocratique, d'un disque dur contenant les données du groupe DIE LINKE au *Bundestag* (16^e législature).

**JOCHEN
WEICHOLD**

ENQUÊTES CRIMINOLOGIQUES

Notre magasin de la Franz-Mehring-Platz fut, en deux temps (2001 puis 2002), équipé d'un système d'étagères amovibles dernier cri, qui devait donner à nos Archives assez d'espace pour les quatre ou cinq années suivantes.

Mais à l'issue des élections fédérales de l'automne 2002, le PDS perdit tous ses sièges au *Bundestag* et, fin octobre, deux camions s'arrêtèrent devant nos locaux pour y décharger des piles de cartons bourrés de dossiers. Cette cargaison remplit tout le hall d'entrée, et il nous fallut plusieurs semaines pour déterminer, parfois au terme d'une véritable enquête criminologique, à quels députés appartenaient tel carton, puis tel dossier.

Notre nouveau système d'étagères mobiles se trouva soudain saturé. La *Kirchliches Zentralarchiv* de Berlin nous livra bientôt de nouvelles étagères, et des rayonnages supplémentaires furent loués dans le tout nouveau bâtiment de cette institution, sur le Bethaniendamm. Depuis lors, nos archives sont réparties sur deux sites.

« LES ARCHIVES NE RAPPORTENT (PEUT-ÊTRE) PAS ; MAIS ELLES APPORTENT BEAUCOUP ! »¹

La valeur d'une archive n'est pas toujours évidente à déterminer pour une organisation, puisque celle-ci n'a pas nécessairement, dès sa création, la question de sa propre histoire en vue. C'est pourquoi nos archivistes ne se lassèrent jamais d'expliquer leur travail en interne, de proposer des visites guidées des magasins, de fournir une assistance pour la préparation des plans de classement, ou d'élaborer des normes pour le dépôt des documents.

Les différents départements de la Fondation, pour leur part, s'adressaient au personnel des archives à certaines occasions, par exemple lorsque de vieux dossiers entraient les déménagements récurrents au sein du bâtiment, lorsque le travail des différents départements était présenté aux collaborateurs·rice·s de l'étranger lors des « Cafés du Savoir », ou lorsque se préparait le séminaire d'introduction des œuvres universitaires de la Fondation.

L'habitude veut qu'en avril et octobre de chaque année, les nouveaux·elles bourgeois·e·s soient accueilli·e·s et passent deux jours à la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* pour

**CHRISTINE
GOHSMANN**

apprendre à connaître ses différents départements et ses différents services. Les archives et la bibliothèque se sont toujours présentées comme faisant partie d'un même département, organisant des visites guidées du magasin principal, présentant les fonds et leurs possibles utilisations, tout en prenant soin de différencier la vocation de la bibliothèque et celle des archives. Les participant·e·s se sont toujours montré·e·s curieux·ses et intéressé·e·s. Il n'est pas rare, alors, qu'on nous demande si les archives contiennent aussi des manuscrits de Rosa Luxemburg ; ce à quoi nous devons répondre par la négative, mais c'est l'occasion de mettre en avant notre vaste collection d'écrits de et sur Rosa Luxemburg.

En plus des visites guidées, un workshop fut organisé pendant plusieurs années, qui se proposait d'illustrer la façon dont des documents d'archives (en l'espèce, sous forme de copies) peuvent être exploités. Extraits des fonds Jürgen Demloff (député de la *Volkskammer*) et Christa Luft (députée du *Bundestag*), des documents significatifs sur la vie et le travail de ces deux personnalités,

ainsi que certaines de leurs publications et des vidéos de leurs prestations parlementaires, servirent de support pour une initiation à l'intérêt des archives et au travail d'archiviste. Certain·e·s boursier·e·s revenaient d'ailleurs fréquenter les archives et la bibliothèque au cours de leur année d'étude.

Un accès rapide aux dossiers des boursier·e·s a toujours été crucial pour le service des œuvres universitaires, tout comme, pour le service de financement de projets, l'accès aux dossiers où étaient consignées les approbations ou rejets des candidatures. Les membres du personnel n'ont pas tou·te·s immédiatement adopté le formulaire « état des versements » utilisé par les archivistes, mais chacun a fini par s'y habituer. Les recherches effectuées en vue des anniversaires de la Fondation montrent bien à quel point ce classement est précieux pour connaître l'histoire de notre organisation.

1 D'après Tiemann, Katharina : in : *Der Archivar*, 3/2005, p. 196.

UNE VISITE SURPRISE

Le 15 novembre 2001, M^{me} Nelles, la responsable, au sein des archives parlementaires, du suivi de notre projet de coopération avec *Bundestag*, nous avertit qu'elle visiterait sous peu nos archives. Notre collègue Christine Gohsmann – à l'époque la seule archiviste ayant une formation universitaire pertinente dans notre petit département « Archives et bibliothèque » – nous aurait certainement été d'un grand secours à cette occasion. Mais, ses fonctions d'enseignement la retenant à l'Université de Potsdam, elle ne pouvait être présente ce jour-là. « Un bon conseil vaut cher », comme on dit dans les contes.

Contre mauvaise fortune bon cœur, notre bibliothécaire Uwe Michel et moi entreprîmes non seulement de désencombrer le magasin de quelques cartons, mais aussi d'acheter du café, des pâtisseries et de l'eau minérale pour créer une atmosphère agréable pendant la petite conversation préliminaire avec M^{me} Nelles. Cette étape

passée, nous fîmes une démonstration du logiciel AUGIAS-Archiv, que nous réservions à l'archive des partis du *Bundestag*. (Toutes les archives concernant les autres partis étaient à l'époque traitées avec le logiciel d'archivage FAUST.) Enfin, nous présentâmes, lors d'une déambulation libre dans notre magasin d'archives, les fonds relatifs au projet de coopération avec le *Bundestag*. Nous pûmes convaincre M^{me} Nelles, qui se contenta d'une inspection visuelle, que les travaux annoncés dans les rapports des années précédentes avaient effectivement été réalisés : retrait de toutes les parties métalliques, foliotage des articles et leur transfert vers des classeurs et des boîtes d'archives à PH neutre, mais aussi inscription des cotes sur les classeurs et les conteneurs. M^{me} Nelles put également constater que les archives avaient été convenablement stockées. Ce jour-là fut franchi un obstacle important pour le financement ultérieur des Archives du socialisme démocratique.

Dietmar Bartsch, né en 1958 à Stralsund, est économiste et député au *Bundestag*. Pendant de nombreuses années, il a été trésorier et secrétaire fédéral du Linkspartei.PDS, puis de DIE LINKE. PDS et de DIE LINKE. Depuis octobre 2015, il est président du groupe parlementaire DIE LINKE.

Friedrich Burschel, né en 1965, est historien et politologue, et travaille à la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* comme conseiller sur le néonazisme et les structures et idéologies de l'inégalité. En tant que membre de NSU-Watch et correspondant de Radio LOTTE Weimar, il a accompagné le procès muniçois du NSU de Munich. Il écrit également sur le blog antifra*.

Peter Delis, né en 1951, a été, après des études de gestion, collaborateur permanent de l'Union allemande pour la paix jusqu'en 1990. Au milieu des années 1980, il est d'abord directeur général de Rhénanie-Palatinat et de Sarre, puis de Hesse. De 2008 à 2014, est chargé de la stratégie d'alliances du groupe parlementaire DIE LINKE en Hesse. Il est bénévole à l'association *Friedens- und Zukunftswerkstatt e.V.*

Alex Demirović, sociologue, professeur associé à l'université Goethe de Francfort-sur-le-Main, est Senior Fellow de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* et membre du conseil consultatif scientifique de la Fondation, qu'il préside actuellement. Il est également membre du conseil scientifique d'Attac et de l'Union des chercheur-e-s démocrates (*Bund demokratischer Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler*, BdWi). Dernières publications : « Wirtschaftsdemokratie neu denken » (édité avec Susanne Lettow et Andrea Maihofer, 2018) ; « Emanzipation » (2019)

Dagmar Enkelmann, née en 1956, est diplômée d'histoire. Depuis 2012, elle préside le conseil d'administration de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*. Pendant la *Wende* (période de transition politique ayant mené à la Réunification), elle participe activement aux travaux de la Table ronde de Bernau, et est élue à la Chambre du peuple de RDA en mars 1990. Elle a été plusieurs fois élue députée PDS et DIE LINKE au *Bundestag* et au *Landtag* (parlement régional) de Brandebourg. De 2005 à 2013, elle est la première présidente du groupe parlementaire DIE LINKE.

Bärbel Förster, née en 1959, a étudié l'histoire et l'archivistique à Leipzig et Berlin. Elle a travaillé aux Archives centrales de Saxe (Dresde) de 1984 à 1994, puis a occupé des postes de direction et de gestion de projet à Berne et à Zurich, aux Archives fédérales suisses (depuis 1995) et aux Archives suisses de la danse (2008), ainsi qu'au Département fédéral des affaires étrangères (depuis 2009) et au Secrétariat d'État à l'économie (depuis 2015), dans le domaine de la gestion électronique des affaires et de l'archivage. De 1999 à 2008, elle a été chargée de cours en sciences de l'information à Coire, Zurich et à l'université de Berne/Lausanne. Depuis le 1^{er} mars 2019, elle est responsable des archives de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*.

Wolfgang Gehrcke, né en 1943, est un homme politique. Il a également travaillé comme employé administratif et journaliste. Il est député de 1998 à 2002 et de 2005 à 2017. En 1961, il rejoint le KPD ; en 1968, il cofonde la Jeunesse ouvrière socialiste allemande (*Sozialistische Deutsche Arbeiterjugend*, SDAJ) et contribue à lancer la Marche de Pâques (*Ostermarsch*) et le

nouveau mouvement pour la paix. En 1968, il cofonde le DKP et, de 1973 à 1989, fait partie du comité exécutif du parti. En 1990, il cofonde le PDS de RFA et en devient secrétaire fédéral de 1991 à 1993, puis vice-président fédéral de 1993 à 1998. Il est membre fondateur du Parti de la gauche européenne.

Margret Geitner, née en 1963, est présidente du groupe DIE LINKE au Parlement de Hambourg, politologue, ancienne chargée des questions de politique étrangère au sein du groupe DIE LINKE au *Bundestag*. Elle est active, depuis de nombreuses années, dans divers groupes internationalistes et antiracistes (entre autres : kein mensch ist illegal, Welcome to Europe, w2e).

Claudia Gohde, née en 1958, est à la tête du bureau fédéral de DIE LINKE. Elle a étudié la théologie, l'ethnologie et la philologie allemande à Göttingen. En tant que médiatrice et consultante en théorie des organisations, elle a supervisé le développement organisationnel de DIE LINKE et le processus de fusion avec la WASG. Elle a été membre de la direction du PDS de 1991 à 1997. Elle est membre de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*.

Christine Gohsmann, née en 1962, est archiviste diplômée. Elle travaille aux archives de Berlin et du Brandebourg depuis 1985, est employée de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* depuis 1999, où elle était directrice adjointe des archives jusqu'en 2016. Depuis 2017, elle est assistante de recherche au Centre historique du socialisme démocratique (*Historisches Zentrum Demokratischer Sozialismus*, HZDS). En 2018, elle a obtenu un diplôme de chercheure en édition (MASTER) à la Freie Universität de Berlin.

Gregor Gysi, né en 1948 à Berlin, est ouvrier qualifié dans l'élevage bovin et avocat. Il est actuellement député au *Bundestag*. De mars à octobre 1990, il a siégé à la *Volkskammer* de RDA, où il présidait le groupe PDS. De fin 1990 à janvier 2002, il a été président du groupe PDS au *Bundestag*, et du groupe DIE LINKE d'octobre 2005 à octobre 2015. En décembre 2016, il est élu président de la Gauche européenne. Il travaille comme avocat et publiciste.

Thomas Händel, né en 1953, est vice-président de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*. Il a étudié à l'*Akademie der Arbeit* de Francfort-sur-le-Main, et est ingénieur en électronique. De 1972 à 2004, il a été membre du SPD et, de 2005 à 2007, membre du conseil d'administration et trésorier fédéral de la WASG, qui a fusionné avec le PDS pour former le parti DIE LINKE en 2007. De 2009 à 2019, il a fait partie du groupe de gauche au Parlement européen, où il a présidé la commission de l'emploi et des affaires sociales. À partir de 1979, il a travaillé au conseil d'administration d'IG Metall et a été, de 1987 à 2012, le directeur de la firme à Fürth.

Bernd Hüttner, né en 1966, est politologue, consultant en histoire contemporaine et politique mémorielle à la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*. En 1999, il a fondé l'Archive des mouvements sociaux à Brême. Il est membre de la Commission histoire de la direction fédérale du parti DIE LINKE, du conseil consultatif international de la Conférence internationale des historien·ne·s des mouvements ouvriers et autres mouvements sociaux (*Internationale Tagung der Historiker*innen der Arbeiter*innen- und anderer sozialer Bewegungen*, ITH) et du conseil d'administration de l'Association allemande d'histoire du travail (*German Labour History Association*).

Urs Kälin, né en 1959, a étudié l'histoire, la littérature allemande moderne et la théorie politique à l'université de Zurich, et a obtenu son Doctorat sous la direction de Rudolf Braun en 1991. De 1992 à 1996, il a été assistant de recherche à la Conférence suisse des hautes écoles de Berne, et depuis 1996, il est directeur adjoint des Archives sociales suisses à Zurich. Il est maire d'Altdorf (canton d'Uri).

Christian Koller, né en 1971, a étudié l'histoire, l'économie et les sciences politiques. De 2007 à 2014, il est chargé de cours à l'université de Bangor (Royaume-Uni), à partir de 2010 membre de la Royal Historical Society, et à partir de 2011 professeur titulaire d'histoire moderne à l'université de Zurich. Depuis 2014, il est directeur des Archives sociales suisses. Nombreuses publications sur l'histoire du nationalisme et du racisme, sur la sémantique historique, l'histoire du sport, les mouvements sociaux, les relations industrielles, l'histoire de la violence et l'histoire militaire, l'histoire des contacts interculturels, les cultures mémorielles, ainsi que sur des questions relatives aux sciences de l'information.

Jan Korte, né en 1977, a étudié les sciences politiques, l'histoire et la sociologie à l'université de Hanovre. Il est député depuis 2005 et membre de la direction du groupe parlementaire DIE LINKE depuis 2009, dont il est le premier secrétaire parlementaire depuis 2017. En 2014, il a été élu au conseil d'administration de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*.

Anja Kruke dirige les Archives de la démocratie sociale de la Fondation Friedrich Ebert, qui comprennent la maison natale de

Karl Marx, où une nouvelle exposition permanente est présentée depuis 2018. Elle est historienne et publie sur divers sujets du XIX^e et surtout du XX^e siècle.

Andreas Marquet dirige, en tant que Chief Digital Officer, l'unité de Transformation Numérique des Archives de la démocratie sociale. Historien et chercheur en sciences de l'information, ses principaux domaines de recherche sont l'histoire contemporaine et l'interface avec les méthodes numériques de recherche et d'archivage.

Uwe Michel, né en 1962, a étudié la littérature et la philosophie à Pérouse (Italie). Bibliothécaire formé à la Freie Universität de Berlin, il est responsable de la bibliothèque de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* depuis 2001. Il est en outre responsable de la série d'événements « Linke Literatur im Gespräch » (La littérature de gauche en débats) et travaille en étroite collaboration avec les archivistes des Archives du socialisme démocratique.

Petra Pau est née en 1963 à Berlin. Elle a été membre du SED, et rejoint le PDS en 1990, au sein duquel elle est secrétaire régionale de Berlin pendant dix ans, puis vice-secrétaire fédérale au tournant du millénaire. En 1990, elle est élue au conseil municipal de Hellersdorf, et en 1995 à la Chambre des députés (parlement régional de la ville-Land de Berlin). Depuis 1998, elle a décroché six mandats directs au *Bundestag*, dont elle est vice-présidente depuis 2006. Son combat sur la scène politique allemande est axé sur les droits civils et la démocratie, ainsi que la lutte contre l'extrémisme de droite, le racisme et l'antisémitisme.

Bernd Riexinger, né en 1955, a suivi une formation d'employé de banque, a été secrétaire syndical à la direction régionale du Bade-Wurtemberg du Syndicat du commerce, des banques et des assurances (HBV) à partir de 1991, puis secrétaire général du syndicat ver.di à Stuttgart et dans sa région. En réaction à l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder, il est devenu co-fondateur de la WASG et en a été le porte-parole dans le Bade-Wurtemberg jusqu'à sa fusion avec le PDS en 2007. Depuis 2012, il est président du parti DIE LINKE avec Katja Kipping et, depuis 2017, il est député au *Bundestag*.

Albert Scharenberg, né en 1965, est historien et politologue. Il est à la tête du Centre historique pour le socialisme démocratique de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*. Auparavant, il était codirecteur de l'antenne new-yorkaise de la Fondation, ainsi que rédacteur et partenaire des *Blätter für deutsche und internationale Politik* (« Feuilles pour la politique allemande et internationale »).

Jörn Schütrumpf, né en 1956, est historien et éditeur. Il a été directeur des éditions Karl Dietz (Berlin) de 2003 à 2017. Actuellement responsable du « Fokusstelle Rosa Luxemburg » au sein de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*, il a notamment publié « Freiheiten ohne Freiheit. Die Deutsche Demokratische Republik » (2010) ; et en tant qu'éditeur « Angelika Balabanoff : Lenin oder : Der Zweck heiligt die Mittel » (2013) ; Paul Levi : « Ohne einen Tropfen Lakaienblut. Schriften, Reden, Briefe » (2016-2018, 4 volumes jusqu'à présent) ; « Rosa Luxemburg – oder : Der Preis der Freiheit » (3^e édition révisée et augmentée 2018).

Andréi K. Sorokine, né en 1950, est historien. En 1991, il a fondé la maison d'édition Rosspen (dont l'acronyme signifie « encyclopédie politique russe »). En 2008, il a lancé le projet « histoire du stalinisme », une collection de publications en 100 volumes. Il est membre du Conseil académique du Service fédéral des archives de Russie et directeur des Archives publiques d'histoire sociale et politique de Russie (RGASPI).

Andreas Steigmeier, né en 1962, est historien, archiviste et gestionnaire d'entreprise. Avec Tobias Wildi, à Baden (Suisse), il a fondé en 2003 Docuteam GmbH, dont il est le codirecteur. Avec près de 40 employés, Docuteam fournit des services d'archivage et conseille les organisations de toutes sortes sur le cycle de vie de leurs documents commerciaux. Auparavant, Andreas Steigmeier fut longtemps historien indépendant, ainsi que fondateur et associé d'une maison d'édition d'ouvrages spécialisés dans le domaine de l'histoire.

Tom Strohschneider a une formation d'historien et travaille comme journaliste depuis de nombreuses années. Il a notamment été rédacteur en chef du quotidien *neues deutschland*. Sa publication la plus récente (en tant qu'éditeur) est « Eduard Bernstein oder : Die Freiheit des Andersdenkenden » (2019).

Marga Voigt, née en 1953, est slaviste et bibliothécaire. Jusqu'en 1990, elle a été directrice de la bibliothèque du bâtiment principal de la Société d'amitié germano-soviétique. Depuis 2001, elle travaille en free-lance au sein du réseau de fondations de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*, où elle s'occupe de rédaction, de correction

d'épreuves et de ses propres projets d'éducation politique. Elle est membre de l'Association de soutien des archives et bibliothèques à l'histoire du mouvement ouvrier (*Förderkreis Archive und Bibliotheken zur Geschichte der Arbeiterbewegung*) et de la Société de promotion du mémorial Clara Zetkin à Birkenwerder (*Förderverein der Clara-Zetkin-Gedenkstätte*). On lui doit l'édition en trois volumes des « Lettres de guerre » de Clara Zetkin (vol. 1 : 2016).

Sahra Wagenknecht, née en 1969, a étudié la philosophie et la littérature allemande moderne. Elle est titulaire d'un Doctorat en économie. Elle est également écrivaine. Elle a été membre du Parlement européen de 2004 à 2009. Depuis 2009, elle est députée. De 2015 à 2019, elle a été présidente du groupe parlementaire DIE LINKE, de 1991 à 1995 et de 2000 à 2014, elle a été membre de la direction du PDS, du Linkspartei.PDS et du parti DIE LINKE.

Jochen Weichold, né en 1948, a étudié l'histoire et la germanistique (langue et littérature allemandes), avant de travailler comme politologue pendant de nombreuses années. De 1999 à 2013, il a dirigé les Archives du socialisme démocratique de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*. Aujourd'hui, il s'intéresse principalement au développement des partis écologistes et aux questions politiques européennes.

Florian Weis, né à Hambourg en 1967, est historien, titulaire d'un Doctorat (thèse sur l'histoire du Parti travailliste britannique pendant la Seconde Guerre mondiale). Il travaille à la *Rosa-Luxemburg-Stiftung*, à Berlin, depuis 1999, et en est le président depuis 2008.

Tobias Wildi, né en 1973, est historien, informaticien et archiviste. En 2003, il a co-fondé Docuteam GmbH, dont il est depuis lors le codirecteur. Docuteam propose notamment une gestion des archives numériques à long terme, et développe à cet effet des logiciels libres utilisés en Allemagne, en France et en Suisse. En 2016, le Conseil fédéral suisse a élu Tobias Wildi à la présidence de la Commission fédérale pour la protection des biens culturels. À ce titre, il participe à la constitution d'un sanctuaire des biens culturels numériques. Il est membre de l'*Expert Group on Archival Description* du Conseil international des archives.

Evelin Wittich, née en 1950, a été, de 1990 à 2003, membre du « comité exécutif de la *Rosa-Luxemburg-Stiftung* » (jusqu'en 1999 *Gesellschaftsanalyse und politische Bildung e.V.*), membre unique du conseil d'administration de 2003 à 2008, directrice de l'Académie pour l'éducation politique (*Akademie für Politische Bildung*) de 2008 à 2015, et responsable de la « Fokusstelle Rosa Luxemburg » en 2015-16. Auparavant, elle a été ingénieure structures, analyste à la *Bauakademie* de RDA, et directrice adjointe de « Podium Progressiv », l'institut de formation du PDS.

MENTIONS LÉGALES

Édité par la Rosa-Luxemburg-Stiftung

1^{re} édition 2019

Responsabilité légale : Alrun Kaune-Nüßlein/Ulrike Hempel

Straße der Pariser Kommune 8A – 10243 Berlin – www.rosalux.de

ISBN 978-3-948250-08-9 – Fin de la rédaction : novembre 2020

Photos : photo de couverture istock/blackred ; p. 14 shutterstock/nullplus ;

p. 68 shutterstock/goir ; p. 88 istock/scanrail ; p. 14, p. 68, p. 88 Kim Nalleweg + Trujillo Architekten [M]

Relecture du texte allemand : TEXT-ARBEIT, Berlin

Traduction française : Gegensatz Translation Collective

Mise en page / Production : MediaService GmbH Druck und Kommunikation

« Les archives constituent un patrimoine unique et irremplaçable transmis de génération en génération. Les documents sont gérés dès leur création pour en préserver la valeur et le sens. Sources d'informations fiables pour une gouvernance responsable et transparente, les archives jouent un rôle essentiel dans le développement des sociétés en contribuant à la constitution et à la sauvegarde de la mémoire individuelle et collective. L'accès le plus large aux archives doit être maintenu et encouragé pour l'accroissement des connaissances, le maintien et l'avancement de la démocratie et des droits de la personne, la qualité de vie des citoyens. »

EXTRAIT DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE
DES ARCHIVES DE L'UNESCO

10 NOVEMBRE 2011